

F0004-27-07-69-2
BIBLIOTHEQUE DE LA
LEGISLATURE
HOTEL DU GOUVERNEMENT
QUEBEC



POURQUOI N'OFFREZ
 VOUS PAS UN ABONNEMENT
 AU QUARTIER LATIN À VOTRE
 GRAND PÈRE ENCADEAU
 OU À VOUS MÊME

QL

le quartier latin

2222 édouard-montpetit
 montréal/739-4777

bulletin d'abonnement

abonnement/1 an : \$10.00
 abonnement étudiant : 5.00
 abonnement de soutien : 20.00

nom et prénom: _____

n° et rue: _____

ville: _____

comté et province: _____

ci-joint mon chèque au montant
 de \$ pour un abonnement de:

☐ \$10.00
☐ 20.00
☐ 5.00



LE QUARTIER LATIN

Le Quartier Latin, magazine d'information étudiant, publié par Le Centre d'Information Étudiant, Université de Montréal;

composé par

Les Entreprises Gérard Enr.,
4335, Bellechasse, Montréal,
374-3280.

imprimé par

Les Editions du Richelieu,
100, rue Bouthiller, St-Jean,
658-0613.

(couleur: L'imprimerie The
Gazette,

1000, rue St-Antoine,
Montréal, 681-1111).

distribué par

Les Messageries de Presses
Internationales,
4550, rue Hochelaga,
Montréal, 256-7551.

et par La Fédération Des
Coops Etudiantes du Québec,
5215, rue Berri, Montréal 176
270-2111

paraît tous les deux mercredis,
est vendu 0.25 aux étudiants
(abonnement \$5.00) 0.50 aux
non-étudiants (abonnement \$10.00).

Rédaction:

Roméo Bouchard.

Adjoint à la rédaction:

Michel Contant.

Nouvelles:

Jean-Pierre Dallaire.

Direction artistique et conception
graphique:

Jean Gladu.

Adjoint à la conception graphique:

Paul Harris

Photographie:

François Demers.

Recherche:

Yves Legault.

Publicité:

Robert Pagé

Adjoint à la publicité:

Ronald Fauteux.

Diffusion:

Jacques Doré.

Direction technique:

Jean-Pierre Bourbeau.

Administration:

Jean-Guy Martin

**Réseau de journalistes étudiants
dans les campus d'universités et
de cégeps à travers tout le Qué-
bec.**

Bureaux: Centre Social de l'Université
de Montréal, 6ième étage,
2222, Edouard-Montpetit,
Montréal 250.

Téléphone: 739-4777.

4

sommaire

	Page
15. L'actualité de la quinzaine.	8
Jean-Pierre Dallaire.	
Socrate 69. Quand j'entre dans un CEGEP, j'ai envie de crier.	14
André Thouin	
Opération Télé 4: A Québec comme ailleurs, l'information protège les forts.	17
Michel Bilodeau	
La Commission Gendron, c'est pour les Anglais.	20
François Therrien	
Le Bill Pagé: urgence nationale.	21
Roméo Bouchard	
Vérifiez votre quotient psycho-contestataire.	22
Luc Fournier et André Laniel	
Le Cégep de Jonquière, bilingue d'ici trois ans?	24
Jean-Pierre Dallaire et Roméo Bouchard	
Les dévots du savoir.	27
Michel Bujold	
Guide sur l'organisation du milieu étudiant dans les Cégep.	28
Enquête de Michel Contant	
60% des étudiants des Cégeps ont choisi le Québec	
80% sont d'accord avec les revendications étudiantes	34
François Therrien	
Octobre 2 pour les étudiants au Québec.	36
Stanley Gray	
Les utopies volent bas.	37
Lise Bissonnette	
Au fond, le problème c'est Crop.	
- Crop: le mythe de l'objectivité.	38
Richard Brunelle	
- Crop: une nouvelle forme de contrôle.	39
Pierre-Paul Gareau	

octobre 2

Un an a suffi pour faire des étudiants une force politique au Québec comme ailleurs, balayer les AGE et les journaux étudiants, remiser dans le passé les occupations d'écoles et le slogan du pouvoir étudiant, et oublier le mai français.

Un an a suffi pour faire sortir la contestation des écoles et la mener dans la rue, au coeur des conflits et des options sociales et nationales du Québec.

Un an a suffi pour créer un nouveau climat, une contagion des objectifs et des groupes et une désaffection désarmante face à l'école, qui minent le pouvoir à Québec et à Montréal.

Un pays est conçu. Il reste à le mener à terme et à l'accoucher. Il reste à le manifester.

Octobre 2, c'est un flash sur cette gestation.

La Rédaction.



MARDI 28 OCTOBRE

MERCREDI 29 OCTOBRE

JEUDI 30 OCTOBRE

SAMEDI 1er NOVEMBRE

café campus



Garanti!



Aujourd'hui c'est O'Keefe!

Brassée au Québec par la Brasserie O'Keefe Ltée

QL / un instant !

M. le rédacteur,

L'article du camarade Graveline sur la situation dans les écoles secondaires m'a beaucoup intéressé. Suppléant à la CECM depuis quelques années, je crois connaître assez bien la situation. C'est dans le but de l'éclairer davantage que j'écris cette lettre.

La discipline excessive à laquelle on soumet les élèves du cours secondaire pourrait s'expliquer à partir de deux impératifs de la société dans laquelle nous vivons. Premièrement: la nécessité de former des travailleurs et des étudiants dociles; deuxièmement: les "contingences" de la crise d'adolescence. Ces deux raisons, comme nous le verrons tout-à-l'heure, finissent par se rejoindre.

Considérons la courbe du niveau d'instruction de notre peuple. - Les chiffres que je vais présenter ici sont forts approximatifs-. Environ 50% des gens font leur cours primaire, 20% leur secondaire, 15% leur collégial et de 10 à 15% seulement des gens vont à l'université. C'est dire que les 2/3 de la population ne vont pas plus loin que le secondaire (de nos jours).

Considérons aussi que l'école est le moyen no. 1 d'intégration des individus à la société, i.e. à ses modèles, à ses valeurs, à ses buts et aux moyens qu'elle propose pour les atteindre. Partant, l'on comprendra facilement la nécessité extrêmement impérieuse pour l'ordre établi de posséder un système d'édu-

cation efficace, i.e. coercitif et socialisateur.

L'individu qui n'a pas appris à penser à l'école ne se réveille pas spontanément lorsqu'il est sur le marché du travail. Dans bien des cas, l'intégration est définitive. Dans d'autres, ce sont des facteurs extérieurs qui lui révéleront ce que l'école ne lui a pas appris.

Ce second aspect est de loin le plus difficile à traiter. Sous prétexte de la turbulence des adolescents, on promulgue et on applique des règlements aberrants qui visent davantage à intégrer les élèves aux valeurs de leur société qu'à une quelconque efficacité organisationnelle.

Mais, il faut bien l'admettre, les adolescents sont turbulents... A cet âge, le sens communautaire, le sens de la responsabilité sociale (ne pas confondre avec le sens des responsabilités bourgeoises) est beaucoup moins développé. Les valeurs de l'adolescent sont beaucoup plus sentimentales et affectives que celles de l'adulte. L'adolescent veut vivre, veut être heureux immédiatement: il a tendance à oublier qu'il est en train de bâtir sa vie et que s'il néglige ses études, son avenir sera compromis.

Pour parer à une telle situation, l'application d'un certain code d'éthique, basé sur le développement de la conscience sociale, est nécessaire. Il va de soi qu'à mesure que se développe cette conscience, des responsabilités de plus en plus grandes devraient être laissées aux élèves. Si bien qu'il serait (et qu'il est) aberrant de contrôler la tenue vestimentaire et la ponctualité des étudiants de 10e, 11e et 12e année. De plus, ceux-ci devraient être prêts à

participer à l'administration de leur code et à l'élaboration de leurs cours. (Que dire des cégepiens maintenant?).

La réalité, c'est que la nécessité d'intégrer les jeunes, de gré ou de force, aux schèmes de pensée et d'action de l'ordre établi, passe avant toute chose. C'est la seule raison valable et non-avouée qui motive l'application d'une discipline de type militarofasciste dans les écoles secondaires publiques.

Une seule alternative reste aux étudiants: s'organiser et lutter. Seuls les écoliers peuvent changer quelque chose à leur situation. Les professeurs, coincés entre la direction et les élèves, ne peuvent pratiquement rien faire. D'ailleurs, la plupart d'entre eux se sont assimilés au système: ils en sont devenus les policiers, les chiens de garde.

Voilà qui, je l'espère, jettera quelque lumière sur le problème.

Ne veut pas signer.
Suppléant CECM

Salut ô Mon Quartier Latin,

quand cela fait plus que toute une mémoire d'homme qu'on attend un journal comme le vôtre, cela fait un choc dans le coeur, et dans l'esprit aussi... Enfin une revue-déroulement-complexes-évolution, MAUDIT QU'J'SUS CONTENTE. Je suis contente à en faire éclater des bombes de rêves et des lambeaux d'esclavagisme, j'sus assez contente pour en faire mourir ma mort et vous écrire. Cette revue nous paye des 'voyages' gratuits, plus besoin de fuir la réalité, il faut la vaincre, faire que l'extraordinaire se mélange à tout, hurler et dégueuler nos idées sur le plancher des ca-

pitalistes, de mes idées traditionnalistes, de ma p'tite paix sécurisante. Je te remercie mon Quartier Latin pour cette affirmation de nous-mêmes et de moi,

une Camarade indépendantistement vôtre,

Lucie Lavoie no XYZ (ils ne pourront pas me repérer, ceux de l'administration, j'ai mis un faux numéro) du Lac St-Jean.

Voici une petite contestation en de vieux termes...

Ils étaient quatre à table, quatre larrons à table, avec leur bonté et leurs assiettes, quatre assiettes blanches de larrons, de bons et de méchants larrons, et ils discutaient quel serait le bon et le méchant, de quel côté les mettre, de quel côté de la grande croix, de la grande croix qui ne serait et ne sert à rien, celle qui était à côté, de leur côté, du bon ou du mauvais côté, et ils parlaient de ceux qu'ils choisiraient, des deux larrons qu'il fallait, et qu'ils allaient tirer à la courte paille, et que ce n'était pas juste d'en être arrivé là, et que tout le monde maintenant voulait faire le bon larron, et que personne ne l'était plus, et que les comédiens de nos jours se dégradaient à jouer des rôles, sans nom, sans fin, de second plan, et que rien était changé, qu'il faudrait toujours un athée de révolutionnaire comme Jésus pour les faire agir, les faire parler, les faire choisir, choisir un rôle, tout petit, un petit rôle de second plan,

parce qu'ils n'étaient pas révolutionnairement athées eux, et qu'il fallait tirer... et qu'il faudrait changer... et que cela changerait... Excuse l'impersonnalisation de ces caractères venant d'une machine à écrire.

Lucie Lavoie,
Alma

Baie St-Paul, 17 - 10 - 69

Votre revue, qui n'est qu'une condensation des journaux étudiants se veut révolutionnaire, avant-gardiste etc... Si vous y croyez tant mieux; mais je crois que la vie est un perpétuel renouvellement donc jamais d'originalité pure car bâti sur des choses déjà existantes (Ex: votre format)

Je m'y abonne afin de pouvoir suivre les idées véhiculées par les avant-gardistes, moi qui ne suis qu'un compartimenté, un produit plus ou moins conscient de cette société de production. Certes, je travaille parfois à des choses que je n'aime pas (souvent même): j'aime ce que je fais mais pas trop dans l'secteur où je le fais (déficience mentale). Mais chrisse si tous faisaient ce qu'ils aiment, selon leurs penchants qui s'occuperaient, par exemple, de ces marginaux que sont les déficients.

Certains de ces marginaux sont procréés par ces amoureux (libres) de la vie. Je me bats comme je peux pour qu'il y ait renouvellement mais les éclats est-ce nécessaire?

Clermont Côté
mi-travailleur
mi-étudiant
qui cherche à promouvoir sans détruire.

FESTIVAL DE CANNES 1969
PRIX DU JURY (à l'unanimité)
PRIX DE L'INTERPRÉTATION MASCULINE
J.L. TRINTIGNANT
RENÉ FERRIER
J.L. TRINTIGNANT
J.L. TRINTIGNANT
EASTMANCOLOR
Station Victoria 12.45.3.00.5.15.7.30.9.45
VENDOME
PLACE VICTORIA TEL 878-1451

On a beaucoup de neuf!
Venez nous voir la face!



1 livre 30 de "GAGS" avec
Les cyniques
du 31 octobre au 16 novembre
En première partie: LA NOUVELLE FRONTIERE

CHEZ VITO

Restaurant - Terrasse

5412 Côte des Neiges,
Montréal,
Téléphone: 735-3623

Licence complète

Nous honorons toutes les
cartes de crédit

Livraison gratuite



BARBE BLEUE

DISCOTHEQUE

LE
RENDEZ-VOUS
DES ÉTUDIANTS

CADRE RUSTIQUE
BIERE 50c

2125 DE LA MONTAGNE - 843-8984

élysee
CINÉMA D'ART
A L'AFFICHE
SALLES RESNAIS: "MA NUIT CHEZ MAUD"
EISENSTEIN: "UN SOIR, UN TRAIN"
TARIF SPÉCIAL AUX ÉTUDIANTS:
\$1.00
LE LUNDI EN SOIRÉE
ET LE SAMEDI EN MATINÉE

Les billets sont en vente chez Dupuis
pour "ELLE" de la Plaza St-Hubert et
des Galeries d'Anjou, chez Ed.
Archambault, à la Comédie, et aux
comptoirs T.R.S.

COMÉDIE
CANADIENNE

LE MONOCLE

L'endroit par excellence
pour s'amuser

Côte des Neiges - Chemin
Ste-Catherine, Montréal.
Bar salon,

Téléphone 737-5114

Danse tous les soirs

Diner d'hommes d'affaires



CHEZ CLAIRETTE

Restaurant Français

1456 De la Montagne
Montréal
Tél. 845-0690

Deux spectacles chaque soir
sauf le dimanche -
Spécialité: Pizza de Marseille

un film drôlement érotique et...
...érotiquement drôle!

10 ANS

QUENTIN
L'INFIDÉLITÉ
CONJUGALE
EST-ELLE
UNE MALADIE?

FEMMES
DETRUITES
PAR LE
MARIAGE

J'AIME

W.

Erotissimo
en couleurs

ANNIE GIRARDOT JEAN YANNE
FRANCIS BLANCHE

HORAIRE: 1.00 - 3.10 - 5.20 - 7.25 - 9.35
Dernier spec. complet à 9.00 p.m.

LE TOUT NOUVEAU CINEMA

BERRI

ST-DENIS et STE-CATHERINE 878-2424

aussi

MONTMARTRE

ETUDIANTS NCT ETUDIANTS NCT

LA NOUVELLE
NCT
COMPAGNIE THEATRALE

LA NOUVELLE COMPAGNIE THEATRALE

LE ROI SE MEURT
de IONESCO

JEAN-PIERRE COMPAIN
DENISE PELLETIER
NATHALIE NAUBERT
ROGER GARCEAU
YVAN CANUEL
NICOLE KERJEAN

Mise en scène: GILLES PELLETIER
Décor: CLAUDE FORTIN
Costumes: JANET LOGAN
Musique: GEORGES SAVARIA

AU THÉÂTRE GESU
DU 29 OCTOBRE AU 10 DÉCEMBRE 1969
1200 BLEURY BILLETS: \$1.25

RENSEIGNEMENTS:
866-1694

NCT ETUDIANTS NCT ETUDIANTS NCT

ETUDIANTS NCT ETUDIANTS NCT

LA NOUVELLE
NCT
COMPAGNIE THEATRALE

Du 29 octobre au 10 décembre

LE ROI SE MEURT
de IONESCO

Du 14 janvier au 25 février

MANTILLES ET MYSTERE
de Calderon

Du 4 mars au 15 avril

L'IDIOT

Trois spectacles 3 25
au théâtre du Gesu, 1200 Bleury
Renseignements 866-1964

NCT ETUDIANTS NCT ETUDIANTS NCT



LA CIGARETTE **manic**

le coin du livre

Au service des étudiants et des professeurs

SERVICE DU LIVRE DU QUÉBEC

(LIBRAIRIE BEAUDIN & CASIEZ)
LIBRAIRIE GÉNÉRALE

A deux pas de la station du Métro Sherbrooke

3451, RUE ST-DENIS,

MONTREAL, QUÉ.

TÉL.: 288-9247

LA LIBRAIRIE

Service de commandes spéciales

POURQUOI CHERCHER?

La librairie peut vous trouver
l'ouvrage dont vous avez besoin,
quel que soit l'éditeur
ou le pays d'origine.

Les livres européens
vous arrivent par avion,
sans frais supplémentaires.

LA LIBRAIRIE
DES PRESSES
DE L'UNIVERSITÉ
DE MONTREAL

QL/un instant !

Et si tu avais raison!

"Minorité agissante" du Quartier Latin, dispersez-vous! Lâchez tout, groupuscule infâme d'une gauche méchante!

Voilà, c'est fait! Mais que se passe-t-il? Une autre "minorité agissante" s'empare du Quartier Latin et vient nous chanter les louanges du parfait étudiant, sérieux, travailleur... le mythe quoi!

Bon, soyons réaliste maintenant. Le Quartier Latin n'est pas parfait, ça va de soi. Qu'il soit une publication entre les mains de la gauche (mais la gauche de quoi?) ce n'est pas sûr; que la lettre de Jocelyn soit pleine d'a priori mythiques, c'est déjà plus concret.

- Mais non, ce que Jocelyn désire, c'est un journal sans couleur politique, un journal qui ferait les chiens écrasés des campus universitaires où se mêleraient droite et gauche: voilà le secret, le savant mélange des réussites médiocres.

"Qu'il ne reflète nullement la mentalité des dizaines de milliers d'étudiants du Québec", ça c'est vrai! Il reflète la mentalité de dix milles étudiants... tout au plus! Voilà sa valeur. Le Quartier Latin est l'expression de tout un Québec en proie au réel.

Gabriel Durocher
Université McGill,
où le Q.L. n'est pas
souvent distribué

SI VOUS ÊTES UN FUMEUR DE TABAC AROMATIQUE

envoyez-nous une blague vide et nous vous retournerons une

BLAGUE D'AMPHORA ROUGE— GRATUITEMENT!

Amphora aromatique fort, dans la blague rouge, est un tabac à pipe riche et velouté qui brûle lentement. Mélangé en Hollande, il est scellé sous une pellicule qui lui garde toute sa fraîcheur et contient 1/9 de livre.

POSTEZ LE COUPON DÈS AUJOURD'HUI POUR RECEVOIR UNE BLAGUE GRATUITE. Veuillez inclure une blague vide du tabac à pipe aromatique que vous fumez présentement.



Postez ce coupon dès aujourd'hui!

POSTEZ À M.C.F.G. Box 220, Station F, Toronto, Ontario
(EN LETTRES MOULÉES)

M./Mme.....

Rue.....

Ville.....

Prov.....

Oui, j'aimerais recevoir gratuitement une blague rouge de 1/9 de livre de tabac à pipe Amphora aromatique fort. J'inclus une blague vide "d'échange" de le tabac aromatique que j'ai fumé jusqu'ici.

(Cette offre se termine le 31 déc. 1969 et se limite à une blague gratuite par personne, par adresse).

Code No. QU 1/2

UNIVERSITE D'OTTAWA

Prototype de la Société Canadienne

L'Association Générale des Étudiants de l'Université d'Ottawa (AGEUO) survit. Elle est contrôlée par l'élément anglophone qui compte pour à peu près cinquante pour cent des effectifs totaux de l'Université.

Les étudiants de Sciences Sociales et de Philosophie, à majorité francophone, ont déjà voté le retrait de l'Association. Cependant les prétextes juridico-budgétaires sont assez nombreux pour empêcher ces facultés contestataires d'agir comme elles le veulent. Les tracasseries administratives et légales de l'exécutif de l'AGEUO sont loin d'aider le renouveau dans l'action des étudiants.

Loin de là, l'Association poursuit une sorte de syndicalisme fantôme traditionnel c'est-à-dire qu'elle recherche le dialogue avec l'administration, qu'elle entretient des services et des comités tout en étant complètement coupée de la masse. Vues de l'extérieur, ces associations ressemblent davantage à un officine capable indirectement de servir les intérêts personnels de quelques individus plutôt qu'à un véritable organe au service des intérêts réels des étudiants.

A preuve de cet avancé, l'an dernier, on dépensa plus de \$3.000. pour faire une évaluation des cours. Les nouveaux élus, qui font face à un déficit de quelque \$15.000, ne publieront aucun résultat parce que le questionnaire d'évaluation a été préparé seulement par les étudiants, parce qu'il est "subjectif", parce que l'interprétation des résultats est difficile à faire: il faut éviter

QUEBEC LE 31 OCTOBRE

Opération Télé-4

Il semble qu'il n'y ait pas que René Lévesque pour s'en prendre au poste de télévision CFCM-TV (télé 4) à Québec puisque les étudiants de l'Université Laval et d'autres groupes en font la cible d'une manifestation vendredi soir prochain le 31 octobre.

Il arrive que la ville de Québec semble en proie à la même fièvre que Montréal à la veille de l'Opération McGill l'an dernier. Tout le monde en parle, à l'Université, dans les restaurants, à la radio, dans les collèges, à la police, à la mairie, etc. Faut dire que la présence et la production de télé 4 fait aussi mal à certains Québécois que McGill pour

les malentendus et faire une nouvelle évaluation acceptée par tout le monde. L'association justifie cette position dans une luxueuse brochure et affirme que "seule l'administration possède les ressources nécessaires pour développer un programme de recherche préparatoire à l'évaluation des cours."

Nos dirigeants disent volontiers qu'ils ont été élus pour faire une approche "modérée" des problèmes. Les formes dites extrémistes de contestations, tels les sit-in, occupations ou grèves, risquent de nuire au bon renom de l'université dont la majorité des étudiants veulent obtenir un diplôme honorable et sans tache.

Par ailleurs l'exécutif de l'association s'emploie à poser des gestes d'une haute moralité politique: fournir un drapeau aux étudiants pour faire l'unité sur le campus; transformer, sans consultation, les structures de l'association pour atteindre une plus grande efficacité.

De plus en plus, il se crée une scission profonde entre les facultés anglophones (sciences) partisans de l'intégration sans condition au système et des facultés francophones (sciences humaines) contestataires des structures aristocratiques du pouvoir et du savoir.

Nous retrouvons, à l'Université d'Ottawa, le prototype parfait de la société canadienne, avec toutes ses illusions et ses mythes.

HENRI BRADET.

certaines Montréalais et que la maison bénéficie d'excellents appuis auprès des élites locales.

Tout indique que le MSP, section-Québec, soit à l'origine de la manifestation qui rallie néanmoins une majorité d'étudiants et plusieurs citoyens de la capitale. On reproche à Télé-4 (1) de se foutre des Québécois en appartenant à des intérêts américains (2) d'abrutir la population en essayant de penser pour les gens (3) de laver les cerveaux par ses éditoriaux, d'être d'un conservatisme chronique et en résumé de travailler dans les faits contre la collectivité québécoise.

C.A.L.I.S., ça marche!

Les comités d'action L.I.S. ne chôment pas. Il semble bien que ce soit à la fois le type d'organisation et le thème politique qui à l'heure actuelle regroupent le plus naturellement les étudiants. Ajoutés à la vague de fond actuelle mobilisant plusieurs personnes sur la question linguistique, c'est une force qui devra bientôt compter dans la balance.



Secondaire: c'est pas fini

Au Secondaire, c'est pas fini. Grève à Drummondville, lock-out à Québec, classes parallèles à Chambly. En plus de ce qui se couve ici et là. Pour leur part, les professeurs ont désamorcé la bombe en acceptant le règlement sur le cas des professeurs démissionnaires de l'an dernier. C'est du côté étudiant que les problèmes sont nombreux. A chaque fois pourtant, le conflit entre administrateurs et étudiants commence par un reproche sur la longueur des cheveux de ceux-ci ou sur leur tenue vestimentaire.

Ce n'est pas banal pour autant. Les symboles que sont l'habillement, les cheveux, la barbe, témoignent chez les étudiants et les étudiantes d'une culture nettement à l'opposé de celle des anciens frères ou d'adultes "frets et blancs" qui dirigent nos écoles secondaires. Ils ne deviennent pas moins qu'hystériques lorsqu'ils sont mis en présence de l'esprit libertaire que charrient les symboles extérieurs auxquels tiennent les jeunes. Et les gens pour qui la vue de la liberté est insupportable ne sont rien d'autre que de la graine de nazis.

La police, c'est pas un job ordinaire

Comme bien des conflits de travail, la défection des policiers montréalais, le 7 octobre dernier, est une affaire typiquement syndicale. La différence c'est qu'elle a eu comme conséquence de créer un vide de pouvoir municipal qui en dit long sur la nature de ce dernier.

La Fraternité des policiers de Montréal demande la parité de salaire avec ses collègues de Toronto de la même manière que les employés de la CTM l'ont fait il y a deux ans. A travail égal, salaire égal. Il semble qu'on exige des qualifications supérieures des policiers montréalais alors qu'ils font leur travail dans la ville la plus difficile du Canada. Ils sont donc en mesure d'exiger des salaires proportionnels.

N'est-ce pas justement en offrant des salaires élevés et une sécurité d'emploi remarquable qu'on attire des individus dans la police? L'aspirant policier croit échapper au sort peu enviable réservé au travailleur de la construction ou au chauffeur de taxi, dont il se rapproche au point de vue des qualifications pour le marché du travail. Exception faite de quelques sadiques, amateurs de violence, ou de fascistes passionnés de l'ordre, la plupart de ceux qui deviennent policiers le font pour échapper au chômage dont sont victimes plusieurs travailleurs non-spécialisés. Nous ne nions pas cependant qu'à la longue, l'habitude de la violence et l'exercice de l'autorité risquent de les transformer en brutes.

Mais le problème, c'est que si le policier est un travailleur comme un autre, la police, ce n'est pas un travail ordinaire puisque c'est l'instrument ultime et indispensable du pouvoir. Jamais a-t-on senti autant que le soir du 7 octobre jusqu'à quel point les véritables assises du pouvoir de l'administration Drapeau-Saulnier à Montréal étaient la force, alliée à l'apathie d'un nombre important de citoyens; beaucoup plus que le consensus politique.

Les barbouzes cherchent un responsable

Les faits ne sont pas tous connus quant à la journée du 7 octobre. On accuse la CJC et les "agitateurs" de tout acabit de provoquer la population. Il ne sert à rien de justifier l'action des animateurs sociaux pour le moment; cependant, si l'on parle de provocation et d'infiltration, il faut savoir que c'est une lame à deux tranchants. Et là-dessus, la police a beaucoup à se faire pardonner, pour employer un euphémisme.

Les nombreuses investigations plus ou moins connues des différents corps de police dénotent des moyens arbitraires. Les méthodes d'infiltration sont de moins en moins grossières. Certains policiers portent la barbe et les cheveux longs pour avoir l'air de contestataires. Les abords des universités et des CEGEP sont truffés d'indicateurs ou de policiers en civil. Le caporal Dumas n'a-t-il pas été descendu alors qu'il était parmi les manifestants à Murray Hill?

Une pression policière inquiétante s'exerce également auprès de jeunes immigrants: un statut d'immigrant canadien contre certains renseignements.

L'arbitraire frappe fortement les comités de citoyens, et ce, sans justification appropriée. Après des perquisitions-surprise et quelques arrestations sans porter d'accusations précises, on reporte tout le blâme sur la Compagnie des Jeunes Canadiens. On doit absolument trouver un bouc émissaire. Pourquoi cet entêtement et ce réflexe à pointer du doigt.

Denis Châteauneuf
Sc. Po. U. du Q. Montréal

La providence abandonne le maire Drapeau

Au lendemain d'une explosion à la bombe détruisant sa demeure, le maire Jean Drapeau, s'adressant au peuple montréalais, invoquait le secours de la Providence pour leur premier magistrat. Il disait à peu près ceci: la Providence a été bonne pour moi, j'ai été bon pour vous; dorénavant, la Providence devra augmenter sa vigilance si l'on veut que je continue à être bon pour vous.

Deux jours plus tard, plus que la Providence, c'était sa police qui abandonnait, pour quelques heures cette fois, le maire de Montréal. Ca devait lui coûter son restaurant, du prestige et de l'autorité.



Ça tourne!

L'été dernier a été marqué par une série de tournées de toute sorte dans le Québec. Tous ceux qui étaient intéressés à organiser quelque chose, à s'informer ou à informer les étudiants et les jeunes devaient nécessairement prendre la route et aller sur place.

Or actuellement, le phénomène des tournées s'est amplifié. Dans les semaines qui précèdent ou à venir, il y a au moins quatre organisations qui sont sur la route: il s'agit du Parti Québécois, de Raymond Lemieux de la L.I.S., des organisateurs de l'Opération libération et deux agents techniques du Q.L. Sans compter ceux qui promettent d'en faire autant. A chaque fois, le but est de communiquer de l'information et d'opérer une sensibilisation auprès du milieu étudiant. Ceci témoigne d'un bouillonnement politique au Québec et en même temps d'un défaut d'organisation au niveau des communications.

En effet, on ne prend pas la route sans avoir en tête un projet bien défini. Certains objectifs de mobilisation nécessitent qu'on se rende sur place et qu'on discute avec les gens. On ne peut espérer embarquer les gens dans les actions lourdes de conséquence sans que ceux-ci soient profondément impliqués dans le processus de discussion, d'information et de décision qui précède. Cependant, nous croyons que les gens risquent de s'épuiser et d'épuiser leurs auditoires en multipliant les tournées. Il faudrait songer à s'organiser un peu mieux en termes de communication, il existe différentes solutions à envisager, comme la mise sur pied d'une agence d'information, la création d'une chaîne de militants-informateurs, etc. De plus, on fait une erreur en ne se rendant qu'auprès des étudiants. On veut bien croire qu'ils constituent un milieu dynamique mais on devrait ne pas négliger les jeunes ouvriers, plusieurs syndicats etc.

Compromettre les étudiants
avec nous
dans la construction du Québec

M. Cardinal, par la bouche du député Antonio Flamand, vient de déclarer: "Nous tenons une jeunesse nombreuse, consciente, critique, exigeante. Il nous faut l'arracher à ses instincts suicidaires et la compromettre, avec nous, dans la construction du Québec. L'élaboration d'un code de la vie étudiante permettrait de donner aux étudiants un statut réel de citoyen, avec des privilèges et des devoirs nettement définis et clairement acceptés, et les sortirait de l'irresponsabilité où la société les a enfermés. Le ministère poursuit actuellement deux objectifs sur ce plan: une étude globale des contenus et méthodes d'enseignement et une étude de l'organisation et de l'animation de la vie étudiante. La recherche de ces deux objectifs se fera par la participa-

tion qui devra jouer à l'intérieur du "modèle démocratique" dont les caractéristiques seront: consultation organique, décision par la majorité, clarification et promulgation publique des objectifs et moyens, acceptation de la rationalité".

En somme, ce qu'on retient de la contestation, c'est que les étudiants étant devenus une composante essentielle de la société moderne, il faut leur faire une place comme tels dans le système. Cette nouvelle idée prend actuellement la forme d'une vaste politique. En effet, quelques jours avant la déclaration de M. Cardinal, le comité d'étude sur la contestation étudiante créé par la Fédération des CEGEP rendait public un rapport qui élabore cette idéologie et propose un modèle pratique d'application. C'est dans le même sens qu'ont travaillé les auteurs du code de vie étudiante à Sir George, les directeurs de l'Université du Québec, les membres de la Commission Roy à Laval et de la Commission Deschênes à Montréal.

A cet égard, le Rapport du Comité d'étude de la Fédération des CEGEP est de loin ce qui s'est publié de plus significatif. On peut le lire dans la Revue "Prospectives", volume 5, numéro 4. Le rapport, après une analyse satisfaisante de la contestation de l'an dernier, élabore l'idéologie de participation qui doit guider l'intégration à la société technocratique de cette nouvelle composante de la collectivité que sont devenus les étudiants. Les concepts de base sont empruntés au sociologue Gérard Fortin, qui a déjà fourni de semblables bases théoriques à l'Office de Planification du Québec. Il s'agit de passer d'un modèle socio-politique conflictuel à un modèle socio-politique coopératif qui permette de faire asseoir à une même table administrateurs, professeurs, étudiants et autres dans une optique de coopération, plutôt que d'entretenir une lutte pour le pouvoir. Satisfaisant à la fois l'objectif de rationalité et de participation. Faire fonctionner les étudiants dans une machine sociale modernisée et conçue naïvement comme une grande famille où chaque composante a en vue principalement l'intérêt commun. Le nouveau fascisme technocratique.

FIN NOVEMBRE
A TROIS-RIVIERES

Carrefour des étudiants du Québec

Les 30, 31 et "32" mai dernier, la J.O.C. avait invité les jeunes travailleurs Québécois à se réunir à Carrefour '69 pour faire connaître leurs aspirations. Six mois plus tard se tiendra un autre Carrefour, cette fois au nom de la jeunesse étudiante, où l'on tentera de faire le point sur le mouvement étudiant au Québec. A Trois-Rivières, du 28 au 30 novembre, un colloque multidisciplinaire sera organisé par le Centre de recherches en éducation de la constituante de l'U de Q. Appelé Carrefour des étudiants du Québec, le colloque a pour but de définir le plus exactement possible: l'avenir des étudiants et les étudiants de l'avenir. C'est une tâche d'envergure si l'on considère que ce thème était la source du mouvement de l'an dernier.

Globalement, on souhaite que les participants arrivent à établir le portrait robot de l'étudiant de 1985, quant à son accès au marché du travail, sa formation, son statut et son engagement dans la société.

Le Centre de recherche en éducation, sous la direction de Gérard Marier a mis sur pied, pour la préparation et l'organisation du colloque, des équipes de recherche qui ont mené des études sur le mouvement étudiant et le problème de la jeunesse au Québec et dans le monde. Ces équipes, composées d'étudiants et de professeurs attachés au CRE se sont en plus chargés de

recruter les divers participants, d'énoncer eux-mêmes le mode de participation et d'élaborer les règles suivant lesquelles se déroulera le Carrefour.

C'est le Haut Commissariat à la Jeunesse qui assure le financement de l'expérience. Cet organisme entend faire suite aux résultats du Carrefour, du moins dans ses éléments les plus réalisables et en ce qui concerne les pouvoirs étatiques.

Le Carrefour groupera en séminaire quelque 120 participants. 60 experts en des disciplines diverses seront confrontés à autant d'étudiants de toutes tendances, venant des Cegeps et universités du Québec. L'échange se fera selon une méthode prospective. Chacun des participants présentera un court exposé sur un thème particulier dans l'éclairage de son domaine propre. Les différents points de vue exprimés seront alors discutés en atelier où on tentera de définir les possibilités qu'offre la situation présente et son évolution la plus acceptable pour le progrès de la société.

Aussi, dans l'esprit des organisateurs, la rencontre doit se faire sur le terrain de l'objectivité et avec une attitude positive afin d'en obtenir des résultats utilisables.

Les communications et interventions en ateliers seront enregistrées et feront l'objet d'une publication subséquente.

Yves Legault,
Biblio. U. de M.

Pour une seconde lecture de "Valérie"

Les U.S.A. ont eu en 1903 leur "Great Train Robbery". Le Québec vient d'avoir lui aussi sa version originale et son film starteur: "The Great Valery Robbery" qui jette les gains du cinéma populaire dans nos "théâtres". 1969 passera à l'histoire du Québec comme l'an 1 du contact cinématographique. Nous voilà enfin en présence d'un film situé et actualisé. Jamais les phénomènes d'identification et de projection nous ont semblé si réels. Mais la comparaison avec le film d'Edwin S. Porter ne s'arrête pas là.

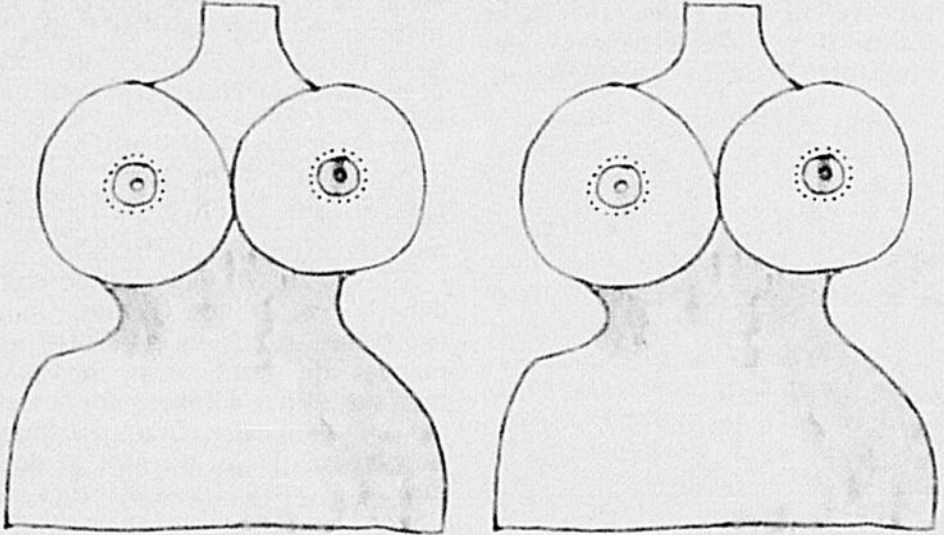
Le cinéma est l'art de projeter le spectateur sur l'écran sans lui faire quitter son fauteuil" aime à l'écrire Roger Boussinot. Quel film mieux que "Valérie" répond à cette mission du cinéma. Je l'avoue pour vous, aucun. Les rêves de nos petites Québécoises sont transformés depuis "Valérie", toutes espèrent faire le grand saut... sur l'écran. Et les jeunes gens aussi ont du talent. C'est un peu notre idéal de vie à tous, celle des artistes comme... Fernand Gignac, Juliette Huot. Oui,

y va sans détour comme on pourrait dire. Elle veut vivre sa vie à elle, tendrement et sensuellement. C'est dans la ligne sans aucun doute de l'émancipation de la femme. Qu'il est bien ce chanteur français, grand prêtre de l'initiation. George Charensol a raison, "art populaire, le cinéma se doit de toucher le coeur des foules". Le film "Valérie" a renfloué les petites salles de cinéma de province. Il est certes bien mérité ce \$.25, \$.50 que l'on débourse de plus pour assister à cette naissance combien espérée du "cinéma à message" québécois. Toucher le coeur des foules, oui "Valérie" l'a fait mieux que tout autre. Tout simplement parce que ce film correspond aux préoccupations des Québécois de vivre leur vie. Vous me permettez de citer ici le grand cinéaste russe Eisenstein: "Notre conception du cinéma est celle-ci: reproduire la vie dans sa vérité, dans sa nudité et en dégageant la portée sociale, le sens philosophique". N'est-ce pas la vie que nous présente "Valérie", avec ses mauvais côtés (la fumée dans la discothèque) et ses bons côtés (la mustang et la piscine), avec ses défaites (Henri Norbert) et ses victoires (Pierre Paquet). Tout y est. La vie québécoise dans les grandes villes (Montréal), les dures heures de travail, les promenades à la montagne, les rencontres foruites et la soif d'absolu. Enfin, le désir de vivre dans ce retour constant à la nature, aux origines. A ce sujet, la petite crotte dans le front de Valérie est très significative. Et surtout ne pas oublier que son signe est la "vierge". L'amour triomphe toujours de la chair. De plus, la rupture définitive de Valérie avec son éducation religieuse draconienne ne peut que nous faire penser aux frères des écoles qui se recyclent pour suivre le courant. Tout y est dans ce film-synthèse. Il a été tourné en noir et blanc pour suggérer plus intensément l'atmosphère de claustration de l'héroïne (fallait y penser).

Enfin l'interprétation ne peut être passée sous silence dans "Valérie". Le phénomène d'identification se fait d'autant plus facilement que le film est joué (j'allais dire vécu, tant la ressemblance...) par nos artistes et nos comédiens à nous. Jamais cette phrase de Pierre Blanchard n'a paru aussi vraie: "Sur l'écran, c'est surtout les acteurs que

le public voit". On les reconnaît, on les aime, on les déteste, on voudrait être à leur place. "Valérie" semble bien l'an 1 du cinéma populaire québécois, du cinéma qui parle aux foules, du cinéma à hauteur québécoise.

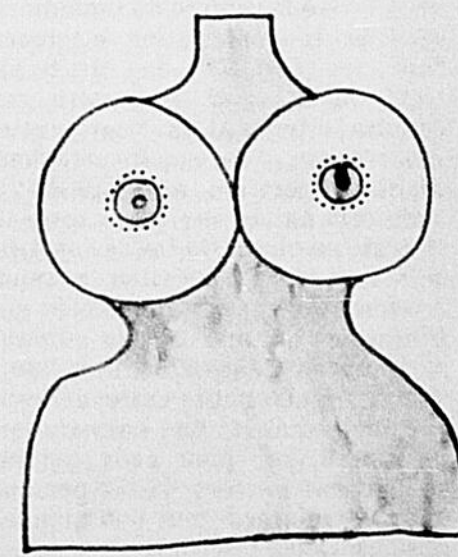
Pie XI, dans sa belle encyclique "Vigilanti Cura" sur les spectacles cinématographiques annonçait cette ère du cinéma québécois, le cinéma ouvert à tous. "Le cinéma est devenu la plus populaire des formes de divertissement qui aient été jamais offertes pour les moments de loisir, non seulement aux riches mais à toutes les classes de la société. D'autre part, il n'y a pas aujourd'hui de moyen plus puissant que le cinématographe pour exercer une influence sur les masses, soit par la nature même de l'image projetée sur l'écran, soit par la popularité du spectacle cinématographique et par les circonstances qui l'accompagnent". Il est plus que certain que Valérie a réveillé le sentiment national québécois. Nos filles sont bien faites, nous sommes aussi bons que les autres (Suède, France, U.S.A., Japon). Notre cinéma peut avoir une carrière internationale, nous sommes pour l'amour etc... "Valérie" a touché tout le Québec. N'est-il pas vrai que l'héroïne du film a signé le livre d'or de plusieurs villes québécoises? Enfin, le cinéma d'ici démarre. Le vrai cinéma-témoignage. Vive nos Indépendants. Nous attendons avec impatience Serge Laprade et son scapulaire. Notre cinéma est désormais comme Valérie, libre comme l'air... polluée.



Tous savent (?) que "The Great Train Robbery" introduit dans le cinéma américain un genre nouveau qui fera balle de revolver (si on me prête l'expression: je la rendrai): le western. "The Great Valery Robbery" apporte également un genre nouveau au cinéma québécois, "le film à message", "le film à seconde lecture". Je me sens aussitôt pressé de toutes parts et forcé malgré moi de justifier ce dernier genre cinématographique encore à sa première camisole, si on veut toujours me prêter l'expression. Le film "Valérie" pose une problématique beaucoup plus structurée que la majorité des critiques l'ont d'abord cru. Il plonge dans nos racines (la plus grosse) nationales et dans notre entité sociale prise en flagrant délit (les culottes à terre). Certains exégètes ont balancé "Valérie" au nom d'un cinéma populaire de seconde salle. Il faut bien vite remettre ces mal-informés à leur place avant que ne sorte la deuxième tranche de cette fresque cinématographique prise dans la ronde de notre culture nationale. "Valérie" répond aux critères les plus sévères

"Valérie" est bien le symbole de la Québécoise libérée comme l'a fort bien écrit le critique cinématographique d'Echo-Vedettes. Danielle Ouimet aura vite fait de répondre aux accusations des pudibonds en empruntant une phrase célèbre de Pola Negri (La Danielle Ouimet du muet): "Ce n'est pas la morale que l'on cherche dans un film, mais la beauté." C'est en effet le climat qui se dégage d'une seconde lecture de l'oeuvre de Denis Héroux.

Beauté des gestes (quand Valérie répond au téléphone ou conduit sa mustang), beauté de l'émotion (quand Valérie caresse son petit minou dans son luxueux 3 pièces), beauté de l'authenticité (quand Valérie dit à la face du monde qu'elle a son ostie de voyage), beauté de la vie (quand Valérie étreint le petit garçon de Patrick), et enfin beauté de l'amour vrai (quand Valérie se geroche ni plus ni moins dans les bras de son amant en toute humilité). Oui c'est toujours ce climat de beauté que l'on éprouve lors de la séquence où Valérie se donne à l'homme pour la première fois. Elle



Pierre Demers

Jeune carrière d'un arriviste

Ces quelques lignes ont pour but de démontrer, à l'aide d'un cas type, qu'un président d'association étudiante, sauf de rares exceptions, parle en son nom et se fiche des étudiants qu'il doit représenter. En termes clairs, ces chers messieurs se ramassent un petit capital "politique".

L'exemple choisi est frappant par l'actualité des faits. Vous avez sans aucun doute entendu parler de la nomination d'un étudiant de l'université Laval au Conseil Supérieur de l'Éducation. En l'occurrence il s'agit de Jean-Marie Thibault de Science politique, première année. Cette nomination fournit l'évidente preuve de la dégénérescence du régime politique présent et de la trahison de certains à l'égard de la cause étudiante.

La meilleure façon de montrer la trahison de ce jeune monsieur (car il fait partie maintenant de la "vraie" société, celle qui a le pouvoir) opportuniste est de faire sa bibliographie cegepienne. Elle débute à l'époque où J.M.T. est candidat à la présidence de l'association étudiante (organisme servant à aliéner les étudiants). J.M.T. est un leader (sens traditionnel: il parle pour tous), il est bon avec les étudiants (sens péjoratif: il les fait marcher), il parle bien (sens impropre: il a une mauvaise articulation mais la tonalité est forte) et il promet de bien défendre les intérêts étudiants (sens trahison: comme le démontrent les événements). Bref, J.M.T. est élu.

Tout l'été de 1968 "on" prépare la contestation ("on" essaie de réaliser son petit romantisme de Mai). Puis, arrive la rentrée de septembre "68" et la contestation originant dans les CEGEP de Montréal. "Ah!, mais ça ne se passera pas comme cela." Alors "on" essaie autre chose, "soyons le président de la Fédération des CEGEP", mais cela aussi rate. Alors reste le système en place. On invite Joyal du ministère de l'Éducation à venir invoquer devant une assemblée générale des arguments gros comme un troupeau d'éléphants. Puis "on" (J.M.T.) a une petite entrevue avec Cardinal (début de l'association Quisling-Hitler; pour ceux qui ne connaissent pas ces tristes personnages se référer à tout bon manuel de propagande fasciste).

Chose curieuse, après ce petit en-

tretien la contestation tourne court au CEGEP Limoilou. Les gars courageux de Montréal et d'ailleurs deviennent des têtes-brûlées.

Mais il y a plus. Dès ce moment tout étudiant qui manifeste une quelconque sympathie pour la contestation est éliminé des organismes étudiants. La chasse aux sorcières commence. Les gars du journal sont démis de leurs fonctions, les membres du comité d'animation politique sont pourchassés et avec ceux du journal sont traduits devant un conseil disciplinaire dont le président est aussi l'accusateur, c'est-à-dire le D.S.E. (directeur des services aux étudiants: camou-

décadence. Alors il reste la "moustache", (1) le fureur. C'est très important pour une carrière personnelle d'être du côté du bon Dieu, alors J.M.T. fait sa prière à l'orgie nationale.

Au congrès des "blue nuts" J.M.T. est là avec les principaux membres de son exécutif. On fait la campagne pour moustache, on a de petites promesses, en plus de \$.

Et les premiers résultats se font sentir, J.M.T. en bon serviteur doit prendre un bon repos, ça fatigue trahir. Il y a des échanges entre étudiants Français et Québécois.



flage du préfet de discipline des défunts mais toujours présents collègues classiques). Le plus fort c'est que l'association, sous la conduite du "chef" ne lève même pas le petit doigt pour défendre les accusés, "on" creuse même la fosse, "on" ouvre la porte de sortie.

Ce n'est pas tout. Il faut de "l'intelligence", de la renardise, de la trahison pour se constituer un capital politique (chose visée par tout président d'association; c'est d'ailleurs la raison pour laquelle elles doivent disparaître). Alors "on" est membre du F.L.P. (ancienne forme) mais très rapidement "on" se rend compte que ça ne va pas assez vite. "On" passe au P.Q. c'est mieux mais encore trop loin du pouvoir. Les libéraux, hum! sont en pleine

Evidemment J.M.T. est candidat et évidemment il est choisi. Quelques membres de l'exécutif sont du voyage (3 sur 4).

Puis la suprême récompense: Hitler nommé Quisling au Conseil Supérieur de l'éducation. Voilà une jeune carrière fort bien commencée et qui fait envie à tout bon petit fasciste de la classe possédante. Comme c'est beau la démocratie.

Vous direz que j'exagère. Non. Que je suis mal informé. Surtout pas. J'ai aidé à l'élection de J.M.T. (erreur de ma part) et mon nom est Jean-Guy Lacroix, professeur au Cegep de Limoilou.

Jean-Guy Lacroix.

(1) Jean-Guy Cardinal

Debout, c'est l'halloween

(NDLR) Le 9 octobre dernier, veille de la manifestation du vendredi, la police municipale, la R.C.M.P. la sûreté du Québec, une vingtaine de personnes en tout, y compris les journalistes qui les accompagnaient (!), vinrent effectuer une descente au comité ouvrier de St-Henri. L'un des membres du comité, qui a vécu les événements, nous a écrit sa version officielle des faits. Il a déjà tenté de s'expliquer auprès d'autres mass-média mais il a été mal servi, considère-t-il. Aussi a-t-il préféré nous faire parvenir un texte. Nous pouvons témoigner de l'existence de l'auteur, qui a rédigé lui-même les questions et réponses de l'interview fictif qui suit.

Q. — Les journaux anglais nous ont parlé d'une descente au Comité ouvrier St-Henri. Que s'est-il vraiment passé jeudi le 9 octobre?

R. — D'abord, tout s'est déroulé dans la plus grande légalité. On a commencé par nous présenter un mandat de droit divin, invisible bien sûr, et par défoncer nos portes qui nuisaient sans doute au fonctionnement de la loi. Moi je dormais - et voici que trois flics se lancent dans ma chambre en criant: "Debout! C'est la Halloween! "En effet, il y avait le Grand Inquisiteur, Batman et Jésus-Christ déguisés en détectives, en policiers et en "informers". Je me lève et on fouille ma chambre. On cherche le trésor caché du capitaine Saulnier et le vaisseau d'or du grand pirate, le tristement célèbre Jean Drapeau. Il paraît que la CJC est financée par eux mais je n'en crois rien.

Q. — Est-il vrai que vous avez été battu et interrogé pendant des heures?

R. — Non, non. Au contraire, on m'a amené au deuxième, où une vingtaine de molosses de la P.P. m'ont accueilli avec des cris de: "Surprise!" mais au moment de souffler les chandelles du gâteau de fête (le Montreal Star m'a donné 22 ans), un gros flic de 250 livres saute sur mon gâteau à pieds joints et dévore le glacage. Tandis qu'il roule par terre dans sa bave en grognant et en crachant des chandelles, je saute dessus et le matraque pendant 3 heures en le traitant de maudit communiste athée. Il me tendait des fleurs mais je ne me suis pas laissé attendrir.

Q. — Que pensez-vous de la police maintenant?

R. — Ce sont de chics types, de vrais nazis. C'est ça qui va sauver le Québec: la loi et l'ordre. Et des flics qui protègent vraiment les travailleurs. Vive le Système! Vive Dieu!

Rosemont: too much

Les écoliers du collège de Rosemont ont suivi avec intérêt les séries mondiales. Le syndicat (nous autres) a loué un bel appareil de télévision-couleur. Par contre mardi le 14 (les Mets ont gagné ce jour-là), l'assemblée générale s'est réunie pour adopter la nouvelle charte. Présence: 75 personnes (une damnée minorité agissante, des communistes...). Pourtant on avait fermé la TV pendant l'assemblée générale...

Ne serait-ce de quelques communistes, ce serait parfait. On a notre café, c'est cool, il y a du monde too much, ben correct. On peut jouer aux cartes toute la journée, pour les intellectuels, il y a les échecs, qu'on nous foute la paix avec le reste. Heureusement que le conseil d'administration va s'occuper de nous. Ils vont faire des règlements. Les metteurs de troubles (ceux qui veulent nous faire perdre notre année) vont pouvoir "s'exprimer" dans la mesure où ils ne dérangeront pas le statu quo, bref ils vont se fermer la gueule. Mais l'administration veut aussi une tenue vestimentaire correcte. Ma blonde s'en vient de plus en plus correcte pour moi, mais pas pour les administrateurs... Y sont too much pareil.

Robert Malenfant
CEGEP Rosemont

A Sherbrooke...

L'ageus, une épingle à ressort

J'ai mon voyage de l'Association Générale des Etudiants de l'Université de Sherbrooke. Que faire contre le désintérêt tranquille de la masse des étudiants devant leur association et d'autre part l'asservissement de l'exécutif à tous les éléments réactionnaires? Qui saura leur faire entendre raison si, même sur une motion de non confiance qui leur est servie à leur Conseil d'Administration, c'est le président et trois de ses vice-présidents qui doivent renverser la motion alors que tous les autres, fort amusés, s'abstiennent de voter?

L'exécutif de l'AGEUS sauvegarderait ainsi ce qui doit être maintenu à tout prix dans l'université: le bon ordre et le respect des valeurs hiérarchisées. On venait aussi de bloquer le projet d'un magazine régional, rédigé en collaboration avec les organismes et les groupes régionaux intéressés et diffusés sur tout le territoire de l'Estrie. Ce projet inquiétait trop de gens dont le monopole de POWER CORPORATION qui ici, pense pour nous. Tout est sous leur contrôle: radio, TV, journal. L'information parlée ou écrite c'est eux! Et l'AGEUS tient à la haute estime de Power Corporation. Elle pousse la courtoisie jusqu'à dénigrer l'entrevue accordée à Radio-Canada sur ce problème crucial par deux directeurs du journal étudiant. Dénonciation du Trust qui a entraîné ici des réactions en chaîne, nuit à l'AGEUS et à "la bonne réputation des étudiants" (SIC!). Résultat: expulsion du directeur du journal et de l'équipe.

Mais qui est cet exécutif qui balance aussi facilement tous les problèmes de la région? Aucun de ses membres, comme par hasard, n'habite la région: le président est un importé de la région montréalaise; on vient de Grand-Mère, de Sorel, de Saint-Chépatropquoi, même de Québec pour se trouver ici une fiole qu'on n'aurait pu se trouver ailleurs. Comme par hasard encore, le président est professeur au Bishop's University (le McGill de la région). Au moins un autre détient aussi un grade dans la Ca-

nadian Army. C'est à se demander, si après avoir été collaborateur l'exécutif n'est pas maintenant, purement et simplement, l'agent, le sous-ordre non seulement du pouvoir établi, des autorités en place, mais aussi des forces de répression, le maillon d'un certain Etat policier. L'exécutif est-il l'antichambre de la RCMP dont les descentes et les perquisitions n'épargnent plus la région? Qui saura dire la vraie raison de la dissolution du Comité des fêtes populaires du 24 juin dernier?

L'Ageus a réussi à tuer le dynamisme et à consacrer, pour tout dire, l'amorphie généralisée sur le campus universitaire. Il n'est que de constater, depuis le début de l'année, l'exode des étudiants hors du campus et le silence complet de l'exécutif qui, par son président, continue de remplir, comme un bon garçon, ses fonctions d'officine, ses devoirs de bouche-trou, sa tâche d'entremetteur pour l'administration de l'Université. Depuis les manifestations culturelles jusqu'à la diffusion de l'information, les seuls services efficaces sont ceux de l'administration. C'est pourtant un administrateur de l'Université de Montréal qui déclarait, après la dissolution de l'AGEUM que: "Les services aux étudiants étaient une responsabilité directe de l'administration de l'Université et que, conséquemment, elle se devait, afin d'assurer un service efficace, d'exiger, de la part du Gouvernement, des subsides supplémentaires". Ce qui nous fait dire qu'une officine d'administration, une Ageus Corporation de services est inutile, voire même, maintenue sous de fausses représentations quand on pense que pour des services de beaucoup plus étendus, l'étudiant de l'Université de Montréal ne paie rien alors qu'ici on impose une cotisation de dix-huit dollars.

De là, comme d'ailleurs face aux vrais problèmes, c'est donc un silence sciemment entretenu. Un exemple: le manifeste des gars du Service social "Le secret qui fait que les gars sont satisfaits" n'a eu aucun écho alors même

qu'il dénonçait l'Ageus en ces termes: "... il y a aussi nos esprits colonisés, nos étudiants directeurs de l'Ageus, qui sont fort heureux de servir le sous-directeur à cette administration et d'acquiescer par là de bonnes références pour obtenir plus tard une bonne situation dans leur profession. Ceux-ci ont renoncé, ou plutôt n'ont même pas pensé à exercer leurs véritables droits et devoirs, ceux de prendre en main tous les services, de les démocratiser. Ils se bornent à compléter les services que l'administration ne peut fournir. Ils acceptent d'emblée leur sous-rôle de marionnettes, de parfaits ronds-de-cuir, comme ils l'accepteront plus tard, toujours". (p.21)

L'Ageus est une association de réactionnaires. Ses préoccupations reflètent un esprit rampant et en refusant délibérément de s'impliquer dans la région, en baillonnant l'information, en empêchant que naisse une information parallèle hors de l'empire de Power Corporation, elle perpétue notre stagnation et va à l'encontre même de son véritable rôle, elle lutte contre les intérêts des étudiants et de sa région. De tout temps nous avons été trahis par nos élites, nous avons sous les yeux un parfait échantillon de cette tradition.

Si c'est une corporation de services dont nous avons besoin, l'Ageus est inutile. Il faut abolir l'Ageus!

P.S. Au moment d'écrire ces mots, l'Ageus aurait confié à la Communauté Chrétienne universitaire la tâche de ressusciter un journal folklorique où, en plus des pages religieuses on aurait enfin notre page féminine. Et d'un autre!....

Gaétan Dostie



SOCRATE 69



cegep milieu de vie ?

**Louis et Robert, en Histoire et bi-
BIBLIOTHECHNIQUE, COLL. 1**

Chacun fait sa p'tite affaire sa p'tite business. C'est drôle, on dirait que personne fait rien icitte, c'est drôle. Moué, c'est la première année que j'suis ici, c'é peut-être pour ça: j'vais m'y habituer à ça...

On était guidé au secondaire; là on sait pas quoi faire: s'adapter c'est difficile.

Ici c'est rien que ça que je fais: venir prendre des cours, pis, entre temps, y faut que j'attende après d'autres cours; c'est juste ça...

Y faut pas s'attendre à trop de choses icitte non plus: 2,000 là-dedans, c'est un peu beaucoup.

La culture, c'est la vie; ce ne sont pas nécessairement les connaissances que l'école te donne; - c'est bien plus qu'est-ce que tu apprends avec tout le monde. Chacun se la construit. T'en as une ici en prenant des cours, mais celle-là est dictée par ton programme; la culture personnelle, c'est pas mal mieux que les cours.

**LOUISE PARADIS,
BIBLIOTHECHNIQUE, COLL. 1**

Le CEGEP, c'est un moyen pour se rendre à l'Université, y faut passer par là.

C'est aussi une grande famille où on peut connaître beaucoup de personnes, savoir qu'est-ce qu'ils pensent.

La première année, c'est plate, mais après, on entre plus dans la spécialisation qu'on a choisi, on s'intègre à la matière...

On est plus libre qu'au secondaire. On est libre pis on est restreint. Libre de choisir les options. Mais y faut une certaine discipline. Je ne trouve pas qu'on a la liberté de parole et de pensée, y faut qu'on pense comme la direction.

**MARC ET DENIS, LETTRES
FRANCAISE ET INFORMATI-
QUE, COLL. II**

C'EST CA QUI EST IMPORTANT D'APRES NOUS; Y FAUT PAS ETRE TOUT LE TEMPS POGNÉ AVEC LE MASQUE, LE MASQUE QUE TU PORTES DEVANT TOUT LE MONDE.

Le CEGEP c'est robot, très robot. On r'garde autour de nous autres,

tout est calme, tout est tranquille. L'étudiant part de chez lui, vient à ses cours sans dire un mot, sort de ses cours, s'en retourne chez lui, étudie, y r'vient, étudie, pis passe ses examens.

Moué, j'en ai marre de ça. J'ai quelque chose à dire à apporter, à donner... y faut avoir autres choses que ça. Y faut sortir de notre léthargie en fin de compte. L'an passé on a essayé pis on s'est fait piller sur le nez tout de suite. Parce qu'on peut rien produire si on peut pas laisser passer nos idées. Bien d'accord, le milieu est à l'étude, mais quand même y faut pas qu'y ait juste ça; le prof te donne tout ça, prends-le, va étudier, passe tes examens... Y faut que tu vives un peu, faut que tu penses un peu comme toué. Y faut pas que tu penses comme la machine qui t'a programmée.

C'est important de se valoriser au point de vue individualiste, sans ça, plus tard, on va être dans une société le p'tit numéro 2 ou 2,337. Le matin, j'vais travailler à telle place, le soir, j'arrive chez nous, j'prends la radio ou la tv d'Etat, là c'est beau, en fin de compte je me couche le soir pis j'ai pas vécu. Je suis programmé pour faire ça pis j'le fais. Y va falloir un certain moment donné s'en sortir, pis revenir à toi-même, interioriser ton toué à toué.

On en a marre d'avoir les principes de nos parents, on veut une façon de vivre à nous autres, on essaie de trouver une façon de vivre à nous autres. Autrement dit on essaie d'être sincère avec les autres pis avec soi-même, pis cé dur de se forcer à ça, ça ne se trouve pas comme ça...

**GÉRARD BOUCHARD,
CHIMIE-PROCEDE, COLL. II.**

J'aime beaucoup les sciences. Je ne vois pas autre chose que les sciences...

Le CEGEP, c'est une réunion d'étudiants; il nous donne la possibilité d'étudier.

Chacun s'occupe de son affaire.

**DORIS ET LOUISE,
SCIENCES HUMAINES,
HISTOIRE, COLL. I**

Le CEGEP c'est comme n'importe



où ailleurs: je viens pour prendre des cours; je suis mes cours, ça m'intéresse pour l'instant. C'est rien d'autre.

Moi, j'aime beaucoup connaître les gens. Ça c'est mon plaisir connaître les gens à fond. Ça m'apporte quelque chose parce que je sais à quoi m'en tenir: faire face aux imprévus, rencontrer toute sorte de gens; on peut jamais prévoir ce qu'une personne peut penser de nous; dans un CEGEP, c'est la meilleure place pour s'y habituer.

Comme c'est là, on est un peu inconscientes de qu'est-ce qu'on fait. On commence à se spécialiser dans un domaine. On commence; ça va certainement venir qu'on va s'intéresser plus à qu'est-ce qui se passe dans le monde; mais là, on est encore un peu... on va à l'école et ça finit là... on va commencer à s'extérioriser un peu...

Gérard Laprise, ptre, responsable de la Pastorale -

S'intégrer c'est devenir libre. Pas d'une liberté de ne rien faire mais d'une liberté de création, d'une liberté de libération.

Je dis que le CEGEP actuellement amène difficilement à une intégration parce qu'on est en train d'y chercher une forme d'exister pluraliste.

Que l'étudiant saisisse que la valeur commune, c'est le respect de l'homme et la promotion de sa liberté. Si l'étudiant saisit ça à l'intérieur de chacun de ses profs je crois que l'étudiant pourra s'intégrer.

C'est des défauts des hommes que vient le grand défaut du collège plus que des défauts des cadres. C'est les hommes qui font la société plus que les cadres.

JEAN-GUY, DESSIN INDUSTRIEL, COLL. II (DEMEURE A ARVIDA)

Le CEGEP c'est une préparation à l'avenir, une formation à recevoir en vue de faire nos preuves en montrant ce qu'on a appris.

Le CEGEP, c'est pas une vie de routine; on a pas mal de cours, on fait du dessin, c'est intéressant, diversifié...

J'aime les cours, je veux depuis

tout le temps apprendre l'architecture...

Etre libre, c'est avoir le droit de décider ce qu'on veut faire. Après que t'as choisi ton option, y faut que tu suives les cours...

Les professeurs ont travaillé dans l'industrie, y'ont un certain bagage, y savent quoi te donner comme cours.

M. Laurent Bouchard, Directeur adjoint des Services Pédagogiques

C'est à chacun des étudiants à découvrir dans quel champ il va être créateur.

Je suis tout à fait d'accord avec les étudiants qui demandent de faire telle ou telle expérience et qui prennent l'initiative dans leur vie collégiale, à ce moment là c'est parfait... J'ai peut-être l'air prophète ou de rêver en couleur, mais si on ne rêve pas ici, on ne rêvera nulle part, c'est l'endroit tout désigné pour faire des choses comme ça.

A 19 ans, à 20 ans, y'a des choses à faire; la tragédie qu'on a vécu c'est que justement qu'on a tellement forcé les gens à attendre leur tour que quand leur tour arrive, y'a pu rien à dire, y'a pu rien à faire non plus.

Je ne dis pas que tous les cours qui se donnent au CEGEP de Jonquière en tout cas favorisent cette participation des étudiants et cette remise en question et cette vie basée sur la création et la liberté, je ne dis pas ça, loin de là; c'est lentement qu'on va y arriver et ça demande tout un engagement de la part des profs.

Mais nous aussi nous appartenons à un système qui n'a pas toujours été favorable. Alors on est des produits de ce système dans lequel les uns s'en sortent et quelques-uns continuent à faire tout tranquillement et avec le moins d'éclat possible ce qu'on leur a dit de faire. Alors beaucoup de profs n'osent pas se lancer là-dedans, s'imaginant qu'ils vont être constamment obligés chaque jour à reprendre leurs cours, chaque jour à les remettre en question, chaque jour en se demandant comment cela évolue, pis adapter tout le temps son enseignement à ça.

L'étudiant devrait constamment

être tenu au courant des tendances, des problèmes de la société, des industries de l'économie et également de la région. Est-ce que la société elle-même est intéressée tellement à ce que les étudiants rediscutent ses structures et tout ça? Y'a-t-il beaucoup de gens qui sont tellement intéressés à ce que les étudiants viennent écraser leurs petites fleurs? Et les étudiants le feraient si on leur en donnait la chance...

Si on faisait participer davantage les gens de l'entreprise, les corps intermédiaires à la discussion à l'intérieur du CEGEP, ces personnes là seraient susceptibles de se rendre compte que la participation des étudiants dans leurs problèmes ne sera pas aussi terrorisante et destructive que ça, mais que ça peut les amener à toutes sortes de bonnes idées, de bonnes suggestions, et à établir une société plus juste.

Rien n'empêche cela. Aucune initiative n'a été prise pour faire le rapprochement entre les structures actuelles de la société et les étudiants...

Y'a vraiment un réajustement à faire. Maintenant qu'on a fait les CEGEP, les Universités devront cesser d'être des CEGEP. Y'a des facultés universitaires qui sont à peine de niveau CEGEP actuellement et qui devraient eux aussi se remettre en question et mieux s'adapter maintenant aux genres d'étudiants qu'ils ont à recevoir: des étudiants drôlement mieux préparés que les étudiants qu'ils avaient l'habitude de recevoir. Alors il va falloir que les profs d'Université eux-mêmes cessent d'être eux-mêmes des petits fonctionnaires à la petite semaine et deviennent véritablement des maîtres à penser. Et brasser un peu tout ça c'te monde là.

Qui peut obliger l'université à évoluer: personne. Les universités obligent à toutes sortes de singeries administratives pour accueillir ou non les étudiants: manque de coordination, caprice, chantage auprès des étudiants.



Ces quelques témoignages ne sont qu'une première approche du milieu et ne suffisent pas à avoir une vue d'ensemble de la situation au CEGEP de Jonquière. Je ne veux ici qu'inviter étudiants et professeurs à aider leur situation ce qui pourra éventuellement nous permettre de définir plus précisément ce que doit être un CEGEP.

quand j'entre dans un cegep j'ai envie de crier

UNE SALLE D'ATTENTE

Quand j'entre dans un CEGEP j'ai envie de crier. Tout y est tellement froid, on dirait un congélateur de sentiment. Alors ne me parlez pas d'un beau CEGEP-congélateur. La beauté c'est d'abord une chaleur humaine. Et tous ces gens qui s'épient, attendent... mais attendent quoi? Et je m'avance avec mon magnétophone et je crois savoir qu'ils attendaient que quel-qu'un vienne leur parler. Et ils ont des choses à dire. Mais pourquoi

attendaient-ils? Les murs gèlent les paroles et les gestes. La constipation est générale. Les regards et les gestes se brisent dans une atmosphère de sentiments-avortés. Chacun se masturbe dans son petit coin. Chacun fait sa p'tite affaire. Et on n'ose pas. Et on sent notre impuissance nous empester. Et on va se prostituer dans une salle de cours. Pis on se dit: on va s'adapter. On va en sortir un jour. Et on attend. Le CEGEP est une pilule anti-conceptionnelle: personne ne s'y enfante. Et on se demande si on n'y avortera pas. Pis y'en a qui vivent ailleurs, en dehors de tout ça: qui disent qu'y faut pas en rester là, qu'y faut vivre un peu, qu'y faut enlever son masque pis que c'est dur, c'est dur. Pis quoi, cé pas si mal, y'a des cours qui sont bons. Pis quoi, cé normal le CEGEP cé nouveau. Pis quoi, moué j'aime mes cours.

Le CEGEP c'est pour nous préparer à l'Université ou à entrer dans le monde du travail, nous dit-on. Puis on dit encore que l'Université, et ben, cé pas ben riche, que les facultés vraiment universitaires ça pleut pas au Québec, que les universités devraient cesser d'être des CEGEP maintenant que le CEGEP existe...

Pis on nous dit aussi que le marché du travail au Québec y'é pas particulièrement prêt à recevoir de la marchandise... Pis qu'y faut pas penser comme ça mais penser en termes d'industries à créer... pis on se demande pas quelles sortes d'industries... pis on fonctionne encore avec les normes des industries existantes...

Pis on nous dit qu'y faut pas perdre une année scolaire, que cé important, que les étudiants y tiennent, que ça coûte cher au gouvernement... mais cé important parce qu'on nous a dit que cé important... ça coûte trop cher parce que le gouvernement est prêt à faire payer les chers électeurs pour empêcher que les jeunes se retrouvent face à une réalité bien simple: y'a pas place pour vous autres dans la société, mais attendez, on va vous en faire une...

Alors dites-moi, le CEGEP c'est une salle d'attente où on essaie de désennuyer les gens... tu caricatures mon gars... ah! ...

Pis on nous dit (aïe! on nous en dit des choses, han) que le CEGEP c'est avant tout les étudiants pis les professeurs et que si les professeurs témoignent du respect de l'homme, s'ils vivent en profondeur, le problème est réglé... mais, nous dit-on, cé profs là sont rares... pis qu'eux aussi sont les produits d'un système... qu'y faut se refaire tous ensemble... alors pourquoi le CEGEP est-il un lieu où tous semblent jouir de leur tout fait, de rien faire de plus... est-ce trop exigeant?...

Pis comment ça se fait que les pro-

grammes ne sont pas en fonction de ça... que les locaux ne sont pas aménagés pour ça... pis comment peut-on faire ça dans une classe de 30 ou 35...

Quand donc va-t-on oser? Ça sent l'impuissance programmée là-dedans!

LE PARASCOLAIRE: MIEUX QUE PAS VIVRE PANTOUTE

Euréka! Y'ont trouvé! Une nouvelle marque de pilule: Participation. Participation à notre attente laborieuse! Participation à notre désennui! PARTICIPATION la plus efficace. La plus amusante. La plus communautaire! Participation. Participez aux lois du chef, aux décisions du chef... Sorry, moué, pas aimer les cheufs!

Pis les étudiants vivent en parascolaire. Cé mieux que pas vivre pantoute... pis si y'en a qui pense que la vie est assez longue pour se contenter de vivre en parascolaire... ça lé r'garde, non? Pis même si l'Etat veille à remplir notre parascolaire, si les taverniers, les télé 4, les télé 10, les discothèques, les Main Street, s'occupent de nous désennuyer pour pas cher, ensemble disons-leur merci...

LIBÉRATION OU DÉSINTÉGRATION

Le CEGEP ne m'apparaît même pas comme un milieu viable. Alors comment pourrions-nous parler d'un lieu de libération de création, d'épanouissement intellectuel, physique, moral et tout ce que tu voudras. Pour que ce soit ça, il faudrait d'abord que les cours (autant aménagement physique que contenu et forme) soient déterminés à partir d'une certaine entente entre étudiants et professeurs. Tant que le CEGEP sera considéré par les uns comme un endroit par où y faut passer, (y faut aussi passer par les toilettes, alors...) par les autres comme un mal nécessaire auquel il n'y a de remèdes que les fins de semaine (on a déjà dit que les étudiants étaient de bons piliers de taverne)... En deux mots tant que les étudiants et les professeurs n'auront pas définis clairement ce qu'ils veulent faire au CEGEP, je ne puis, pour ma part, que le considérer comme une salle d'attente divertissante pour les uns et plate pour les autres.

Quand on parle de libération il faudrait peut-être se demander si des individus peuvent se libérer grâce à de belles grandes intentions de participation ou si ce ne serait pas à partir d'une prise de conscience de sa propre situation. Or cela ne me semble pas offert dans le CEGEP si ce n'est dans des activités-services socio-culturelles parascolaires.

Pis comment pouvons-nous parler de création à l'intérieur d'un pro-

gramme défini par des gens qui sont eux-mêmes des produits d'un système et qui, pour la majorité, n'ont jamais créé mais se sont contentés de répéter ce qu'ils ont appris. Une recherche intellectuelle, pour moi, doit nécessairement partir d'une interrogation sur une situation vécue. L'érudition c'est un luxe pour collège classique, pas pour un CEGEP! Les connaissances essentielles programmées, je regrette, mais comment pouvez-vous programmer l'essentiel? Et comment des étudiants peuvent-ils accepter d'avoir six à huit heures par jour de leur vie programmées par des administrateurs et des personnes qu'on dit et qui se disent pédagogues? Etre pédagogue dans la situation actuelle du CEGEP. Ça me semble être de trouver des formules qui ne déplairont pas trop au ministre et qui en boucheront un trou aux étudiants... Excusez le style cliché facile, mais si cé pas ça, ça y ressemble.

ET PENDANT CE TEMPS-LÀ

Des étudiants prétendent qu'ils ont quelque chose à dire, quelque chose à faire, une vie à vivre, un pays à construire, une mentalité à nous autres, etc., pis y'affirment que le CEGEP ne les aide pas pantoute... faudrait peut-être que les gens s'expliquent et se parlent en pleine face une bonne fois...

Et ça cé votre affaire cé pas la mienne. Mais je pense que tant que les gens vont attendre, tant qu'ils n'oseront pas, et ben, y'aura des bombes, des cheufs, des élections, des programmes, des cours, des discours, des dieux, des représentants, des systèmes, des organisations, des participants...

Pis une autre chose pour finir: quand on a reconnu certaines valeurs dans sa vie privée et qu'on peut pas les vivre dans la société, cé ça que j'appelle de la prostitution et cé ça que j'appelle un monde qui é pas viable.

JE M'EN VAIS FAIRE L'AMOUR

Sur ça, salut et si ça vous tente encore d'attendre et ben attendez moué j'm'en vais faire l'amour. Pis encore une parenthèse: on peut faire l'amour avec ses yeux, ses mains, ses oreilles pis ce qu'on appelle son odorat. J'ouvre la parenthèse parce que y me semble souvent que les gens n'ont qu'un pénis ou qu'un vagin et que cé là que se ramasse le résidu de leur sensibilité et de leur sentimentalité refoulées... excusez-moi c'est impudique tout ça mais croyez-moi cé encore beaucoup plus obscène de vous voir vous épier et rougir de vos sentiments.

André Thouin

P.S. Bon anniversaire, Lucie.



DÉPARTITION TÉLÉ 4

A QUÉBEC COMME AILLEURS

L'INFORMATION PROTÈGE LES FORTS

Voici le premier d'une série d'articles consacrés aux problèmes de l'information dans la ville de Québec. Nous abordons aujourd'hui deux cas bien précis: les éditoriaux de CJRP et ceux de Télé-4. Le poste CKCV, qui diffuse aussi des éditoriaux, n'a pas daigné nous faire parvenir les textes.

Au cours des prochaines semaines, nous toucherons des sujets comme la réforme avortée de l'Action, la mutualisation, le Journal de Québec et bien d'autres encore, pour enfin élargir le débat au niveau de l'information en général dans la province.

Rappelons d'abord quels sont les principaux média d'information à Québec. La radio compte six stations: CHRC, CKCV, CBV (Radio-Canada), CJRP (Radio-Mutuelle), CFLS (Lévis), CFOM (ang. CBC). Québec possède trois postes de télévision: CFCM (Télé-4: privé, allié à CFTM, propriété de Famous Players), CKMI (anglais, alliance avec CBC, propriété de Famous Players), CBVT (filiale québécoise de Radio-Canada).

Enfin, quatre journaux se disputent la faveur des lecteurs: Le Soleil (lu par tout le monde), l'Action (tirage 35,000), Le Journal de Québec (filiale du Journal de Montréal) et The Chronicle Telegraph.

Donc, en langue française, cinq postes de radio, deux de télévision et trois journaux. En anglais, un poste de radio, un de télévision et un journal.

A CJRP., filiale de CJMS, refus de l'information et insignifiance.

Un incident survenu le soir du 1er septembre nous a amenés à réfléchir sur la politique de CJRP en matière d'information.

C'était pendant la crise qui devait mener à l'abolition de l'Agel, et le "Comité d'action pour la liberté d'association" faisait parvenir un communiqué de presse aux différents média. La politique habituelle dans ces cas veut que les responsables de l'information décident, après lecture, s'il y a lieu de faire paraître une nouvelle à partir de ce communiqué.

Ce soir-là, cependant, les bureaux étaient fermés: un employé était quand même préposé au service des nouvelles. Après avoir poussé de longs soupirs pendant la lecture du texte, cet employé, Rémi Bourgoin, se permit d'ajouter: "C'est le genre de choses qu'on faisait quand on était jeune", puis, ce vieillard de 24 ans raccrocha brusquement, sans attendre la réplique de son interlocuteur.

Que ce monsieur Bourgoin, étudiant en Droit à l'université Laval, ait des opinions (s'il en a), cela est admissible. Mais on ne peut tolérer qu'il se permette de juger et de refuser l'information au moment même où il la reçoit.

Cet incident devait-il être considéré comme une exception, ou s'insérer-il dans la politique du poste? L'analyse des éditoriaux allait nous permettre de nous en rendre compte.

Sur 17 textes diffusés entre le 1er et le 20 septembre, 8 peuvent être considérés comme inoffensifs, c'est-à-dire qu'ils présentent des faits sans presque apporter d'opinion, ou lorsqu'un avis est exprimé, on fait la part des choses, on ne prend aucune position radicale.

Parmi les autres textes, on ne trouve que des opinions très modérées, loin de l'extrémisme de Télé-4. On note surtout une absence de pensée réelle, une certaine insignifiance dans le texte, avec, de temps à autre, une remarque insidieuse comme: "Quant à l'employé, il doit se demander s'il a travaillé dans l'intérêt de son employeur." (1er sept.).

Ça n'a l'air de rien, mais nous avons toujours cru que l'inté-



J'ECOUTE LES EMISSIONS D'ENFANT A TELE-4

rêt de la société passait avant celui du patron.

Ou bien on accorde beaucoup d'importance aux déclarations d'un militaire, le gén. Allard, lorsqu'il fustige la jeunesse: "Mais comme le dit si bien le général Allard, il faut cesser de nous lamenter, cesser de gaspiller, avoir le goût du risque, **former autre chose que des anthropologues et des chanteurs**". En tant qu'homme qui a formé beaucoup d'hommes, et qui connaît la **valeur impérissable de la discipline**, il dit carrément ce qu'il pense de notre jeunesse trop sûre d'elle-même: "Qu'on arrête de penser qu'on est plus instruit que son père—d'ailleurs ce n'est pas vrai—et que l'on prépare la voie à l'autre génération. On ne la nourrira pas avec des guitares, cela se mange mal". (3 sept.).

— Sans commentaire —

On se permet aussi de petites professions de foi fédéralistes:

"Tout ce que la francophonie peut nous apporter, en matière culturelle, scientifique et technique, nous devons le prendre pour bâtir un Québec plus fort, au sein d'un Canada qui deviendra automatiquement plus fort et plus coloré." (10 sept.).

— Sur Saint-Léonard, aucune opinion, on demande seulement au gouvernement de se prononcer. (15 sept.).

Mais le comble du ridicule est bien cet éditorial du 9 septembre intitulé: "On ne sait plus faire des enfants".

L'éditorialiste admet d'abord que "le Québec n'est pas une province comme les autres" parce que son taux de natalité est le plus bas au Canada. Il en déduit que "les Canadiens français ne formeront plus dans 40 ans que 17 à 20 pour cent de la population totale du Canada." Evidemment, il n'en tire pas la conclusion logique, l'indépendance, mais réussit plutôt à atteindre le summum de la stupidité dans ce texte:

"La publicité payée à même les deniers de la province proclame à tous les vents que le Québec sait faire. Sait faire quoi? Des matelas et des sofas qui ne servent plus uniquement qu'à dormir, si l'on en croit les dernières statistiques fédérales. Les matelas d'aujourd'hui sont peut-être meilleurs que les matelas à plumes de nos grands-parents, mais selon toute apparence nous nous en servons moins bien qu'eux... ou tout au moins nous les utilisons autrement. C'est une question de recette, probablement".

La solution de CJRP: "Si donc, on devient définitivement incapable de faire de petits Québécois, il faudra en importer".

— quand on sait que les immigrants choisissent à 90% l'an-

OPERATION TELE 4

glais, le problème des franco-phones sera réglé: ils n'existeront plus.

Il n'est pas besoin d'épiloguer longuement sur l'ineptie et l'insignifiance de tels textes. Nous pouvons seulement recommander à l'éditorialiste de CJRP d'aller faire sa 10^{ième} année au plus tôt, ça presse!!!

A votre canal 4, l'éditorial et France Fortin sont devenus les symboles du crétinisme.

Nous avons arbitrairement choisi la période du 18 août au 13 septembre pour examiner les sujets abordés par l'éditorialiste.

En effectuant certains recoupements, on se rend vite compte que les divers mouvements de revendication sociale ou d'opposition au gouvernement, comme les syndicats, les indépendantistes, l'opposition officielle, les étudiants, les terroristes, occupent une quinzaine d'éditoriaux. Il semble donc que ce soit la principale préoccupation des dirigeants du poste.

Du rapport Prévost aux jeux d'été

Voyons maintenant à quoi sont consacrés les huit autres éditoriaux: le rapport Prévost, les déménagements du premier mai, le gouvernement supra-municipal de Québec, les premiers jeux d'été du Canada, la lutte contre la pollution, Expo-Québec (bis), et Terre des Hommes.

Pour le rapport Prévost, rien à redire, sinon que l'on se garde bien de dénoncer la collusion pègre-pouvoir politique mise en lumière par la commission. Juste en passant, on nous informe que les faillites font "perdre des centaines de millions de dollars au gouvernement et à de nombreux créanciers", ces grands bienfaiteurs du peuple, serait-on tenté d'ajouter. (18 août).

L'éditorial du 20 août, sur la façon d'enrayer les déménagements massifs du premier mai, semble inoffensif. Celui sur la

création d'un gouvernement supra-municipal pour Québec paraît même intelligent.

Par contre, un sujet aussi apolitique que "les premiers jeux d'été du Canada" devient une occasion de promouvoir le fédéralisme. Après avoir souligné que le "Canada sait faire", on ajoute que "les rencontres sportives sont et demeurent des catalyseurs d'unité au Canada et une source capable d'améliorer notre société et d'aider à forger une entité vraiment canadienne". Toutes les occasions sont bonnes... (26 août).

Le lendemain, un autre texte apparemment sans conséquence, qui encourage les gouvernants dans leur lutte contre la pollution de l'air et de l'eau. Mais là où nous ne sommes plus d'accord avec Télé-4, c'est quand il prétend que le coût de ces opérations devra être défrayé en grande partie par la population.

Sur Expo-Québec, rien de bien particulier, sinon une petite phrase qui exprime bien la philosophie de Télé-4: l'essentiel, c'est de plaire.

Pour en finir avec les textes marginaux, citons-en un qui, pour une fois, avouons-le, nous a plu. De ce texte intitulé "T.D.H. doit devenir rentable", nous retenons une phrase qui rejoint nos vues: "Rien n'oblige le reste des contribuables de la province à défrayer le coût d'opération de cette initiative de prestige de l'administration Drapeau." (5 sept.).

Sur Bennett

Passons maintenant aux choses sérieuses, aux éditoriaux écrits spécialement pour "écoeurer le peuple".

Le 3 septembre, une page intitulée "le conservatisme a encore des adeptes au Québec", possède une introduction magnifique:

"En regard du climat d'instabilité politique, sociale et économique que nous connaissons au Québec, il est parfois reconfor-

tant de regarder ce qui se passe ailleurs. Nous n'irions pas jusqu'à affirmer, comme l'a fait le pittoresque premier ministre de la Colombie britannique, M. Bennett, que les électeurs de cette province ont sauvé le Canada du socialisme en réalisant son parti la semaine dernière, mais les résultats de ces élections peuvent faire l'objet de réflexions salutaires."

Et quand on connaît le créditisme (ou crétinisme, au choix) de Bennett, ce "champion de la libre entreprise", on ne se pose plus de questions.

Sur les étudiants

Laissons donc la Colombie à son paradis terrestre. (on sait que M. Bennett communique directement avec Dieu), et revenons à notre enfer, un enfer bien à nous. Il faudrait rapporter au complet la perle "Les étudiants et l'AGEL" du 8 sept. Contentons-nous de quelques lignes:

"Après s'être amusés et avoir fêté de façon parfois bruvante la rentrée universitaire, durant près d'une semaine, les milliers d'étudiants inscrits à l'Université Laval doivent maintenant se consacrer à leurs études afin d'acquérir une formation professionnelle et individuelle complète pour pouvoir ENSUITE jouer un rôle constructif dans la société."

Evidemment, pas question de jouer un rôle dans la société lorsqu'on est étudiant.

Une autre phrase commence ainsi: "On sait que, depuis l'an dernier, les étudiants sont sortis de leur apathie traditionnelle." Avant l'an dernier donc, rien du tout. Enfin vient la sempiternelle comparaison: "...Lorsque des étudiants sérieux ont voulu freiner l'action des activités." Nous nous rappelons un autre éditorial, il y a quelques mois, où France Fortin, le lecteur attitré des éditoriaux, opposait aux étudiants contestataires les étudiants sérieux. Pour nous il y a les étudiants qui écoutent

Télé-4 d'un côté, et les étudiants sérieux de l'autre.

Sur l'indépendantisme

Dans notre progression vers des éditoriaux de plus en plus violents et dangereux, nous débordons maintenant dans le domaine politique où, bien sûr, l'ennemi no 1 est le Parti Québécois.

Durant la période étudiée, trois textes sont consacrés au parti libéral. Deux demandent à ce parti de présenter des candidats aux élections partielles du 8 octobre, l'autre commente la démission de Jean Lesage. Tirons-en quelques perles dignes de figurer dans "La foire aux cancrs".

Le 25 août: "Le Parti Québécois a intérêt à faire durer l'illusion que sa formation politique rallie des milliers d'adhérents." Cher Télé-4, nous avons consulté des listes de membres, et, seulement dans la région de Québec, malgré votre influence, il y a, effectivement, plusieurs milliers d'adhérents.



JE VAIS Y ETRE
A LA MANIFESTATION

OPERATION TELE 4

Le 4 septembre, Télé-4 devient franchement malhonnête, en faisant un procès d'intention au P.Q., et en laissant supposer qu'il n'existe pas de réels indépendantistes:

"A défaut de relever le gant, le parti libéral ouvre une porte en or au Parti québécois qui n'attend que la défaillance des libéraux pour tâter le pouls de l'électorat et s'adjuger le vote DES ADVERSAIRES DU PARTI AU POUVOIR, DES INDÉCIS, DE CEUX QUI SONT CONTRE, DES LIBÉRAUX MÉCONTENTES. On peut déjà supposer à QUELLE EXPLOITATION ÉLECTORALE ce tiers parti pourrait se livrer dans le cas où il obtenait (sic) quelque succès. IL SERAIT VRAIMENT TROP BÊTE que des gens qui veulent rompre le pays profitent d'un moment difficile où passe (resic) un parti dont les professions de foi fédéralistes ne se comptent plus."

Sur les travailleurs

De mieux en mieux, passons au monde du travail. Deux éditoriaux sur le conflit des enseignants, un sur le conflit des hôpitaux, et un bijou de message pour la fête du travail.

Pour les enseignants, l'éditorialiste semble vouloir faire la part des choses, demander la bonne volonté des deux parties. Mais, en fait, il recommande aux enseignants seuls de faire des concessions et il fustige Raymond Laliberté qui a eu le courage de dénoncer la fausse information diffusée par Télé-4 et ses acolytes.

Dans le secteur hospitalier, Télé-4 recommande tout simplement d'appliquer les solutions proposées par la Chambre de Commerce de Montréal. Etant donnée la sympathie bien connue de cet organisme pour les syndicats, on peut s'attendre à de bonnes suggestions. De fait, en y regardant de près, on constate que le droit de grève dans le secteur public serait pratiquement suspendu. Ajoutons en passant

qu'un des principaux négociateurs gouvernementaux dans ce conflit, dont nous tairons le nom pour des raisons évidentes, nous a affirmé que le gouvernement souhaiterait une grève, afin de diminuer temporairement ses dépenses.

Sur le Français au Québec

Nous en arrivons aux sujets corsés: Saint-Léonard et le terrorisme. La petite localité de la région montréalaise se voit figurer dans trois éditoriaux, les 6, 11 et 12 septembre. D'abord un exposé de principe:

CE N'EST PAS EN ÉLIMINANT UNE ÉCOLE DE LANGUE ANGLAISE OU EN PRIVANT LA MINORITÉ ANGLAISE DE LA POSSIBILITÉ DE FAIRE INSTRUIRE SES ENFANTS DANS LEUR LANGUE QUE LES FRANCOPHONES POURRONT MIEUX VIVRE EN FRANÇAIS AU QUÉBEC OU AILLEURS AU CANADA.

Puis on fustige le gouvernement qui parle mais n'agit pas (là-dessus nous sommes d'accord). L'éditorialiste ne fait que passer sur la première bagarre, celle où les Italiens sont venus interrompre une réunion paisible de la LIS: pas question de blâmer des anglophones, ils pourraient cesser d'investir.

Il est très facile de rejeter les arguments d'un groupe en prétendant qu'il s'agit de "quelques individus fanatisés" ou de "l'action néfaste de quelques extrémistes". Il nous avait pourtant semblé que les anglophones armés de gourdins et de chaînes étaient bien aussi fanatisés que les autres, et que, de plus, les commissaires d'école de Saint-Léonard avaient bel et bien été élus par toute la population de cette ville.

Mais, comme le dit Télé-4, PERSONNE NE PEUT BLÂMER L'IMMIGRANT QUI PRÉFÈRE DONNER A SES ENFANTS UNE ÉDUCATION AUTHENTIQUEMENT ANGLOPHONE.

Tous ceux qui ne sont pas d'accord sont des fanatiques, des fascistes, des extrémistes, des révolutionnaires. Vous imaginez Jean-Noël en révolutionnaire? Comment ces "extrémistes" pourraient-ils mesurer

L'INJUSTICE QUI EST PRÉSENTEMENT FAITE AUX PARENTS ANGLOPHONES DE CETTE MUNICIPALITÉ?

Car enfin "pourquoi cette place prépondérante aux ténors de la culture et ce silence timide des hommes d'affaires du Cabinet?" Mais oui, pourquoi hein Jean-Noël? Peut-être que Cotroni ne les a pas payés assez cher au dernier congrès...

Sur les terroristes

De Saint-Léonard au terrorisme, il n'y a qu'un pas. Les 19, 21 et 23 août, les éditoriaux sont consacrés à ce sujet explosif. Grâce au texte, laissons Télé-4 se ridiculiser davantage, si cela est possible.

... aux autorités d'agir avec plus de fermeté envers les agitateurs professionnels qui oeuvrent au Québec dans divers milieux et qui sont à l'origine de la plupart des manifestations publiques dans la province".

Et pourquoi pas interdire le droit de manifester, comme à Saint-Léonard, comme à la Saint-Jean, comme au Parc Lafontaine. Et pourquoi pas arrêter tous les membres du FLP et des comités de citoyens, comme le 10 octobre dernier?

"Nous réprouvons l'action injuste des lâches qui utilisent l'anonymat, la violence, les bombes." Au fait, qui écrit les éditoriaux de Télé-4?

"Dans une société démocratique comme la nôtre", de quel droit M. Bellemare a-t-il laissé "planer un doute sur la culpabilité possible d'un groupe ethnique qui, jusqu'ici, a été l'investisseur le plus important dans la province". Oui, il faut que toute la population collabore"

avec les forces de l'ordre, en suggérant à ces dernières des moyens d'action et des renseignements susceptibles de mener à l'arrestation de la minorité de radicaux à l'oeuvre au Québec." Dénoncez votre voisin, votre frère, votre père, n'hésitez pas. Vous serez peut-être élu le mouchard de l'année. Faites votre bonne action de la semaine, mais évidemment "en respectant le plus possible la liberté des individus".

Le complot des éditorialistes

En guise de conclusion, commentons l'éditorial du 13 septembre. M. Raymond Laliberté avait déclaré que les éditorialistes, dans tous les domaines, participaient à une sorte de complot. Télé-4 s'en défend bien mais il nous semble que ce complot existe réellement. Bien sûr, on ne s'est pas réuni dans une taverne pour mettre un plan au point, comme le font les révolutionnaires. Mais que ce soit au Soleil, à l'Action, à CJRP ou à Télé-4, les éditorialistes ont tous la même façon réactionnaire d'envisager les problèmes et ce, tout simplement, parce qu'ils sont à la solde des hommes d'affaires. Ils ont donc une pensée basée sur la conservation du statu quo dans tous les domaines.

C'est pourquoi il est important que toute la province soit présente à l'Opération Télé-4. Car ce complot existe aussi à la Presse, au Devoir, à Votre Canal 10, à CJMS, CHLT, à la Frontière. Partout où l'information pénètre, c'est l'information de la classe dominante. Les éditoriaux sont le reflet de cette politique, mais nous démontrerons dans le prochain numéro qu'elle est présente dans toute la programmation.

LUTTER CONTRE TÉLÉ-4. C'EST LUTTER CONTRE TRANS-CANADA POWER CORPORATION, PELADEAU, DESMARAIS, CRÉPEAULT, FAMOUS PLAYERS. QUÉBEC ATTEND LES ÉTUDIANTS ET LES TRAVAILLEURS DE TOUTE LA PROVINCE, VENDREDI, LE 31 OCTOBRE, à 20 h. 30.

Michel Bilodeau,
Lettres, Laval

la commission gendron c'est pour les anglais

La commission Gendron fut créée officiellement le 9 décembre 1968, quelques jours seulement après la levée de boucliers nationalistes contre le projet de loi (bill 85) "concernant les droits linguistiques dans l'enseignement". Pendant un certain temps (fin 68 début 69), la commission Gendron coexistait avec la commission parlementaire qui recevait les avis de divers groupes à propos du projet de loi en cours (Bill 85). Ce n'est qu'à la fin du mois de mars 1969 que le premier ministre Jean-Jacques Bertrand annonçait le retrait du Bill 85 et sa déposition à la commission Gendron à titre de document de travail.

Voici un extrait de l'arrêté en conseil no 3958 de la Chambre du Conseil Exécutif (Conseil des Ministres) qui donne son existence légale à la commission Gendron:

"Il est ordonné, en conséquence, sur la proposition du premier ministre:

Que soit constituée, sous l'autorité de la loi des commissions d'enquête, (Statuts Refondus du Québec, 1964, chap. 11), une commission pour faire enquête et rapport sur la situation du français comme langue d'usage au Québec, et pour recommander les mesures propres à assurer:

a) les droits linguistiques de la majorité aussi bien que la protection des droits de la minorité;

b) le plein épanouissement et la diffusion de la langue française au Québec dans tous les secteurs d'activité, à la fois sur les plans éducatif, culturel, social et économique;

Que monsieur Jean-Denis Gendron et madame Madeleine Doyon-Ferland, de Québec, monsieur Edward McWhinney, monsieur Nicolas Matesco-Matte et monsieur Aimé Gagné, de Montréal, soient nommés membres de cette commission d'enquête, et que, monsieur Jean-Denis Gendron agisse comme président;

Que monsieur Guy Frégault, de Québec, soit nommé secrétaire de cette commission;

Que cette commission soit tenue de faire rapport au gouvernement dans les douze mois de la date d'approbation du présent arrêté en conseil ou dans tout autre délai qui sera subséquemment fixé, et que le maximum de ses frais soit fixé à \$100,000.00." (on vient d'ajouter \$750,000.00, et son mandat a été prolongé jusqu'en décembre 1970)

a) A PROPOS DU MANDAT DE LA COMMISSION:

Il est à noter que dans l'arrêté en

conseil même créant la commission, il est stipulé que celle-ci devra "recommander les mesures propres à assurer... la protection des droits de la minorité". Ceci peut, d'une part, s'expliquer par le contexte dans lequel la commission est née (épisode du Bill 85) et par le fait que la personne qui avait proposé le Bill 85 est la même qui propose la création de la commission, soit le premier ministre Jean-Jacques Bertrand.

D'autre part, le fait d'insérer dans le mandat même de la commission "la protection des droits de la minorité" laisse présager de la politique linguistique du gouvernement et de la nature des recommandations que ce dernier est en mesure d'accepter. En d'autres termes, il est clair que les grandes lignes de la politique linguistique du gouvernement sont déjà contenues dans le mandat de la commission, ce qui peut dans une certaine mesure, expliquer le peu d'intérêt ressenti envers cette commission par les groupes dont la position en matière linguistique diffère assez sensiblement de celle du gouvernement (telle l'unilinguisme français).

Enfin, signalons la courte durée du mandat de la commission (seulement un an pour étudier en profondeur la situation de la langue française au Québec "sous tous ses aspects") ainsi que la somme relativement peu élevée (\$100,000.00) dont elle dispose pour mener à bien une entreprise aussi vaste, comparativement aux sommes dont la commission Laurendeau-Dunton disposait pour accomplir un travail à peu près similaire.

b) A PROPOS DE LA COMPOSITION DE LA COMMISSION:

Tout d'abord, rappelons un fait qui a déjà été souligné par nombre de commentateurs: dans l'ensemble, les membres de la commission Gendron sont des personnes qui ont peu de notoriété publique. Ceci, évidemment, n'enlève rien comme tel à la valeur de la commission, mais risque tout de même de lui enlever quelque peu d'éclat.

Par la composition des membres de la commission, il est plausible de considérer que chacun des commissaires a été choisi pour étudier certains aspects particuliers de la question linguistique. Ainsi, l'on peut soupçonner:

— que le président de la commission, M. Jean-Denis Gendron, vicedoyen de la Faculté de Lettres et professeur de linguistique (Université Laval), sera appelé à étudier les aspects qui touchent à la qualité de la langue (structure, syntaxe, anglicismes, etc.);

— que Mme Doyon-Ferland, professeur de Lettres (Université Laval), sera appelée à étudier les aspects qui touchent à la langue d'ensei-

gnement (qualité, effets de l'enseignement d'une langue seconde à tel niveau, etc.)

— que M. Nicolas Matesco-Matte, professeur de Droit (Université de Montréal) et Roumain d'origine (au Canada depuis plus de 20 ans) sera appelé à étudier les aspects qui touchent à l'immigration;

— que M. Edward McWhinney, professeur de droit constitutionnel (Université McGill) sera appelé à étudier les implications constitutionnelles des changements à apporter en matière linguistique;

— que M. Aimé Gagné, directeur des relations publiques à l'Alcan, sera appelé à étudier les aspects qui touchent à la langue de travail.

Enfin, M. Guy Frégault, secrétaire de la commission, est historien et commissaire général de la coopération avec l'extérieur pour le gouvernement du Québec.

LES ACTIVITES DE LA COMMISSION:

De décembre dernier aux premières audiences publiques tenues à Montréal durant la semaine du lundi 29 septembre au vendredi 3 octobre 1969, les commissaires ont accompli un travail préliminaire qui comprenait les activités suivantes: Préparation de documents-guides à l'intention des pétitionnaires (grandes lignes du mandat, définition des termes utilisés, questions auxquelles les pétitionnaires doivent répondre dans leur mémoire, etc.), convocations des pétitionnaires, établissement de la procédure, etc.

Jusqu'à présent quelque 165 mémoires ont été soumis ou promis à la commission Gendron: parmi ceux-ci, on compte ceux qui lui ont déjà été remis par la commission parlementaire sur le Bill 85 ainsi que les 48 qui lui ont été présentés lors des premières audiences publiques à Montréal.

A propos des pétitionnaires, il est entendu que tout individu, groupe, institution ou entreprise qui veut soumettre des faits et des recommandations sur la situation linguistique dans son propre milieu ou au Québec en général, est libre de le faire. Il suffit, pour être convoqué, d'envoyer un avis à la commission. Les mémoires peuvent être envoyés en anglais ou en français, et un pétitionnaire peut demander le huis clos: les comptes rendus de sa communication resteront secrets.

Enfin, la plupart des audiences publiques doivent se tenir à Montréal, si ce n'est un bref séjour à Québec (27-28-29 octobre) et quelques rencontres — sans audiences publiques — avec les représentants et les corps intermédiaires de diverses régions du Québec.

François Therrien
Politique, U. de M.

le bill pagé urgence nationale

Qu'est-ce que cette histoire du Bill Pagé qui met en branle la CSN et le LIS, qui fait surgir des CALIS dans les collèges et universités, qui provoque des coalitions rapides de grosses batteries anglophones, qui dresse Cardinal contre Bertrand et risque de désintégrer l'Union nationale, qui fait naître des promesses solennelles d'appuis du parti libéral à M. Bertrand, qui fait écarter les travaux en cours de la Commission Gendron par M. Bertrand qui l'a lui-même créé, etc.

Il s'agit de la restructuration scolaire de l'île de Montréal. Sur l'île de Montréal habitent 2 millions de Québécois, soit un Québécois sur trois. Dans la région de Montréal habitent 60% des Québécois. C'est là qu'arrivent les immigrants de l'intérieur et de l'extérieur, lesquels s'intègrent de plus en plus à l'Anglais. La langue de travail y est largement l'Anglais. Depuis la Confédération, les commissions scolaires y sont divisées selon la religion (ce qui autrefois recouvrait largement la langue). Il y a 42 commissions scolaires sur l'île de Montréal. Le rapport Parent a suggéré de rediviser le territoire en un nombre moins grand de commissions scolaires uniques et neutres, i.e. devant administrer à la fois les écoles anglaises et françaises, catholiques et protestantes. L'Opération 55 n'a pas été faite encore à Montréal: devant la complexité du problème, on a créé la commission Pagé qui a remis son rapport l'an dernier. Entre-temps, il y a eu St-Léonard.

La commission Pagé a suggéré: 1) une restructuration selon la langue, soit 9 commissions scolaires françaises (avec des écoles de différentes confessionnalités) et 4 commissions scolaires anglaises (avec des écoles de différentes confessionnalités), toutes étant également publiques et donc subventionnées par les fonds publics. 2) un Conseil scolaire pour chaapeauter ces 13 commissions scolaires et responsable du budget et de la planification. 3) des conseils d'école avec administrateurs, professeurs, parents et étudiants. 4) l'élection des commissaires par tout le monde. 5) la Commission n'a pas réussi à s'entendre sur la position à prendre face aux immigrants mais de façon générale, les parents ont la liberté de choisir l'école et la commission scolaire qu'ils veulent 6) la Commission fait remarquer qu'elle est partie de la réalité existante à Montréal (dualité culturelle) et que des décisions sur le plan scolaire néces-

sitent que des politiques soient adoptées touchant la langue de travail, la langue en général et l'intégration des immigrants, politiques actuellement inexistantes.

Le rapport Pagé consacre donc la dualité culturelle, le processus d'anglicisation qui a cours à Montréal (le doyen de Sciences Sociales de l'Université de Montréal, Philippe Garrigue, prédit un maire anglais à Montréal d'ici 10 ans), l'égalité des deux communautés linguistiques, en somme, l'idée d'un Québec bilingue. Décider pour Montréal, c'est décider pour le Québec. Un Québec bilingue, c'est pas de Québec du tout. En somme, ce qui est en jeu, c'est le redressement culturel et économique des Québécois. Car ce n'est pas par hasard qu'il y a le double du chômage au Québec par rapport à l'Ontario et que les Canadiens français (la commission BB l'a prouvé) sont au bas de l'échelle pour les revenus au Québec même.

Maintenant, le Gouvernement présente un bill sur la question. Cardinal prône une solution qui se rapproche de celle du Rapport Parent (contrairement au rapport Pagé) mais il faudrait voir dans quelle mesure les anglophones et les immigrants seront contraints d'apprendre le français et de parler français au travail à partir de ces commissions scolaires publiques uniques. Lesage et Bertrand veulent sauver le principe de la dualité culturelle. M. Rockefeller a dit qu'il était normal et essentiel que les entreprises étrangères (américaines notamment) parlent la langue du Québec lorsqu'ils sont au Québec et que tant qu'elles seront les bienvenues comme c'est le cas elles viendront et resteront, quelles que soient les formes de gouvernement. Les politiciens québécois n'ont bien sûr pas l'audace de ce révolutionnaire! Mais garder l'anglais comme langue de travail c'est garder l'anglais comme langue d'enseignement et c'est laisser les Québécois francophones s'enliser dans une infériorité culturelle et économique dans leur propre pays. Tout cela est bien simple. Il y a Montréal, il y a Pontiac, St-Léonard, les Cantons de l'Est, le Nord-ouest québécois, une partie de la Gaspésie, le Saguenay et tout le reste qui le montre éloquentement.

Que fera la population dans tout cela. La CSN a décidé de lutter: "ça suffit!" affirme Michel Chartrand. La LIS continue. Les étudiants ont commencé à former des CALIS et c'est le moment plus que jamais d'embarquer dans le débat.

La SSJB lutte elle aussi. Les groupes canadiens-français ont abandonné la Commission Gendron aux Anglais qui y proposent ce que vous pouvez lire plus bas, ce qui n'empêche pas le Gouvernement d'avoir prolongé son mandat jusqu'en décembre 1970 et de lui avoir voté un budget supplémentaire de \$750,000. Il est désormais assez évident que le Parlement se prostitue, et que la lutte doit devenir extra-parlementaire, ce qui est de la plus élémentaire démocratie. La clientèle des États-Généraux a été convoquée à cette fin pour le 25 octobre pour ce qu'on appelle une "urgence nationale". "Les signataires (Angers, Bessette, Coupal, Noiseux, Miron) considèrent que le projet de loi prévu, s'il s'inspire du Rapport Pagé, consacrerait l'anglais comme langue officielle sur un pied d'égalité avec le français... on ne peut accepter ni l'existence d'une division des structures scolaires selon la langue, ni le prétendu droit des parents au choix de la langue à l'école".

Le parlement, désormais, c'est partout.

Roméo Bouchard

commission gendron: les mémoires

Quelque 48 mémoires ont été soumis à la commission Gendron lors de la première semaine d'audiences publiques à Montréal. On peut, quant à l'origine, diviser ces mémoires en trois catégories principales:

— 1ère catégorie: Entreprises commerciales et industrielles des 48 mémoires, 27 ou 56.2% proviennent d'entreprises commerciales ou industrielles. Cela peut s'expliquer, dans une certaine mesure, par le fait que la commission les avait tout particulièrement invitées. Par ailleurs, si l'on divise ces mémoires selon une catégorie ethnique, l'on s'aperçoit que sur les 27 mémoires d'entreprises commerciales ou industrielles, 26 (96.3%) sont d'origine anglophone et un seul (3.7%) d'origine francophone.

— 2ième catégorie: organismes, groupes, associations
Des 48 mémoires, 14 ou 29.2% proviennent d'associations, de groupes ou d'organismes. De ces 14 mémoires, 10 (71.4%) proviennent de groupes anglophones et 4 (28.6%) de groupes francophones.

— 3ième catégorie: les individus
Des 48 mémoires, 7 ou 14.6% proviennent de simples citoyens. Parmi ces 7 mémoires individuels, 6 (85.7%) ont été présentés par des anglophones et un seul (14.3%) par un francophone (M. Spinhayer, citoyen d'origine belge, qui, d'ailleurs, fut le seul parmi les 48 pétitionnaires à recommander l'unitinguisme français au Québec).

Enfin, globalement, 42 mémoires sur 48 sont d'origine anglophone (87.5 et 6 sur 48 sont d'origine francophone (12.5%).

François Therrien,
Politique, U. de M.



4-5 d'accord:

attention, le pli de votre pantalon n'est pas impeccable; empresses-vous de dénoncer les révolutionnaires car s'il y a une révolution, vous allez y goûter.

Nous avons téléphoné, le soir, à des étudiants du CEGEP afin d'enregistrer leur réaction première face à une éventuelle occupation de leur collège le lendemain matin. Nous - c'est-à-dire le "comité d'action" - leur demandions alors si, insatisfaits des cours et écoeurés du collège ("c'est plate icitte"), ils étaient prêts à "occuper" leur collège le lendemain. Sinon, seraient-ils au moins d'accord pour venir à une assemblée d'information. "Demain matin on se réunit et on veut organiser l'occupation du collège afin de discuter librement (avec les profs si possible) de nos problèmes car on est conscient de perdre notre temps dans le système actuel". A la fin, nous leur disions que c'était un "sondage d'opinion" pour le QL. Bref, le jeu prévu fut bien joué.

Ignoré par un peu tout le monde (on n'a pas "contesté" l'an dernier), le CEGEP St-Laurent (1.500 âmes) nous apparut la cible parfaite pour notre petite enquête-provocation. D'origine petite-bourgeoise, l'étudiant-type (âge moyen: 18 ans) est satisfait. On a aboli le 10% d'absences mais les étudiants sont quand même intéressés à suivre leurs cours. Aucun groupe d'action "clandestin" à l'oeuvre, et le syndicat étudiant est de type traditionnel, représentatif. La direction des Services aux étudiants est en train de mettre sur pied un centre social, selon la politique actuelle "d'intégration" menée depuis l'an dernier à l'échelle du Québec. Toutefois, on dit que si René Lévesque allait parler, il y aurait 500 étudiants pour venir l'écouter...

Cette "enquête-kétaine" avait aussi pour but de "démystifier" le soi-disant sérieux des enquêtes scientifiques dites objectives. Parce que nous, on y croit plus du tout à ces enquêtes (écrites ou parlées) où "l'opinion publique" prétend s'exprimer. Car le gars dit son opinion, et on fait passer celle-ci pour représentative de la "majorité populaire". Au fond, on peut faire n'importe quoi avec les "résultats" d'une enquête, cela dépend uniquement de sa méthode ou des questions utilisées. Alors, qu'ossa donne.



vérifiez votre quotient psycho- contestataire

Pour vérifier votre quotient psycho-contestataire, vous n'avez qu'à calculer le nombre de fois où vous êtes d'accord avec les gars et les filles du Cegep St-Laurent qui ont répondu à notre enquête-kétaine. Si vous obtenez un total de:

0-3 d'accord:

vous êtes un étudiant radical et dangereux. Surveillez les autorités et inscrivez-vous au MSP.

9-12 d'accord:

vous êtes sur la pente rapide de l'assimilation à la société de consommation et à moins d'un coup de barre énergique, vous risquez de ne plus jamais devenir quelqu'un qui vit et qui crée.

OUI

NON

1) fille :

"D'accord, j'y serai" (très enthousiaste)

☐☐

2) gars :

"J'y serai", sûr de lui semble-t-il.

☐☐

3) fille :

elle hésite, n'est pas certaine; "Peut-être" répond-elle.

☐☐

4) fille :

"Je suis satisfaite des cours mais je le ferais par solidarité".

☐☐

5) fille :

"Je suis satisfaite des cours"; probablement que je discuterais avec les occupants", "je ne m'ennuie pas au Cegep." "Va-t-il y avoir quand même des cours demain?"...

☐☐

6) fille :

"Les cours sont pas mal bons"; "mais je viendrais voir si l'occupation fait mon affaire".

☐☐

7) fille :

"Qu'est-ce que tu penses que ça va donner? On perd notre temps. J'ai un prof de maths qui essaie de donner un bon cours mais on passe notre temps à l'écœurer. Pense à tout ce que ça va donner... au départ."

☐☐

8) fille :

"Pour quelle raison? C'est fort! Pas tellement pour ou contre. J'aime pas certains cours, comme linguistique. Ce que j'aime est mal enseigné. Je veux juste voir. A priori je vois pas tellement de raisons parce que je ne vais pas souvent au cours, je trouve ça trop endormant."

☐☐

9) gars :

"Je suis entièrement pour. Ça devrait se faire dans tous les Cegep. Questions pédagogiques: libre détermination à tous les niveaux par tous les étudiants. Il faut s'attaquer aux structures de l'enseignement, qui sont dépassées."

☐☐

10) fille :

"Les cours sont pas si pire que ça, ça dépend des cours. C'est pas par la contestation qu'on peut arriver à changer ça. Occuper par solidarité? J'sais pas. Je viendrais au début, si l'occupation se fait sans casse. Mais si c'est platte, je partirais."

☐☐

11) gars :

"J'suis satisfait des cours, jusqu'à une certaine limite. Je m'ennuie mais en dehors des cours. Je viendrai m'informer demain matin."

☐☐

12) fille :

"Je suis contre la contestation. Les cours sont intéressants donc je n'ai pas à me plaindre".

☐☐

13) fille :

"Les cours sont intéressants, pourquoi occuper? Si ceux de Cegep l veulent occuper ou contester, c'est parce qu'ils ne sont pas adaptés. De plus c'est parce qu'ils sont dans une période de transition."

☐☐

14) gars :

"Je suis satisfait des cours. Nous avons présenté nos revendications à la direction des services pédagogiques, mais nous n'avons reçu aucune réponse. Les profs te donnent un cours et tu es obligé de le prendre, comme partout ailleurs."

☐☐

15) fille :

"Je ne suis pas au courant de ce qui se passe. Ça ne marche pas avec les profs, il n'y a pas d'ambiance et le moral est bas. La contestation n'améliore pas fondamentalement, les autres méthodes non plus."

☐☐

16) gars :

"Je suis assez satisfait malgré les horaires de cours. Je serais prêt à suivre, à participer par solidarité. Il faut d'abord discuter, c'est après les solutions. Mais je ne vois aucun problème présentement."

☐☐

17) fille :

"Je suis très satisfaite, les autres aussi. S'il n'y a pas d'autorité c'est l'émeute, comme le 7 octobre à Murray Hill. Il faut toujours quelque chose au dessus. On peut améliorer les cours. Mais je suis contre l'occupation, c'est de la grosse discussion qui donne rien."

☐☐

18) fille :

"Oui, je suis satisfaite. Je suis d'accord pour discuter avec les occupants. Mais je préconise les journées d'études. Je n'ai pas aimé octobre '68 parce que les étudiants, ici, se sont assis et ont tout attendu du syndicat étudiant."

☐☐

19) gars :

"Je ne suis pas d'accord avec l'occupation. Les cours me satisfont."

☐☐

20) gars :

"Sa mère nous répondit: "Mon garçon ne veut pas se faire déranger, il est très fatigué."

☐☐

OUI

NON

☐☐

le cegep de jonquière bilingue d'ici trois ans?

Roméo Bouchard et Jean-Pierre Dallaire.

un projet inquiétant

Au coeur d'une région qui compte moins de 3% d'anglophones, le rêve d'une société bilingue commence à prendre forme. Nous sommes en mesure de croire que des personnages influents caressent le projet de transformer le Cegep de Jonquière en institution bilingue alors même que la résistance à l'anglicisation prend des formes parfois violentes à Montréal.

Sans consultation aucune auprès de la population, des élites locales multiplient les manoeuvres de nature à implanter le bilinguisme au niveau de l'enseignement. Un rapport inquiétant, signé par trois

cadres pédagogiques du Cegep de Jonquière l'an dernier, de même que certains faits vérifiables servent à motiver l'inquiétude de plusieurs personnes pour qui l'implantation du bilinguisme et de l'anglais comme langue d'enseignement et de travail ne sont pas des choses à accepter sans critique.

Après le mois difficile de contestation de l'an dernier à Jonquière, trois professeurs sont chargés par la direction du Cegep d'aller étudier sur place les possibilités d'échange d'étudiants et l'organisation des collèges américains en Nouvelle-Angleterre. L'objectif de la mission traduit bien les préoccupations permanentes de la direction collégiale: enseignement amélioré de la langue anglaise et retour à l'ordre. Les trois enquêteurs choisis pour la mission ne sont pas des inconnus puisqu'il s'agit de personnes influentes dans le contexte scolaire autant que socio-politique régional.

rapport très confidentiel

Monsieur le Directeur Général

"Nous tenons tout d'abord à vous remercier de nous avoir choisis

comme délégués de l'institution et à vous féliciter de cette décision qui s'inscrit dans une perspective dynamique de Cegep".

Suit un accord de principe sur les échanges. On recommande qu'on mette en branle un mécanisme qui permettrait un maximum d'étudiants pour une première expérience.

Ce sont: Gaston Vandal, directeur des services aux étudiants. Rodolphe Gagnon, responsable à l'époque du secteur des sciences humaines, actuellement responsable de l'aide pédagogique individuelle. M. Gagnon a été directement impliqué, soit au Conseil économique régional, soit dans le projet du Croissant vermeil (Saguenay-Lac-St-Jean, Côte Nord) avec les chambres de commerce de ces régions.

Roger Pilote, directeur du département des techniques administratives au Cegep de Jonquière et candidat officiel du parti libéral provincial dans le comté Lac-St-Jean.

Dans son essentiel, le rapport soumis au conseil d'administration du Cegep encourage les échanges d'étudiants entre Jonquière et la Nouvelle-Angleterre. Il situe ses recommandations dans un cadre idéologique continental et nord-améri-

cain et est amené à proposer que le Cegep de Jonquière devienne bilingue d'ici trois ans.

Il va sans dire que de telles recommandations ne passèrent pas sans quelques réticences au Conseil d'administration qui le fit ré-étudier par une commission de trois membres composée cette fois de M. Lionel Gaudreault, directeur de la recherche au Cegep de Jonquière et américainophile bien connu, en plus de messieurs Gagnon et Vandal. Lorsqu'il revint à la commission pédagogique avec la mention "très confidentiel", il suscita de nouveau des réticences. Le département d'Anglais du Cegep écrivit un contre-rapport s'inscrivant en faux sur la pertinence des recommandations et la qualification même des enquêteurs sur le sujet. La commission pédagogique entière appuya les positions des professeurs d'Anglais. Ce qui eut pour résultat de neutraliser la mise en application des recommandations du rapport initial.

— que le bénéfice des échanges n'est pas un droit pour l'étudiant ou le professeur mais un privilège qu'il faut se mériter; (VI, 2)

"Etant trois "continentalistes" ou "nord-américains", un Québec indépendant ou unilingue français nous semble une aberration mentale - nous ajoutons les suggestions suivantes:"

— qu'un membre du Conseil d'administration soit un Québécois anglais de la région; (VI, 6)

— que notre Cegep devienne une institution bilingue d'ici trois ans (VI, 7)

— que dès l'an prochain, des cours réguliers donnés à plusieurs exemplaires, le soient et en français et en anglais; nous pensons tout spécialement à des cours dans les sciences pures, économiques et administratives; (VI, 8)

— que l'enseignement de l'Anglais soit réétudié en profondeur. A la lumière des informations reçues, nous croyons qu'il faudrait confier à Berlitz l'enseignement de cette langue. Tous nos étudiants au cours d'une session de la première année pourraient recevoir 7, 8 ou 9 cours par semaine.

"Qu'on trille sur le volet les étudiants de Jonquière qui iront faire une session à St-Francis". (Maine) (11) Au sujet des coûts d'une telle opération, on recommande:

Que le Collège refuse de jouer le rôle du "Père Noël" à l'égard de ses étudiants.

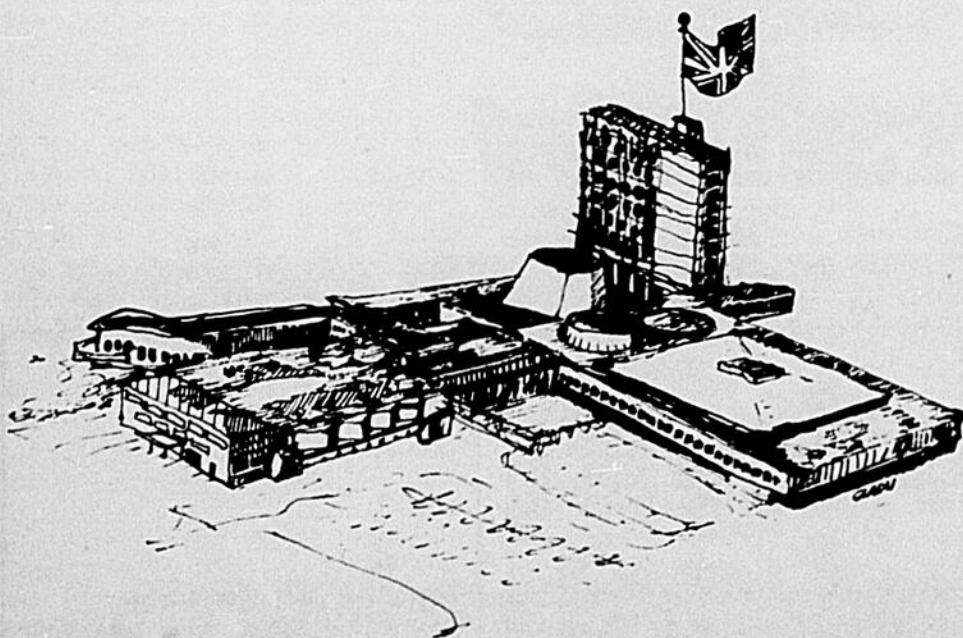
Que ceux qui veulent bénéficier de ce système d'échanges se logent et se nourrissent et se transportent à leurs propres frais.

Que le Collège, s'il devait faire la moindre concession, la fasse au plan du transport mais pas ailleurs, car une fois compromis dans la "masturbation sociale" on ne pourra plus reculer.

On dira plus loin que le Québec aurait avantage à reviser sa politique actuelle d'aide à l'étudiant sinon la "province" risque la faillite économique et le parasitisme social.

Le chapitre VI (6) intitulé "Prospective" nous semble le plus important car il resitue les recommandations du groupe d'étude dans leur contexte idéologique:

"Notre retraite fermée nous a permis de voir le problème d'une façon globale. C'est pourquoi, aux recommandations antérieures, nous ajoutons celles-ci:"



une politique de bilinguisme

Mais ce qui semblait être le sort inévitable de tout rapport relégué au comité d'étude, ne fut pas le cas pour celui des professeurs continentalistes. Est-ce dû au fait qu'ils ont des appuis très sûrs au niveau de la direction? Plusieurs faits indiquent que l'idée de base de leur rapport, le bilinguisme au Cégep de Jonquière, marque des points dans les faits.

I - Le département d'Anglais prend de l'importance

1) Alors que l'an dernier trois professeurs dispensaient 4 cours d'Anglais au Cégep de Jonquière, cette année, 7 professeurs dispensent huit cours différents durant 93 heures d'enseignement.

Un rapide calcul permet tout de suite de constater qu'au moins 31 groupes d'étudiants suivent 3 heures d'Anglais par semaine. Il arrive en plus que ces cours d'Anglais, optionnels en apparence, sont quasi-obligatoires. Ceci pour deux raisons principales:

(a) la quantité disproportionnée de cours d'Anglais offerts fait que pour plusieurs étudiants aux prises avec des problèmes d'horaire, c'est le cours complémentaire par excellence.

(b) On argumente du côté de la direction, que "l'Anglais facilite l'accès à l'Université et au marché du travail".

2) On dénote une mutation significative dans l'orientation donnée à l'enseignement de l'Anglais. L'an dernier cet enseignement était envisagé comme un supplément culturel alors que cette année, on vise beaucoup plus à un enseignement destiné à l'utilisation courante de cette langue sur le marché du travail. Un exemple évident de la politique suivie, c'est qu'on insiste énormément sur une connaissance de toute la terminologie anglaise dans plusieurs secteurs mieux intégrés au marché du travail comme les sciences administratives ou les sciences et techniques de communication et informatiques.

A noter que plusieurs professeurs et étudiants soupçonnent que le cours en sciences des communications (journalisme) soit le département pilote pour un bilinguisme éventuel.

3) Dans le secteur technique on encourage fortement l'emploi des manuels anglais. D'après le témoignage

de certains étudiants, ces derniers achètent deux volumes anglais pour un français.

4) A la bibliothèque du Cégep de Jonquière, sur 56,000 volumes plus du tiers sont en langue anglaise (35,000 français et 21,000 anglais).

II - ARVIDA: un autre St-Léonard

L'enseignement de l'Anglais fait des progrès étonnants dans la paisible cité d'Arvida, chef lieu de l'Aluminum Company of Canada, épine dorsale de l'économie régionale. Signalons que le Cégep de Jonquière est situé dans un complexe urbain comprenant les villes de Jonquière, Chicoutimi, Kénogami et Arvida, en plus des paroisses environnantes.

1) L'évolution a été très rapide. D'une institution unilingue française il y a deux ans, l'école primaire St-Mathias est aujourd'hui officiellement unilingue anglaise. St-Mathias est un quartier composé presque uniquement de résidents francophones, pour la plupart travailleurs syndiqués de l'Alcan.

2) L'école St-Patrick, institution d'Arvida faisant partie du système d'enseignement anglophone régional, est devenue depuis l'an dernier, une école bilingue. Mais ceci témoigne plutôt des progrès de l'enseignement de l'Anglais dans cette ville puisque les étudiants francophones qui s'y inscrivent s'anglicisent graduellement.

3) Toutes ces choses se sont passées à Arvida alors que M. Maurice Parent était président de la Commission scolaire locale. Or il arrive que c'est ce même monsieur Parent qui est actuellement président du Conseil d'administration du Cégep de Jonquière. Dernièrement, au cours d'une rencontre avec le Conseil d'administration de l'Université voisine de Chicoutimi et des représentants de l'industrie régionale, il faisait une prise de position officielle contre l'unilinguisme français au Québec et pour le bilinguisme. Ce sont plus que des coïncidences peu rassurantes dans le contexte actuel.

III - Le Cégep engage un chef de police

Après des mois de contestation particulièrement violente à Jonquière l'an dernier (les forces policières locales vinrent déloger les étudiants qui occupaient les lieux en octobre), la restauration de l'ordre était l'un des objectifs que recherchaient les 3 enquêteurs nommés plus haut.

Leur rapport en parle en termes très concrets et pas toujours édi-
fians.

De toute façon, on était déjà décidé sur ce point, au Cégep, en engageant un individu du nom de Fernando Dicaire.

Fiche anthropométrique sommaire de l'individu Fernando Dicaire: 1- Chef de police à Jonquière durant plusieurs années;

2- Partisan avoué de la peine de mort et des méthodes policières traditionnelles;

3- Il était à la tête des policiers qui vinrent déloger les occupants du Cégep l'an dernier;

4- En janvier-69, il signe un contrat de travail de trois ans avec le Cégep (\$10,000.00 par année en salaire, avec augmentation automatique de \$500.00 annuellement) Ceci lui permet d'être successivement chef de la sécurité et "animateur", de janvier à septembre, et responsable de la résidence des étudiants depuis la nouvelle année scolaire;

5- Nonobstant, citoyen exemplaire et probablement bon père de famille.

A noter que le rapport soulignait qu'à l'Université du Maine, 90% des étudiants vivaient en résidence et que le directeur des services aux étudiants, de même que le directeur des résidences étaient d'anciens colonels de l'armée.

Tous ces faits, alliés au rapport en question, ne nous permettent sans doute pas de conclure à l'anglicisation de toute la région du Saguenay-Lac-St-Jean et à l'installation définitive du bilinguisme au Cégep de Jonquière mais ils justifient au moins une inquiétude grave.

Les personnes en cause ne sont pas de simples citoyens. Tous sont des élites locales. Leurs agissements et leurs déclarations doivent donc être pris en considération par la population. D'autant plus que le sujet en cause concerne justement le débat linguistique qui est d'une actualité vitale au Québec.

La population, les étudiants, les syndicats et les groupes de pression progressistes de la région du Saguenay-Lac-St-Jean ont le devoir d'intervenir dans ce débat. Nous trouvons intolérable que des personnalités occupant des postes responsables fassent des déclarations de principes aussi controversées à huis-clos et posent des gestes aussi lourds de conséquence pour l'avenir de toute une région, sans plus se soucier de l'avis général.

BORDÉAU DE TRANSMISSION		Date
N°:		
A:		
S'IL VOUS PLAÎT		
☐ Mettre et classer	☐ Pour votre approbation	
☐ Mettre et retourner	☐ Tel que demandé	
☐ Répondre	☐ Pour votre information	
☐ Faire le nécessaire	☐ Pour vos commentaires	
☐ Préparer une réponse	☐ Pour votre signature	
Commentaires:		

Le rapport très confidentiel

les responsables s'expliquent

M. RODOLPHE GAGNON co-auteur du rapport; responsable de l'aide pédagogique individuelle.

R.G. — Le projet a été abandonné en cours de route et pour bien comprendre ce qu'il signifie, il faut se replacer dans le contexte. Nous cherchions avant tout à faire choc afin de provoquer les discussions au conseil d'administration, en ce qui concerne l'enseignement de l'Anglais. Quelle importance devrait-on y accorder, quelle méthodologie serait appropriée et quels devraient être nos rapports avec l'élément anglais dans la région?

Q.L. — Comment expliquez-vous l'idéologie qui préside au rapport?

R.G. — Attention, il faut tenir compte de notre objectif de provoquer la discussion.

Q.L. — Cela ne va-t-il pas de soi que le Cégep soit français?

R.G. — Il y a le problème de l'existence d'une minorité anglaise dans la région. C'est un 3% qui doit sortir de la région pour faire ses études collégiales. Ce sont des questions de fond que nous avons posées. On pouvait y répondre par un oui ou un non; je conçois qu'il n'y ait pas de réponse absolue.

c'est comme ça qu'on détruit le Québec

Les faits que nous rapportons n'ont sans doute pas la gravité tragique de ceux qui sévissent dans Pontiac ou à Montréal. Mais ils démontrent tristement le réseau d'inconscience, d'irresponsabilité et de complicités qui compromettent chaque jour davantage la possibilité pour les Québécois modernes de vivre en français et de sortir de leur asservissement économique.

A Jonquière comme ailleurs, les dirigeants scolaires, consciemment ou non, se font les valets de l'Alcan et de Price Brothers, lesquels dominent la vie économique au Saguenay. Parce que 3% d'anglophones sont en quelque sorte la cour de l'Alcan et de Price, les dirigeants scolaires croient faire preuve de largeur d'esprit et servir l'avenir des jeunes Québécois en les préparant le mieux possible à travailler dans la langue de leurs patrons et

Q.L. — Quelle est votre opinion sur le débat linguistique en cours au Québec?

R.G. — Ce document n'est pas un document politique. De plus, il est oublié actuellement.

Q.L. — Mais alors, comment expliquez-vous les développements actuels du côté de l'Anglais?

R.G. — Il n'y a pas d'accroissement des cours d'Anglais au département des sciences humaines. Il y en a au département des communications par exemple mais c'est nécessaire; on ne fait pas de journalisme sérieux sans savoir l'Anglais. C'est la même chose dans le secteur technique. Mais de là à être partisan de l'assimilation... Je pense que les étudiants ont besoin de se familiariser avec l'Anglais pour des raisons techniques et culturelles. Mais je le répète, le projet n'est pas passé. De plus, je n'ai plus de rapport avec le C.E.R. ni avec le projet du Croissant-Vermeil. Ça limite donc mon influence.

M. PAUL-ARTHUR FORTIN, directeur général du Cégep.

P.A.F. — (en riant) Le rapport dont vous parlez est une chose du passé et d'ailleurs, les 3 enquêteurs eux-mêmes divergent sur ses conclusions. C'est vrai qu'ils ont signé un rapport commun; c'est sans doute une erreur. Nous aurions dû l'expliquer aux gens qui l'ont reçu.

en prônant le bilinguisme, au lieu de promouvoir efficacement, comme on s'y attendrait, le redressement culturel et économique de leurs compatriotes.

Quand, au cœur de la région la plus française du Québec et dans un Cégep-pilote, les dirigeants de l'éducation supérieure font des professions de foi dans le continentalisme et le bilinguisme, favorisent l'étude de l'anglais comme langue de travail et l'utilisation de manuels anglais dans les secteurs techniques, scientifiques, administratifs et des communications, investissent des sommes importantes pour équiper une bibliothèque bilingue, organisent des échanges d'étudiants avec les États-Unis, modifient les structures du Cégep pour pouvoir accueillir et favoriser un 3% d'étudiants anglophones, quand un Conseil d'administration de Cégep à Jonquière compte au moins deux de ses membres canadiens français qui envoient leurs enfants à l'école anglaise, étudie des rapports commandés par lui et rédigés par ses hommes de confiance qui ne suggèrent rien moins que l'implantation du bilin-

Q.L. — Pourquoi avoir choisi les États-Unis plutôt que tout autre endroit comme lieu de recherches?

P.A.F. — Mais parce que c'était plus près! De plus, les contacts étaient plus faciles parce qu'on nous avait déjà approchés dans ce but du côté du consulat américain. Également, nous gardions en mémoire le fait que plusieurs étudiants avaient fait des demandes pour des échanges d'étudiants.

Q.L. — De toute façon, si le rapport a été oublié, certains faits indiquent que l'idée de base persiste. Ainsi, on nous dit que le tiers des volumes à la bibliothèque sont en Anglais.

P.A.F. — J'ignore moi-même l'existence de chiffres définitifs sur la répartition des volumes à la bibliothèque. Précisément, nous attendons des chiffres sur la question. Qui vous a fourni ces renseignements?

Q.L. — Une personne qui travaille à la bibliothèque du Cégep.

P.A.F. — Vous avez peut-être raison mais personnellement, j'ignore les chiffres précis.

Q.L. — L'important, n'est-ce pas que tout cela dénote un changement dans l'orientation donnée à l'enseignement de l'Anglais, qu'on envisage l'Anglais plus comme une langue de travail qu'un supplément culturel?

guisme dans le Cégep d'ici trois ans, et enfin, ne craint pas de se réunir fréquemment au Manoir de l'Alcan, quand, en plus, avec une inconscience ou une malhonnêteté étonnante, on laisse croire qu'il n'y a là que des intentions éducatives et culturelles, on commence à comprendre ce qui se cache derrière le débat Québec français-Québec bilingue, derrière le débat St-Léonard et Bill Pagé.

Aujourd'hui encore, de petites élites font la cour aux colonisateurs et n'hésitent pas en conséquence, pour se mériter de l'avancement, à entretenir leurs compatriotes dans l'humiliation et la pauvreté. Il est plus que temps que les étudiants, les professeurs et la population prennent conscience que de tels agissements, en plus de desservir leurs intérêts culturels et économiques, en les maintenant dans un statut de colonisés, pèsent lourdement sur l'avenir du Québec, à un moment où il est de plus en plus clair que le Québec sera français ou ne sera pas, où il est de plus en plus clair que le bilinguisme ne

BONNEAU DE TRANSMISSION		Date
NOM		
A.		
S'il vous plaît		
☐ Retour et alouer	☐ Pour votre approbation	
☐ Retour et retourner	☐ Tel que demandé	
☐ Répondre	☐ Pour votre information	
☐ Faire le nécessaire	☐ Pour vos commentaires	
☐ Travailler une réponse	☐ Pour votre signature	
Commentaires		
<i>Rapport très intéressant</i>		

P.A.F. — Seriez-vous contre le fait qu'un individu, au Quartier Latin, par exemple, parle trois langues?

Q.L. — Là n'est pas la question!

P.A.F. — Les deux optiques ne s'opposent pas. L'Anglais est nécessaire en Amérique du Nord, à la fois pour ceux qui veulent travailler et ceux qui en sentent le besoin sur le plan culturel; ceux qui veulent voyager par exemple.

Q.L. — Quelle est votre position personnelle quant au débat linguistique qui se livre au Québec présentement?

P.A.F. — Eh bien, disons que je partage les vues de M. Parent, président du conseil d'administration, sur la question.

Q.L. — Il a pris une position nette contre l'unilinguisme et pour le bilinguisme.

P.A.F. — C'est ça.

peut qu'entraîner l'assimilation et la submersion de la majorité canadienne-française par le biais du travail, de l'éducation et de l'immigration. Il paraît peut-être plus normal mais il est en fait beaucoup plus grave pour un Québécois que pour tout autre francophone d'étudier dans un manuel anglais: ce qui est une simple anomalie pour un francophone d'ailleurs devient en fait un choix politique sur l'avenir de son pays lorsqu'il s'agit d'un Québécois. Conscients ou non, les comportements comme ceux que nous décrivons détruisent notre pays.

Tout se tient: de la pédagogie à la politique, de la langue au niveau de vie parce que tout sert, en définitive, aux intérêts du pouvoir et de ceux qui le possèdent.

Mon pays, ce n'est pas nous, c'est l'Alcan;
Mon pays, c'est ceux qui "lèchent" l'Alcan et ceux que l'Alcan engraisse;
Mon pays, ce n'est pas nous, c'est eux.



LES DEVOTS DU SAVOIR

il y en a qui gravissent les degrés de l'université comme ces pénitents
escaladent le grand escalier de l'oratoire à genoux.

il y en a qui se trainent de degrés en degrés d'années en années
comme ces pénitents se hissent de marches en marches jusqu'à l'oratoire
à genoux en baisant une pierre sans résonance.

il y en a qui arrivent au sommet du savoir en étouffant savamment leur révolte
sous des tonnes et des thèses d'érudition comme ces pénitents ravalent
leurs blasphèmes sous la menace toute-puissante d'un dieu omniscient.

il y en a qui arrivent au sommet du savoir comme ces crédules parviennent à
la dernière marche de leur pénitence en agitant leurs mandibules pour
appeler un miracle sur leurs plaies.

il y en a qui arrivent le dos vouté au sommet du savoir en brandissant
leur diplôme comme ces crédules ramassent leur misère jusqu'au pied de
l'oratoire en agitant leurs mandibules et leurs chapelets.

il y a les miraculés de la crédulité
il y a les miraculés du savoir
il y en a qui ne jurent que par les saints
il y en a qui ne jurent que par Sartre, Hegel, Marcuse et Mao...

il y en a dont l'esprit ne s'ouvre qu'à l'entrée d'un ciel
et ne se ferme qu'au bord d'un enfer

il y en a dont l'esprit s'ouvre et se ferme d'un couvert à l'autre
tous ayant des visages dont les traits sont étirés par une distance illusoire

il y en a qui s'égarent en connaissance de dogmes
il y en a qui s'égarent en connaissance de causes
tous s'égarent en connaissance...

il y en a qui délaissent les hommes et les aubes pour la Foi
il y en a qui délaissent les hommes et les aubes pour les Livres
tous délaissant l'essentiel

il y en a qui dissèquent l'âme aux confessionnaux
il y en a qui dissèquent la vie aux laboratoires
tous dissèquant leur âme et leur vie

il y en a et beaucoup trop et ce sont les mêmes et c'est tout le monde
qui collabore puissamment et savamment à une perte mutuelle

rue St-Denis Sept. 69
Michel Bujold

guide de l'organisation du milieu étudiant dans les cegeps

La création des CEGEP et les expressions nouvelles de revendication étudiante ont créé des conflits qui se sont prolongés au cours de l'année dernière entre les étudiants et les administrateurs. Ces conflits ont entraîné un démantèlement de l'organisation étudiante traditionnelle, une censure de l'information et bien souvent une main-mise des administrations sur les services que

les étudiants administraient eux-mêmes. Après le blocage de l'information, chacun restait dans l'ignorance de la vie et de l'organisation étudiantes telles qu'elles existaient dans chaque région. Nous vous présentons ici un guide complet sur l'organisation du milieu étudiant dans les CEGEP, sur le climat qui y règne et sur la perception qu'ont les étudiants de l'encadrement que

les administrations exercent sur eux.

Les renseignements qui s'accumulent dans ces fiches ne sont pas si bruts qu'on pourrait le croire à première vue. A travers la grille nue que constituent ces quelques notations, on voit apparaître, avec le recul, une situation générale qui révèle que la conjoncture présente est bien éloignée de celle de l'an dernier.

AHUNTSIC

Nombre d'étudiants:
2778
général:
1150
professionnel:
1628

ORGANISATION DU MILIEU ÉTUDIANT AGE: oui

cotisation de 12 00.
Référéndum en marche pour évaluer l'intérêt qu'on a de voir établir des services et sur l'indice de participation.

Cogestion:

probablement aux Services aux étudiants.

Groupes d'action:

MSP très actif.

Activités sociales ou culturelles:

ciné-club, radio-amateur, photo-club, troupe de théâtre, cours de danse, judo, sports.

ENCADREMENT DES ACTIVITÉS PAR L'ADMINISTRATION

L'association contrôle le budget et l'organisation et pousse les étudiants à agir mais l'administration tente de mettre sur l'AGE et les services une censure certaine. Déjà on a mis des disques à l'index.

INFORMATION ÉTUDIANTE

Journal: **Cain**. Mensuel, financé par les cotisations.

Radio: vient de se taire. Revue poétique **Corunefois** assez engagée sur certains thèmes de la vie étudiante.

CLIMAT GÉNÉRAL

Il y eut au début de l'année une semaine d'intégration marquée de l'action de groupes anti... La coop connaît des difficultés avec l'administration. Depuis un certain temps tout est trop calme. Le groupe des services essaye de réveiller les étudiants et lors d'une assemblée, 100 étudiants sur 3000 se sont présentés. On n'a pas de griefs et on estime que les professeurs sont mieux que l'an dernier.

BOIS-DE-BOULOGNE

Nombre d'étudiants:
1460
général:
1185
professionnel:
275

ORGANISATION DU MILIEU ÉTUDIANT AGE: oui.

Prise en mains par l'équipe ZGP.
cotisation: non.

Cogestion:

deux représentants étudiants au Conseil d'administration, quatre représentants aux Services pédagogiques, parité aux Services aux étudiants.

Groupes d'action:

ateliers politiques.

Activités sociales ou culturelles:

très active et très vivante Société pour la création d'un orgasme permanent (SCOP).

ENCADREMENT DES ACTIVITÉS PAR L'ADMINISTRATION

L'administration n'intervient pas dans la mesure où sont respectés les règlements.

INFORMATION ÉTUDIANTE

Journal: **Le Cul-de-Sac**, nouveau journal.

CLIMAT GÉNÉRAL

Boite à cours.

CHICOUTIMI

Nombre d'étudiants:
1987
général:
943
professionnel:
1044

ORGANISATION DU MILIEU ÉTUDIANT AGE: disparue récemment.

Cogestion:

deux représentants étudiants au Conseil d'administration et trois étudiants à la Commission pédagogique dont deux veulent démissionner.

Groupes d'action:

MSP, PQ.

Activités sociales ou culturelles:

MASEC (mouvement d'action sociale des étudiants de Chicoutimi) sous l'égide de la pastorale. Arts plastiques, photo, cinéma, jeune théâtre.

ENCADREMENT DES ACTIVITÉS PAR L'ADMINISTRATION

Le Conseil de vie étudiante est composé de quatre étudiants, de deux professeurs ainsi que de deux permanents (deux des quatre animateurs) et du directeur des services aux étudiants qui a le droit de veto.

INFORMATION ÉTUDIANTE

Journal: **Impact**. Bi-mensuel financé par les cotisations.

Radio étudiante CJER. Bureau d'animation. Bureau d'information et de publicité (B.I.P.).

CLIMAT GÉNÉRAL

Certains étudiants ont organisé des initiations. Toutefois, à l'heure actuelle, les étudiants sont dans une phase de contestation et d'auto-critique.

ÉDOUARD-MONTPETIT

Nombre d'étudiants:
1374
général:
841
professionnel:
533
temps partiel:
116

ORGANISATION DU MILIEU ÉTUDIANT AGE: oui.

Survivance incertaine.
cotisation volontaire: 8.00.

Cogestion:

deux représentants étudiants au Conseil d'administration élus par les étudiants hors campus d'aérotechnique au cours d'une assemblée ténébreuse. Traditionnellement, c'est un boycottage à tous les niveaux.

Groupes d'action:

liaisons avec le MSP, groupes d'études théoriques.

Activités sociales ou culturelles:

ciné-club organisé par le Service aux étudiants. Aucune activité organisée par l'AGE.

ENCADREMENT DES ACTIVITÉS PAR L'ADMINISTRATION

Règlements tracassiers qui empêchent systématiquement la tenue d'assemblées libres ou de réunions d'information.

INFORMATION ÉTUDIANTE

Journal: **Antenne**. Format Parti-Pris, 28 pages, paraît au moins quatre fois dans l'année, plus spécial de Noël de 80 pages.

Radio, TV en janvier.

CLIMAT GÉNÉRAL

Désaffection qui décourage toute tenue d'assemblée générale.

FRANCOIS-XAVIER GARNEAU

Nombre d'étudiants:
550
général:
550

S'occupe des services.

**ORGANISATION DU
MILIEU ÉTUDIANT**
AGE: oui.
Cogestion:
deux étudiants au Conseil d'administration.
Groupes d'action:
MSP, Chantiers, Ligue d'information sociale.

INFORMATION ÉTUDIANTE

Journal: **Praxis**, bi-mensuel.
Comité de publicité, le Père Noël (annonces).

CLIMAT GÉNÉRAL

L'initiation faite par l'Age: gros fun plate.
Ce qui est chic, c'est le sport.

GASPE

Nombre d'étudiants:
903
général:
350
professionnel:
550

cotisation de 5.00.

**ORGANISATION DU
MILIEU ÉTUDIANT**
AGE: oui.
Cogestion:
représentation étudiante au Conseil d'administration et à la Commission pédagogique.
Groupes d'action:
PQ, Chantiers.
Activités sociales et culturelles:
ciné-club, café-dansant, théâtre, récitals de chanson.

ENCADREMENT DES ACTIVITÉS PAR L'ADMINISTRATION

Insensible.

INFORMATION ÉTUDIANTE

Journal: **Le Boulé**. Bi-mensuel financé par un fonds déjà constitué, la publicité, les abonnements et une contribution des professeurs.
Radio, comités de publicité et affichage.

CLIMAT GÉNÉRAL

Le climat est froid et on s'y sent anonyme. Les rapports sont plutôt rares entre étudiants et entre étudiants et professeurs. On parle d'ouvrir des discussions avec les professeurs.

HULL

Nombre d'étudiants:
923
général:
60%
professionnel:
40%

Disparue en mars.
cotisation de 12.00. N'a pas été perçue. Par contre les Services aux étudiants ont perçu 15.00.

**ORGANISATION DU
MILIEU ÉTUDIANT**
AGE: non.
Groupes d'action:
PQ (55%).
Activités sociales et culturelles:
il existe un comité culturel, un comité des affaires étudiantes. Accent marqué sur les sports.

ENCADREMENT DES ACTIVITÉS PAR L'ADMINISTRATION

L'encadrement se fait surtout sentir par le comité paritaire. Comme il n'y a pratiquement pas de solidarité entre étudiants, ceux-ci restent assez vulnérables. Quant aux professeurs, ils sont solidement joints à l'administration.

INFORMATION ÉTUDIANTE

Journal: **Le Journal** (information)
Acide (idées)
Paraissent tour à tour à chaque semaine. Financés par une cotisation de 3.00 des services aux étudiants.
Radio sans importance.

CLIMAT GÉNÉRAL

Sentiment d'écoeurement. Pourtant il suffirait d'une étincelle...

JOLIETTE

Nombre d'étudiants:
991
général:
728
professionnel:
263

**ORGANISATION DU
MILIEU ÉTUDIANT**
AGE: oui.
Cogestion:
deux représentants étudiants au Conseil d'administration, trois à la Commission pédagogique.

Groupes d'action:
néant.
Activités culturelles ou sociales:
néant.

INFORMATION ÉTUDIANTE

Journal: **Intellect**.

CLIMAT GÉNÉRAL

Néant.

JONQUIÈRE

Nombre d'étudiants:
2067
général:
700
professionnel:
1300

**ORGANISATION DU
MILIEU ÉTUDIANT**
AGE: non.
Cogestion:
deux représentants étudiants au Conseil d'administration.

Groupes d'action:
MSP, PQ.
Activités sociales ou culturelles:
ciné-club, club de photo, danses, cercles littéraires.

ENCADREMENT DES ACTIVITÉS PAR L'ADMINISTRATION

Animateur, fonds des services.

INFORMATION ÉTUDIANTE

Journal et radio sont entre les mains des étudiants en information. Hebdo de l'administration: **En attendant**. D'autres journaux se préparent à naître.

LA POCATIÈRE

Nombre d'étudiants:
534
général:
420
professionnel:
114

ORGANISATION DU MILIEU ÉTUDIANT AGE: oui.

cotisation de 10.00 perçue à la source.

Cogestion:

deux représentants étudiants jugés non représentatifs siègent au Conseil d'administration. Un représentant à la Commission pédagogique.

Groupes d'action:

un groupe péquiste pas très efficace.

Activités sociales ou culturelles:

pastorale, théâtre, chorale, sports, publicité. Le Comité des activités socio-culturelles est financé par l'administration.

ENCADREMENT DES ACTIVITÉS PAR L'ADMINISTRATION

N'a pas encore été mis à l'épreuve et ne semble pas efficace.

INFORMATION ÉTUDIANTE

Journal: **Le Dôme**. Bi-mensuel conservateur financé par l'AGE.

Feuilles de l'AGE.

CLIMAT GÉNÉRAL

Commence à s'aggraver. On sent qu'il y a très peu de réalisations et il y a un sentiment d'exploitation chez les étudiants. "Le sang bout, ça peut éclater, mais on est bien disposé à comprendre" (Dixit AGE).

LÉVIS-LAUZON

Nombre d'étudiants:
594
général:
482
professionnel:
112

ORGANISATION DU MILIEU ÉTUDIANT AGE: oui

cotisation à la source de 12.00.

Cogestion:

inconnue.

Groupes d'action:

néant.

Activités sociales ou culturelles:

ciné-club, discothèque, danse, rallye - week-end, judo, théâtre.

ENCADREMENT DES ACTIVITÉS PAR L'ADMINISTRATION

Relations cordiales et familières.

INFORMATION ÉTUDIANTE

Journal: **Le Blason**. Paraît aux trois semaines. Financé par la publicité et les cotisations.

Radio, comité de publicité, affichage.

CLIMAT GÉNÉRAL

Calme bienheureux. Les étudiants se sentent très bien.

LIMOILLOU

Nombre d'étudiants:
2514
général:
1500
professionnel:
1000

ORGANISATION DU MILIEU ÉTUDIANT AGE: oui.

cotisation: 10.00.

Cogestion:

représentants étudiants au niveau des départements, de la Commission pédagogique et du Conseil d'administration.

Groupes d'action:

MSP, PQ, Chantiers.

Groupes d'activités culturelles ou sociales:

ciné-club, théâtre du Monocle, clubs.

ENCADREMENT DES ACTIVITÉS PAR L'ADMINISTRATION

L'administration contrôle le budget des activités socio-culturelles, mais le Comité de vie étudiante administré par les étudiants tempère l'activité de la direction des Services aux étudiants.

INFORMATION ÉTUDIANTE

Journal: **L'Andemain**, tri-mensuel, reçoit ses fonds de l'AGE. Radio.

CLIMAT GÉNÉRAL

Les deux derniers numéros du journal ont rendu compte de l'initiation faite par l'AGE. Ouverture d'une maison de campagne. Ça boit. Ambiance: pour plusieurs, c'est comme au secondaire, pour plusieurs, c'est pas comme au secondaire.

LIONEL-GROULX

Nombre d'étudiants:
1665
général:
1020
professionnel:
645
temps partiel:
700

ORGANISATION DU MILIEU ÉTUDIANT AGE: non.

cotisation obligatoire de 3.00 à Ste-Thérèse.

Cogestion:

4 étudiants au Conseil d'administration et 4 étudiants à la Commission pédagogique.

Groupes d'action:

néant.

Activités sociales et culturelles:

ciné-club, local Méphisto (rencontre d'étudiants), atelier de théâtre.

ENCADREMENT DES ACTIVITÉS PAR L'ADMINISTRATION

L'administration est très ouverte en pédagogie. Elle essaie de contrôler le secteur sociologique.

INFORMATION ÉTUDIANTE

Journal: **Le Thérésien**. Bi-mensuel. Financement par cotisation. Radio, TV.

CLIMAT GÉNÉRAL

Boîte de cours. La critique des cours commence à s'amorcer. Il n'existe pas de tension entre l'administration et les étudiants mais plutôt entre les étudiants eux-mêmes.

MAISONNEUVE

Nombre d'étudiants:
1280
général:
860
professionnel:
420

ORGANISATION DU MILIEU ÉTUDIANT

AGE: comité provisoire de quatre membres.

cotisation de 10.00.

Cogestion:

deux étudiants siègent au Conseil d'administration.

Groupes d'action:

atmosphère de répression: clandestinité.

Activités sociales ou culturelles:

ciné-club, arts plastiques, théâtre, chorale, sports.

ENCADREMENT DES ACTIVITÉS PAR L'ADMINISTRATION

Législation serrée. On trouve un aiseur à chaque para-scolaire. Les animateurs servent d'encadrement à leur manière.

INFORMATION ÉTUDIANTE

Journal: **Trait-D'Union**. Bi-mensuel financé par l'AGE.

Radio. Toute publicité doit être approuvée par un comité.

CLIMAT GÉNÉRAL

Une initiation. Quelques assemblées d'information. Profond écoeurément.

RIMOUSKI

Nombre d'étudiants:
1801
général:
1021
professionnel:
780

ORGANISATION DU MILIEU ÉTUDIANT

AGE: syndicat.

cotisation: 8.00 perçus par l'administration, 600 ou 700 dollars n'ont pas été versés.

Cogestion:

représentants étudiants au Conseil d'administration et à la Commission pédagogique.

Groupes d'action:

MSP, clubs politiques. Chantiers. On fait face à un pénible problème de locaux.

Activités sociales ou culturelles:

groupes religieux, théâtre, arts plastiques.

ENCADREMENT DES ACTIVITÉS PAR L'ADMINISTRATION

Tous les services sont organisés par le Service aux étudiants.

INFORMATION ÉTUDIANTE

Journal: pas de cotisation.

2 pages dans **Le Progrès du Golfe**. Radio, TV, une demi-heure par semaine.

Affichage contrôlé, tracts.

CLIMAT GÉNÉRAL

Assez plat. Le milieu est amorphe et on ne s'engage pas. Il y eut beaucoup de participation lors de l'initiation, notamment pour faire des raps.

RIVIÈRE-DU-LOUP

Nombre d'étudiants:
556
général:
185
professionnel:
371

ORGANISATION DU MILIEU ÉTUDIANT

AGE: oui.

cotisation: volontaire de 8.00.

Cogestion:

deux nominations à venir.

Groupes d'action:

MSP.

Activités sociales ou culturelles:

discothèque.

ENCADREMENT DES ACTIVITÉS PAR L'ADMINISTRATION

Chaque organisme a son éducateur conseil.

INFORMATION ÉTUDIANTE

Journal: en devenir.

Radio: comité de publicité composé d'étudiants qui utilisent la radio locale.

CLIMAT GÉNÉRAL

Esprit de participation.

ROSEMONT

Nombre d'étudiants:
1150
général:
85%
professionnel:
15%

ORGANISATION DU MILIEU ÉTUDIANT

AGE: oui.

cotisation: 12.00

Cogestion:

deux représentants au Conseil d'administration.

Groupes d'action:

PQ. En formation, un groupe des anciens de Maisonneuve.

Activités sociales et culturelles:

troupe de théâtre, ciné-club, club d'échecs, club de photographie en formation.

ENCADREMENT DES ACTIVITÉS PAR L'ADMINISTRATION

Subvention des services aux étudiants et offre de deux animateurs.

INFORMATION ÉTUDIANTE

Journal: en formation. Bi-mensuel, 600.00 de fonds.

Le syndicat imprime ses tracts.

CLIMAT GÉNÉRAL

Une initiation organisée par les anciens. Deux danses. Disparition du drapeau canadien. Grande indifférence à cause du nombre élevé de nouveaux. Moyenne d'âge: 17-18 ans.

ROUYN

Nombre d'étudiants:
947
général:
70%
professionnel:
30%

ORGANISATION DU MILIEU ÉTUDIANT

AGE: non.

cotisation de 7.00 pour le journal et les services.

Cogestion:

deux représentants étudiants sur un total de 19 au Conseil d'administration. Au Conseil de vie étudiante, le pouvoir est divisé entre deux étudiants, deux professeurs et deux administrateurs.

Groupes d'action:

aucun sinon une cellule du MSP.

Activités sociales ou culturelles:

ciné-club.

ENCADREMENT DES ACTIVITÉS PAR L'ADMINISTRATION

Si l'administration est plus ou moins anonyme, il existe toutefois un climat de répression à la suite des luttes de l'an passé et les étudiants sentent suspendue sur leur tête une épée de Damoclès.

INFORMATION ÉTUDIANTE

Journal: **Tremplin**. Bi-mensuel de 8 pages dont le financement est à négocier sur la cotisation de 7.00.

Emissions à la TV locale: journal underground **Le Libidineux**.

CLIMAT GÉNÉRAL

Plutôt mort. Il ne se passe rien sinon des contacts réguliers qui se font et des tracts qui sont distribués.

SHAWINIGAN

Nombre d'étudiants:
1250
général:
700
professionnel:
500

ORGANISATION DU MILIEU ÉTUDIANT

AGE: non.

cotisation: l'administration perçoit 10.00.

Cogestion:

deux représentants étudiants au Conseil d'administration.

Groupes d'action:

Chantiers, comité d'action très actif.

Activités sociales ou culturelles:

discothèque, théâtre de poche.

ENCADREMENT DES ACTIVITÉS PAR L'ADMINISTRATION

L'administration leur semble ouverte. Mais il faut noter que ce sont les étudiants qui font des pressions sur l'administration pour que l'équipe de l'an dernier ne publie pas le journal dont ils ont fait l'autodafé.

INFORMATION ÉTUDIANTE

Journal: **Tremplin**. Les crédits sont bloqués. Des étudiants ont entrepris de former un "journal d'information représentatif".
Radio.

CLIMAT GÉNÉRAL

Parfaitement apathique. Les étudiants sont mécontents des bâtiments qui leur servent de collège.

SHERBROOKE

Nombre d'étudiants:
2209
général:
1120
professionnel:
1089

Survivance incertaine: le mandat se termine le 30 octobre.
cotisation de 12.00 remise par l'administration.

ORGANISATION DU MILIEU ÉTUDIANT AGE: oui.

Cogestion:
deux représentants étudiants au Conseil d'administration.

Groupes d'action:
MSP, Comité d'action.

Activités sociales ou culturelles:
troupe de théâtre les Bateleurs, ciné-cegep, comité de danse, café étudiant.

ENCADREMENT DES ACTIVITÉS PAR L'ADMINISTRATION

L'administration subventionne les Bateleurs, le café, la danse, le ciné.
Les règlements des salles font sentir leur poids.

INFORMATION ÉTUDIANTE

Journal: **La Bascule**. Hebdomadaire financé par l'AGE.
Radio.

CLIMAT GÉNÉRAL

Si à l'AGE on s'active, on ne constate rien chez les étudiants.

STE-FOY

Nombre d'étudiants:
2200
général:
50%
professionnel:
50%

Responsable de tous les services.
cotisation: 16.00 dont deux du journal, deux aux sports et un dollar à l'animation.

ORGANISATION DU MILIEU ÉTUDIANT AGE: oui.

Cogestion:
deux représentants étudiants au Conseil d'administration, deux étudiants au Conseil pédagogique (consultatif).

Groupes d'action:
MSP, parti libéral, animateur.

Activités sociales ou culturelles:
ciné-club, théâtre Alpestre, ciné-académie.

ENCADREMENT DES ACTIVITÉS PAR L'ADMINISTRATION

Radio branchée sur CJRP, le CJMS local.

INFORMATION ÉTUDIANTE

Journal: **Animation**, bi-mensuel.
Radio, tableaux dans les classes et bulletin d'information de l'administration.

CLIMAT GÉNÉRAL

Il y a eu une journée d'étude le 29 octobre. Mise sur pied de comités prenant une perspective d'animation. Fourmillement d'organisations.

ST-HYACINTHE

Nombre d'étudiants:
1068 (non officiel) + près de 600 sur Campus de Tracy.
général:
60%
professionnel:
40%

existence incertaine. Des élections se préparent.
cotisation: 4.00.

ORGANISATION DU MILIEU ÉTUDIANT AGE:

Cogestion:
élection éventuelle de deux étudiants au Conseil d'administration et de quatre représentants à la Commission pédagogique.

Groupes d'action:
Compagnie des Jeunes Canadiens.

ENCADREMENT DES ACTIVITÉS PAR L'ADMINISTRATION

Se fait sentir par l'animateur.

INFORMATION ÉTUDIANTE

Journal: **La Griffes**. Mensuel, 16 pages. Financement par cotisation et publicité.
Radio, journal de la C.J.C.

CLIMAT GÉNÉRAL

Désaffection.

ST-JEAN

Nombre d'étudiants:
844
général:
595
professionnel:
249

équipe d'animation de cinq personnes.
cotisation: 20.00 obligatoires répartis entre l'AGE et le journal (10.00), les activités socio-culturelles (5.00) et les sports (5.00).

ORGANISATION DU MILIEU ÉTUDIANT AGE:

Cogestion:
deux représentants étudiants au Conseil d'administration et trois délégués à la Commission pédagogique.

Groupes d'action:
néant.

Activités sociales ou culturelles:
cinécep.

ENCADREMENT DES ACTIVITÉS PAR L'ADMINISTRATION

Se fait sentir par le rôle de l'animateur.

INFORMATION ÉTUDIANTE

Journal: **L'Aiglon**, mensuel.
Le Gugusse, hebdomadaire publié par le Service aux étudiants.

CLIMAT GÉNÉRAL

Les nouveaux s'intéressent aux activités étudiantes.

ST-LAURENT

Nombre d'étudiants:
1500 (non officiel)
général:
1150
professionnel:
350

cotisation: 12.00 dont 3.00 à la radio et 3.00 au journal.

ORGANISATION DU MILIEU ÉTUDIANT AGE: oui.

Cogestion:
deux représentants étudiants au Conseil d'administration, aucun à la Commission pédagogique.

Groupes d'action:
PQ actif.

Activités sociales ou culturelles:
troupe de théâtre, discothèque la Basoche, galerie d'art, club de poésie, chœur de comédie musicale.

ENCADREMENT DES ACTIVITÉS PAR L'ADMINISTRATION

Insensible.

INFORMATION ÉTUDIANTE

Journal: **Le Point**, bi-mensuel, se finance par la cotisation et la publicité.
Radio, feuille aux deux jours, affichage. L'administration veut créer son bulletin (B.I.P.).

CLIMAT GÉNÉRAL

Une initiation organisée par l'administration. Une initiation organisée par les étudiants.

THETFORD-MINES

Nombre d'étudiants:
570
général:
325
professionnel:
245

Exécutif temporaire.
cotisation: 12.00 à la source.

ORGANISATION DU MILIEU ÉTUDIANT AGE: oui.

Cogestion:
deux représentants étudiants au Conseil d'administration et trois à la Commission pédagogique.

Groupes d'action:
se cherchent.

Activités sociales ou culturelles:
domaine où les activités fonctionnent. Ciné-club, théâtre, danse, judo, yoga, etc.

ENCADREMENT DES ACTIVITÉS PAR L'ADMINISTRATION

Assez strict. De l'avis des étudiants, ils fréquentent un collège conservateur.

INFORMATION ÉTUDIANTE

Journal: **Le Filon**. Bi-mensuel financé par les cotisations.

Radio étudiante CCRF. Affichage.

CLIMAT GÉNÉRAL

Plus détendu que l'an dernier. De plus en plus les étudiants s'intègrent dans les activités étudiantes. Les éléments actifs de l'an passé cultivent le laisser-aller.

TROIS-RIVIERES

Nombre d'étudiants:
3100
général:
65%
professionnel:
35%

cotisation de 12.00 perçue à la source et remise intégralement à l'AGE.

ORGANISATION DU MILIEU ÉTUDIANT AGE: oui.

Cogestion:
beaucoup, dit-on. Deux représentants étudiants sur 14 au Conseil d'administration et trois étudiants au Conseil académique.

Groupes d'action:
MSP, groupe actif constitué par l'ancienne équipe du journal qui a eu maille à partir avec l'AGE l'an dernier.

Activités sociales ou culturelles:
ciné-club, gros club de football.

ENCADREMENT DES ACTIVITÉS PAR L'ADMINISTRATION

Selon l'AGE, il n'existe pas l'ombre d'un problème. L'administration est même prête à faire des suggestions. En réalité, l'administration a la complicité notoire du syndicat étudiant. Il existe toute une histoire mondaine du président de l'AGE: celui-ci joue au golf et donne des conférences au club Richelieu, il se monte un gros bureau avec des gros meubles chic tout ce qu'il y a de mieux et s'engage une secrétaire, etc.

INFORMATION ÉTUDIANTE

Journal: **Knout**. Bi-mensuel financé par l'AGE.

A sorti un numéro si inconsistant que même

l'AGE l'a trouvé mou!
Radio, hebdo de l'administration.

CLIMAT GÉNÉRAL

La journée d'accueil a connu un succès énorme. Le football marche à plein. En fait il s'agit d'un milieu bien artificiel. Il y a un bon groupe d'activistes, le reste va au football.

VALLEYFIELD

Nombre d'étudiants:
640
général:
394
professionnel:
246

deux représentants étudiants sur 18 au Conseil d'administration, 3 sur 10 à la Commission pédagogique.

ORGANISATION DU MILIEU ÉTUDIANT AGE: non.

Cogestion:
comité d'action temporaire avorté.

Groupes d'action:
Activités sociales ou culturelles:
club de sciences, musique, théâtre. Dépendent du Service aux étudiants.

ENCADREMENT DES ACTIVITÉS PAR L'ADMINISTRATION

Encadrement inutile, c'est trop calme.

INFORMATION ÉTUDIANTE

Journal: **L'Hémorragie**. Mensuel. Financement par cotisation.

Radio, conférence-minute.

CLIMAT GÉNÉRAL

Boîte à cours. Calme plat. Milieu très amorphe.

VICTORIAVILLE

Nombre d'étudiants:
1000
général:
939
professionnel:
61

cotisation: 12.00

ORGANISATION DU MILIEU ÉTUDIANT AGE: oui.

Cogestion:
représentants étudiants à tous les niveaux.
Groupes d'action:
non.

Groupes d'activités sociales ou culturelles:
parascos, ciné-club, sports, théâtre.

ENCADREMENT DES ACTIVITÉS PAR L'ADMINISTRATION:

Se fait sentir par l'Hebdo-Information.

INFORMATION ÉTUDIANTE

Journal: **L'Eveil**, paraît toutes les trois semaines et est financé par l'AGE.

CLIMAT GÉNÉRAL

L'AGE a élu un exécutif avec une participation de 90%.

VIEUX-MONTRÉAL

Nombre d'étudiants:
6192 (réajustement éventuel en tenant compte d'un indice de départs non signifiés de l'ordre de 5 à 7%).

général:
2883
professionnel:
3309

cotisation autonome de 3.00.

ORGANISATION DU MILIEU ÉTUDIANT AGE: oui.

Cogestion:
deux représentants étudiants siègent au Conseil d'administration jusqu'à la fin d'octobre.

Groupes d'action:
MSP.
Activités sociales ou culturelles:
néant.

ENCADREMENT DES ACTIVITÉS PAR L'ADMINISTRATION

Il n'existe pas de répression organisée, on ne sent aucune opposition.

INFORMATION ÉTUDIANTE

Journal: **Arthur**. Bi-mensuel défrayé en partie indirectement par l'administration.

TV possible d'ici un mois. Radio en janvier.

CLIMAT GÉNÉRAL

Le climat est véritablement écrasant: on se sent perdu dans la masse. Ce qui fait qu'il existe une tension individuelle assez forte. Il y a de nombreux problèmes d'horaire et de professeurs. Enfin on craint l'action en groupe à cause de la répression.

60% des étudiants du Cégep ont choisi le Québec 80% sont d'accord avec les revendications étudiantes

Le nationalisme des étudiants des CEGEP? C'est la première fois, à notre connaissance, que ce sujet fait l'objet d'une enquête quelque peu rigoureuse. Les résultats que nous reproduisons dans cet article sont tirés d'une enquête menée l'an dernier, dans le cadre d'un cours, par un professeur du CEGEP Ahuntsic, M. André Potvin, et un groupe d'étudiants de la même institution.

Un échantillon rigoureux

Le questionnaire, qui compte 150 questions, a été distribué à 183 étudiants (61% de garçons, 38% de filles) répartis entre 7 CEGEP de la région métropolitaine (Ahuntsic, Bois-de-Boulogne, Edouard-Montpetit, Maisonneuve, Rosemont, St-Laurent, Vieux-Montréal). 79% des étudiants interrogés ont entre 18 et 20 ans, 10% entre 21 et 30 ans, 9% entre 15 et 17 ans. 52% des répondants sont de niveau CEGEP-1, 37% de niveau CEGEP-2, le reste étant constitué d'étudiants qui terminaient l'ancien B.A. (14e, 15e).

Par secteur d'étude, les répondants se répartissent comme suit: 38% appartiennent au secteur des Sciences humaines et administratives, 24% au secteur des Sciences techniques, biologiques et chimiques, 19% au secteur des Arts et Lettres, 13% au secteur des Sciences techniques et physiques; 6% des répondants n'ont pas indiqué le secteur d'étude auquel ils appartenaient.

Enfin, chez 71% des répondants, le revenu du père est supérieur à \$5.000 (\$10.000 et +: 25% des répondants; \$7.000 à \$9.999: 20%; \$5.000 à \$6.999: 26%); d'autre part 6% déclarent que leur père a un revenu inférieur à \$5.000, les autres ayant répondu qu'ils l'ignorent ou n'ayant tout simplement pas répondu. 47% ont un père qui travaille dans

un milieu bilingue, 30% dans un milieu français, 11% dans un milieu anglais.

Des résultats partiels

Originellement, ce questionnaire, dont nous ne vous soumettrons que les résultats concernant le sentiment national des cégépiens, comprend en réalité 4 parties divisées d'une façon plus ou moins cohérente, et qui ont pour objets: les relations et affinités de l'étudiant avec son père sur le plan politique, les activités de l'étudiant dans son milieu éducationnel, les composantes du sentiment national, la perception des phénomènes politiques et des événements de l'actualité, les relations Québec-Canada, le degré d'information, la langue et la culture, les problèmes soulevés par l'indépendance du Québec, la participation électorale.

Étant données l'étendue et l'extrême densité du questionnaire (la plupart des questions comprennent un assez grand nombre de choix — questions "fermées" à choix multiple), étant donnée aussi la formulation parfois inadéquate de certaines questions, il ne saurait être question ici de procéder à une analyse des données. D'ailleurs, les regroupements des diverses variables n'ont pas encore été faits et demanderont probablement beaucoup de travail et de temps.

Ce ne sont donc que les résultats bruts de certaines questions touchant le sentiment national (et aussi quelques-unes touchant la contestation étudiante) que nous reproduisons dans cet article. De plus, il est à noter que, les réponses comportant parfois des choix très vastes, nous ne soumettrons que les pourcentages qui nous sont apparus les plus significatifs.

1 Les pôles d'identification: Québec, Canada, Amérique

Dans un environnement donné les individus cherchent à s'identifier à une communauté (politique, économique, culturelle, etc.) et, selon que la communauté concernée est plus ou moins vaste, l'on peut en arriver à déterminer l'importance du sentiment national dans la vie des individus. Ainsi, sur le plan politique, 48% des étudiants interrogés croient ou ont le sentiment d'appartenir à la communauté québécoise, 26% "croient appartenir" à la communauté canadienne, 10% à la communauté canadienne-française et 2% à la communauté américaine.

Sur le plan économique, 65% croient appartenir à la communauté américaine, 13% à la communauté canadienne, 12% à la communauté québécoise et 2% à la communauté canadienne-française. Sur le plan social, 54% croient appartenir à la communauté québécoise, 22% à la communauté canadienne-française, 7% à la communauté canadienne et 3% à la communauté américaine. Sur le plan culturel, 46% croient appartenir à la communauté québécoise, 33% à la communauté canadienne-française, 4% à la communauté canadienne et 4% à la communauté américaine. Sur le plan géographique, 48% croient appartenir à la communauté québécoise, 25% à la communauté canadienne, 12% à la communauté américaine et 4% à la communauté canadienne-française. Enfin, globalement, 55% préfèrent dire appartenir à la communauté québécoise, 15% à la communauté canadienne-française, 13% à la communauté canadienne, 8% à la communauté internationale et 1% à la communauté américaine.

A quel critère fondamental se réfèrent les étudiants des CEGEP pour définir le mot nation? Pour 32% des étudiants, l'expression "communauté de destin (vouloir-vivre collectif)" est celle qui définit le mieux le mot nation; 18% associent davantage la nation à la culture, 12% à "une doctrine ou une idéologie", 9% à la langue, 6% à la race, 6% à l'histoire, 5% à l'organisation politique et 3% au sol ou au cadre géographique.

2 Le Canada: un territoire Le Québec: une communauté

A l'aide de ces fondements, les étudiants des CEGEP définissent leur communauté d'appartenance comme suit: 29% pensent que le critère qui correspond le mieux à la nation canadienne est "le sol, le cadre géographique"; 20% croient que ce critère est l'organisation politique, 12% l'histoire, 12% "une communauté de destin (vouloir-vivre collectif)", 6% la langue. Par ailleurs, 36% disent que le critère qui correspond le mieux à la nation québécoise est la langue, 19% affirment que ce critère est "une communauté de destin (vouloir-vivre collectif)", 16% la culture et 8% "une doctrine ou une idéologie".

A titre de perception de leur propre milieu, 64% des étudiants ont l'impression que la plupart des étudiants des CEGEP se rattachent d'abord à la nation québécoise, 23% ont l'impression que leur milieu se rattache d'abord à la nation canadienne-française, 3% à la nation canadienne, 2% à la nation canadienne-anglaise.

"Quelles que soient leurs opinions politiques", 24% des étudiants estiment que l'objet principal de la fierté canadienne serait "la beauté physique du territoire", 15% "le peuple canadien et sa diversité", 13% "les institutions gouvernementales démocratiques", 7% "l'apport culturel à la communauté canadienne" et 6% "la politique extérieure". Inversement, 41% estiment que les gens devraient se dire nationalistes québécois parce que "c'est le meilleur moyen de préserver son identité collective", 25% parce que "le nationalisme est nécessaire pour parvenir à se gouverner soi-même", 12% parce que "c'est un moyen de se libérer du colonialisme", 10% parce que "la coopération internationale suppose d'abord que le nationalisme soit suffisamment développé". 49% pensent qu'un Québécois ne peut se dire québécois sans être nationaliste, 42% croient que oui.

3 René Lévesque en tête

Enfin, comment le nationalisme des étudiants, québécois ou canadien, se reflète-t-il chez les hommes politiques? Parmi une liste de

20 personnalités politiques, 52% des cégépiens croient que René Lévesque est le plus nationaliste de nos hommes politiques, 13% croient que c'est Trudeau, 8% Bourgault, 4% Bertrand, 4% Caouette, 4% Drapeau, 1% Lesage, 1% Cardinal. Par contre, parmi la même liste, 65% pensent que Bourgault est le plus séparatiste, 19% pensent que c'est René Lévesque, 2% Bertrand, 2% Caouette, 1% Trudeau, 1% Grégoire, 1% Jean-Noël Tremblay.

4 La langue et l'éducation, fondements de l'identité québécoise.

Pour 45% des étudiants, la langue française est "le fondement même de notre identité en tant que nation"; pour 30% c'est "un élément de notre vie nationale"; pour 11%, c'est "un moyen de communication", pour 8%, "un héritage culturel de la France".

Dans quelle mesure associe-t-on langue et culture? 38% estiment que, parmi les différents éléments de la culture, c'est l'éducation qui est la plus importante aujourd'hui; 28% croient que c'est plutôt la langue; 13% pensent que ce sont les moyens d'information, 8% les arts, 8% les institutions, 2% la littérature, 2% "les moeurs, les coutumes et le folklore".

5 L'assimilation, une menace réelle

Compte tenu de l'importance de la langue dans le sentiment national et de la place qu'occupe celle-ci parmi les différents éléments de la culture, comment perçoit-on la situation actuelle de la langue française au Québec, ou encore: quelle est la conscience linguistique des étudiants des CEGEP?

31% des étudiants se disent "assez d'accord" avec l'affirmation selon laquelle "en général, la langue anglaise est un obstacle pour le Canadien français"; 28% se disent "très d'accord" avec cette affirmation, 21% "peu d'accord", 14% "pas d'accord du tout", 3% "très peu d'accord". Les étudiants des CEGEP perçoivent la conscience linguistique de "la majorité des étudiants québécois" comme suit: 45% estiment que, sur le plan de la conscience linguistique, "l'affirmation qui semble la plus juste est que la majorité des étudiants québécois"

ont peur d'être assimilés"; 18% pensent que ceux-ci "ne seront jamais assimilés"; pour 15%, ils "se sentent assimilés"; pour 4% ils "seront assimilés"; 6% n'ont pas d'opinion et 4% "ne savent pas".

Face au problème de l'immigration, 62% se disent "parfaitement d'accord" avec l'affirmation selon laquelle "le fait que les immigrants se tournent vers la langue de travail (l'anglais) constitue un danger qui menace l'existence du fait français"; 27% se disent "assez d'accord" avec cette affirmation, 3% "peu d'accord", 1% "très peu d'accord", 1% "pas d'accord du tout". En conséquence, 47% estiment que le conflit scolaire à Saint-Léonard est "le début de la prise de conscience linguistique des Québécois"; pour 21%, c'est "la preuve que les Canadiens français ne sont pas maîtres chez eux"; pour 8%, c'est "une tempête dans un verre d'eau"; pour 7%, "le premier d'une série de Saint-Léonard"; pour 4%, "un coup monté par les indépendantistes"; pour 1%, "l'occasion pour les anglophones de faire sentir leur domination".

6 Le présent avant le passé

Quelle importance le sentiment national des étudiants des CEGEP accorde-t-il à l'histoire (passé commun) et au territoire? A vrai dire, très peu de questions de l'enquête de M. Potvin touchent à ces composantes du sentiment national.

A propos du passé, 34% des cégépiens ne se disent "pas d'accord du tout" avec l'affirmation selon laquelle "le présent seul nous intéresse vraiment et ce qui est définitivement passé cesse d'appartenir à l'histoire du Canada français"; 22% se disent "peu d'accord" avec cette affirmation, 20% "parfaitement d'accord" et 14% "assez d'accord".

7 Le Labrador nous appartient

A propos de l'attachement au territoire, une seule question traite directement de ce thème et elle concerne l'affaire du Labrador. Ainsi, 53% se disent "parfaitement d'accord" avec le fait que "le Québec doit immédiatement récupérer le territoire du Labrador auquel il a droit"; 15% se disent "assez d'accord" avec ce fait, 3% "peu d'accord"; 4% "pas d'accord du tout" et 22% n'ont "pas d'opinion".

8 La priorité plutôt que l'unilinguisme

Comment s'oriente le sentiment national des étudiants des CEGEP sur le plan politique? D'abord, face à une éventuelle politique linguistique, 48% des étudiants estiment que "donner la priorité à la langue française (langue de travail) serait le meilleur moyen de protéger notre identité nationale; 29% pensent qu'il faut "décréter au Québec l'unilinguisme", 10% qu'il faut "appliquer le bilinguisme". Quant à "forcer les anglophones à parler français au Québec", 32% croient que c'est "juste", 24% que c'est "essentiel", 10% "préférable", 8% "inévitabile", 8% "impensable", 4% "correct", 4% "illogique".

9 Nette majorité pour l'indépendance

Au sujet de la répartition des pouvoirs entre les différents paliers de gouvernements, 67% se disent "favorables à une décentralisation des pouvoirs en faveur des provinces canadiennes", 11% n'y sont pas favorables, 10% "ne savent pas" et 9% y sont "indifférents". Sur le plan des grandes options politiques, être nationalistes, pour 28% des cégépiens, c'est vouloir "la séparation du Québec"; pour 22%, c'est vouloir "la revalorisation du rôle du Québec dans le Canada"; pour 22%, "un statut particulier pour le Québec" et 13% "un Etat associé". Par ailleurs, 51% affirment qu'ils voteraient "pour un parti qui veut l'indépendance du Québec", 23% ne voteraient pas pour un tel parti, 8% "s'abstiendraient", 8% "ne savent pas" et 4% se disent "indifférents".

Quelle que soit leur opinion politique, 31% des étudiants pensent que l'indépendance "va se faire" d'ici 10 ans, 17% d'ici 5 ans, 12% d'ici 20 ans, 8% "jamais", 3% d'ici 3 ans, 3% d'ici 50 ans, 3% dans plus de 50 ans et 19% "ne savent pas". Si elle doit se faire, l'indépendance "devrait se faire" d'ici 5 ans pour 24% des cégépiens, d'ici 3 ans pour 18%, d'ici 10 ans pour 16%, "jamais" pour 13%, d'ici 20 ans pour 9% et 9% "ne savent pas".

Enfin, aux prochaines élections provinciales, 59% des étudiants des CEGEP disent qu'ils voteront pour le Parti Québécois, 5% pour l'Union

Nationale, 4% pour le Parti Libéral du Québec, 1% pour le Parti Nationaliste Chrétien, 2% pour un autre; 3% "ne voteraient pas" et 19% "ne savent pas".

10 80% sont d'accord avec les revendications étudiantes

Puisque toutes sortes d'interprétations et de jugements sont souvent émis par "les gens en place" et par les mass-media au sujet de la contestation étudiante, il serait peut-être intéressant ici de communiquer quelques résultats des questions de l'enquête de M. Potvin qui touchent directement à ce sujet.

Que pensent les étudiants des CEGEP de la contestation qui s'est produite dans leurs institutions l'an dernier? 44% des cégépiens pensent que les revendications étudiantes sont "très valables" dans la situation actuelle; 34% pensent qu'elles sont "assez valables", 11% "peu valables", 2% "très peu valables", 1% "aucunement valables", et 3% "ne savent pas".

Qu'est-ce qui caractérise la contestation étudiante au Québec? 43% des cégépiens estiment qu'elle est surtout "un phénomène social", 24% qu'elle est surtout "un phénomène éducationnel", 14% "un phénomène politique", 8% "un phénomène culturel", 2% "un phénomène économique".

Sur un plan plus large, 65% des étudiants croient que "l'on peut dire que la contestation des étudiants québécois avait des implications nationalistes", 15% croient que non et 12% "ne savent pas". Sur un plan encore plus large, la contestation apparaît à 81% des étudiants "comme un mouvement international"; 10% ne croient pas qu'on puisse la caractériser ainsi et 4% "ne savent pas".

CONCLUSIONS:

- 1- Le nationalisme, est-ce réactionnaire?
- 2- La contestation étudiante, est-ce l'affaire d'une "minorité d'agitateurs"?

François Therrien,
Politique, U. de M.

Toute stratégie étudiante se situe dans un contexte bien spécifique et le mouvement doit en tenir compte. On peut définir la situation politique actuelle au Québec (automne 69) par deux caractéristiques frappantes:

Oct. 69: escalade des conflits et de la répression

1. POLARISATION:

Depuis au moins juin 1968, la polarisation des forces s'accroît d'une façon considérable dans les conflits sociaux (lutte des classes) et nationaux (l'affrontement des deux ethnies).

Dans le secteur syndical, la grève de la construction au printemps 69 est bien significative, de même que l'accroissement de l'action politique de la part de la CSN (le Deuxième Front, l'Opération Anti-Congrès, la récente formation de comités politiques dans les quartiers comme Anjou, etc.). Dans le milieu étudiant, les occupations des CEGEP en octobre 68 et l'Opération McGill marque la montée d'un mouvement étudiant radical comme force majeure qui représente une menace puissante pour le système universitaire et l'État.

Les 24 juin 68 et 69, St-Léonard 68 et 69 et l'Opération McGill représentent une escalade dans les buts et les moyens d'action au plan nationaliste. Les manifestations de masse reviennent plus souvent, deviennent plus violentes et plus populaires. Les Anglais - à Westmount, NDG, McGill - deviennent plus hystériques et prennent panique: pour eux, le Québec est à deux doigts de l'anarchie, du séparatisme, de la révolution, etc.

Toute la communauté anglaise, les étudiants inclus, réagit en devenant plus réactionnaire, plus raciste, plus irrationnelle. A McGill, par exemple, l'administration ne veut faire aucune concession libérale face à l'Opération McGill - c'est leur dernière résistance devant le flot séparatiste / bolchévique - et ils doivent être durs et solides; sinon tout est perdu.

A Québec, le gouvernement et sa "gagne" d'alliés policiers-capitalistes-editorialistes réagissent aussi à droite: ils se sentent fortement menacés par des mouvements radicaux, des éclats populaires. Ils sont effrayés par des forces sociales montantes qu'ils ne peuvent contrôler, ni apaiser, ni pacifier. Le système est évidemment incapable, actuellement, de satisfaire les besoins et les espoirs élevés des étudiants, ouvriers et citoyens. Le gouvernement prend alors le dernier moyen qui lui reste: la répression.

La situation est simple et représente un processus inévitable dans une crise sociale aiguë: les contradictions dans le système augmentent, les adversaires (Anglais-Français, l'establishment - étudiant/ouvrier) "s'extrémisent".

2. REPRESSION JUDICIAIRE / POLICIÈRE:

Les mesures répressives se manifestent à tous les niveaux envers la contestation populaire, depuis quelques années. Mais avec les nouvelles lois dites "anti-terroristes" et les accusations contre Lemieux-Chartrand-Gravel, le gouvernement passe à une nouvelle étape dont le but politique est plus clair et plus extrême: briser les mouvements de gauche, rendre toute action directe presque illégale et emprisonner les "leaders" populaires. Il n'y a plus seulement les arrestations des FLQistes et la brutalité policière dans une manifestation: maintenant on veut détruire les organisations et actions légales. Il s'agit d'une véritable escalade gouvernementale qui aura des répercussions plus fortes, dans le milieu étudiant, que les expulsions d'étudiants et

octobre 2 pour les étudiants du québec



de professeurs de l'année dernière.

Il faut absolument que la réponse des mouvements radicaux soit une contre-escalade consciente, i.e. pousser les contradictions jusqu'au bout par des actions plus militantes et populaires. Seule une stratégie offensive et audacieuse peut lutter contre l'offensive répressive du gouvernement; ainsi nous rendrons la situation politique et économique plus claire en accélérant la polarisation aux niveaux national et social: le centre disparaît, et tout le monde doit choisir l'une des deux options.

Limitier notre action à une organisation auto-défensive ou à la quasi-clandestinité constitue une retraite injustifiable, nous fait perdre l'appui populaire et assure la victoire de l'Establishment. Personne ne défendra les comités ou mouvements inconnus. Il faut reprendre plus fortement encore la lutte publique sur des questions et des campagnes populaires qui ont provoqué la répression, de même qu'il faut mener des actions anti-répression.

TROIS PRIORITES DU MOUVEMENT ETUDIANT

Cela entraîne pour cette année trois tâches prioritaires dans le milieu étudiant:

1. ORGANISATION:

Le mouvement dans les années passées était caractérisé soit par la domination des bureaucraties (UGEQ / AGEUM) soit par la spontanéité sans direction. Il faut dépasser cette oscillation entre deux extrêmes nuisibles pour bâtir une organisation révolutionnaire étudiante qui donne une cohérence au mouvement et aux diverses actions. Au début, cela implique la formation de cellules de militants dans les CEGEP et dans les universités, ainsi qu'un réseau de communication inter-cellulaires et le développement d'un médium d'information parallèle.

2. PROGRAMME REVOLUTIONNAIRE

Il faut développer des programmes de combat avec un contenu vraiment révolutionnaire. L'année passée, on voyait un écart entre la rhétorique et les slogans révolutionnaires et les revendications de type



strictement réformiste et corporatiste (places universitaires, bourses, prêts, actions défensives contre les renvois, etc.). Il faut surmonter cette situation en menant des luttes spécifiques dotées d'un contenu (d'exigences) vraiment radical. La perspective révolutionnaire ne saurait demeurer plus longtemps dans l'abstrait; il faut la concrétiser.

3. BRISER L'ISOLEMENT DU MOUVEMENT ETUDIANT:

Pour que le mouvement étudiant devienne une force sociale révolutionnaire, et pour le défendre contre les répressions massives à venir, il est nécessaire de briser l'isolement du mouvement. Les actions doivent déboucher sur des alliances, dans la pratique, entre étudiants et syndicats, comités de citoyens, etc.

Plus précisément, le contenu d'une contre-escalade étudiante cette année implique au moins:

a) Une stratégie offensive. Les comités d'action doivent, eux-mêmes, choisir les questions et les terrains de combat. L'année passée la grande majorité des luttes était de caractère défensif - contre les initiatives des administrations ou du gouvernement (ou simplement des gestes anti-autoritaires). Une telle situation empêche le mouvement de mener une campagne agressive. Les comités ou cellules ont besoin d'un programme radical et d'une stratégie cohérente s'ils veulent lancer et contrôler un combat. Cela est nécessaire si on veut élargir et radicaliser une base étudiante par une lutte de plus en plus intensive.

b) Au niveau des exigences, il faut absolument dépasser le niveau du "pouvoir étudiant". En soi, le "pouvoir étudiant" ou démocratisation des structures n'a aucun contenu social ou radical, et peut facilement devenir une affirmation des intérêts corporatistes étudiants, donc est facile à récupérer. Le mouvement doit aussi faire une escalade, i.e. intégrer une perspective sociale aux exigences actuelles: enseignement critique et démocratique; renversement des allégeances de classe aux CEGEP et universités pour que, devenus critiques et populaires, ils servent les étudiants et la classe ouvrière (et non pas le gouvernement et les entreprises) par les projets de recherche, la forme et le contenu de l'éducation, les positions politiques, la composition des divers organismes, etc. Avec un tel program-



me, concretisé dans les CEGEP et universités on peut abolir la dichotomie entre rhétorique révolutionnaire et revendications réformistes corporatistes. Cela permet aussi:

c) les alliances spécifiques entre le mouvement étudiant et les groupements de citoyens et ouvriers. Les mouvements peuvent aussi aider aux luttes ouvrières, mais une véritable alliance sera plus facile si ces luttes sont communes quand les étudiants exigent, sur des points particuliers, que leur institution serve les intérêts et besoins des ouvriers et la majorité de la société.

d) il faut intégrer la lutte pour la libération nationale dans la contestation étudiante, c'est-à-dire, créer 2-3-4 McGill, trouver des McGill partout, Noranda en Abitibi, ou le nouveau Dawson College, etc. (Les divers aspects de la révolution québécoise: contestation étudiante, grèves d'ouvriers, manifestations nationalistes sont tous isolés, il faut les intégrer). Il faut aussi faire une escalade dans l'Opération McGill; rien n'est changé depuis le 28 mars, sauf des nouveaux systèmes de sécurité et une attitude plus réactionnaire de la part de l'administration.

4. SECURITE - AUTO-DEFENSE:

Les militants, les cellules, les comités d'actions doivent se défendre contre les expulsions, les arrestations et la désorganisation des groupes par les administrations et le gouvernement. Les moyens techniques (mesures de sécurité, défense contre les gaz, l'information sur les services légaux) sont importants, mais la solution c'est surtout une solution politique: une organisation peut se défendre seulement si elle a un appui populaire, si elle s'implante dans la masse. De plus, contre les mesures répressives on peut mener des actions bien appuyées et efficaces, mais la lutte ne doit pas être simplement anti-répressive, elle doit s'intégrer aux autres exigences primordiales du programme.

Bref, la solution, c'est d'élever la conscience politique de la majorité, de bâtir un grand mouvement radical et de provoquer une escalade du combat par de nouveaux moyens et de nouvelles exigences.

Il va sans dire que tous les points ci-haut mentionnés exigent une organisation radicale de militants-étudiants. A mon avis, c'est le MSP qui est capable de remplir ces tâches politico-organisationnelles.

STAN GRAY

les utopies volent bas

(de l'autogestion à l'analyse)

Il en est qui ont retrouvé le parage de la montagne (l'Université de Montréal), d'autres qui se cherchent dans les dédales de Montréal-en-bas (l'Université du Québec); on se soupçonne peut-être mutuellement de se rabattre sur les aubaines: l'achat sûr ou le dernier gadget...

A lire le Quartier Latin, on n'est guère éclairé sur la perception étudiante de la nouvelle Université; on peut même se demander si cette critique timide, éparse en ses attaques ne souffre pas du défaut universel de simplisme du gouvernement québécois: vision moniste des problèmes d'éducation, de la maternelle à l'université. A Québec, on rêve d'ordre, de production, d'expansion; en face, on résume la contestation globale à des partages équitables de gâteaux: co-gestion, représentativité, pouvoir décisionnel, pouvoir réel. (Q.L. no 2, p. 13). Les deux premiers termes posent déjà la défaite (participation à priori), les deux autres jouent à l'affirmation totale, mais dans quel vide de terrain! Sans parler de la "participation totale" (Q.L. idem), notre cercle carré à nous. Les utopies volent bas.

La grosse caisse

Ils sont rentrés tout de même ceux qui demandent à la "grande majorité" de se retirer de toute négociation à la suite d'un appel de leurs leaders "appel rempli de dignité et d'une exigence absolue", formulé à partir de mots d'ordre dont le moins qu'on puisse dire est qu'ils s'assimilent à une sorte de néo-corporatisme. Nous ne chicanerons pas là-dessus, sachant bien qu'il s'agit d'un balbutiement qui cache une interrogation beaucoup plus fondamentale sur tout le système.

Et voilà le cliché ressorti. Le système, la globalité, le cosmos capitaliste et ses séquelles, le monstre devant lequel nous ne pouvons rien que japper de terreur ou de dégoût, qui arrive toujours à temps pour mettre le "happy end" aux défoilements contestataires.

Les paysages de rêve

Mais qui me dira - si je persiste à m'attaquer péniblement à cette réalité qu'est l'Université du Québec - qu'un grain de sable s'est peut-être infiltré dans notre cycle si bien rodé de confrontation étudiants-administration bureaucratique et qu'à partir de là, la stratégie peut être influencée. Que c'est là, d'ici peu, qu'on sentira la névralgie universitaire et que ceux qui ont préféré le repli sur des "situations claires" (i.e.

de l'U. de M.) se feront passer la réforme, toute belle et sereine, sous le nez, l'ayant flairée comme une simple astuce - un peu moins grosse - du pouvoir.

J.-J. Bertrand peut croire que son gouvernement a fait naître une université "fonctionnelle" (à supposer que son analyse puisse dépasser le calcul du nombre de bâtisses promises et réalisées). Les signes de grossesse allaient en ce sens; en 1966, certains opposaient au rapport Rocher la solution simple: rallonge d'un ou deux campus à l'U. de M., la démographie commandant les dimensions. D'autres, à la prospective plus intelligente, se sont acharnés au projet initial. Reste que la prospective, en matière universitaire, est bien mince, si on pose à priori la nécessité de l'existence d'institutions et si l'on repousse la vision astrale offerte par la cybernétique. On ne rêve alors que de conciliation de l'économisme de "l'université fonctionnelle" et du dynamisme possible de "l'université libérale", centre de recherche et noyau préservé de liberté, en indépendance des superstructures. Cette dernière conception correspond à la fameuse "idée" de l'université, traduite de l'allemand, immaculée en sa conception. On l'a désiré - pourquoi ne pas le dire, honnêtement - à Berkeley, à Nanterre, à Vincennes, à Berlin, et en 1969, à Montréal aussi.

Théoriquement, l'Université du Québec est donc un modèle du genre: structure modulaire, chapelet hiérarchique modifié et surtout modifiable, décloisonnement, mesures de participation étudiante, cadres réels pour la recherche, etc.

Rallions-nous maintenant à la première analyse contestataire pour affirmer que, du premier jusqu'au dernier, on peut démystifier chacun de ces éléments et retrouver la matrice commune, la plus importante, la structure de pouvoir qui, en dernier lieu, n'a pas changé d'un iota. Ainsi en va-t-il de toutes les réformes universitaires; la "Loi d'Orientation de l'Enseignement Supérieur" en est la charte française, typique du genre; elle ne résiste pas à l'analyse. Mais l'expérience en cours devrait justement nous apprendre que le boycottage a échoué là-bas et que la plus belle victoire d'Edgar Faure (auteur de la loi) est sans contredit l'indifférence résignée des étudiants français; qu'on se leurre peut-être sur le sens des comités d'action dont on se plaît à répéter qu'ils portent la relève de nos anciens syndicats. L'état de grâce temporaire des minorités agissantes durera ce que commande la valeur de leur stratégie.

Enfin des maquisards!

"Rentrer ou ne pas rentrer", c'est résumer

un peu vite le choix d'options. Ceux qui prendront le maquis pour s'attaquer à d'autres manifestations d'une répression partout existante, sont les pionniers d'un schisme du "monde des intellectuels", schisme dont nous sommes hélas encore loin. La primauté qu'ils donnent à la vie est le geste le plus neuf s'il débouche sur la création et non sur l'investissement d'énergies dans des projets dits "sociaux" mais où une idéologie judéo-chrétienne charitable masque souvent l'absence de compétence et de visées cohérentes. Il ne suffit pas de dire "i m'écœurent" et de virer le cap vers la CJC pour cesser de s'écœurer. Gaudry ou Pelletier, dans le champ du libéralisme, s'équivalent largement. Opium. On appelle ça faire des méthodes actives entre quatre murs de classe pour oublier les problèmes de corridor, où le traditionnel continue de s'engraisser. Je ne dis pas que les maquisards ni la CJC en sont là; j'évoque, tristement la p. 35 photographie du premier Q.L.

La loquacité de ceux qui rentrent ne révèle d'ailleurs rien de plus. Et c'est pourquoi le procès de l'Université du Québec restera coincé dans la confusion du jury. Citons: "Tel sera l'aspect que prendra l'An II de la contestation: la lutte impitoyable de l'idéologie contre l'utopie destructive et dévastatrice." (Q.L. no 1, p. 41).

Qu'on me permette de croire, en refusant ce gargarisme, que l'idéologie se trouve actuellement mille fois mieux armée et plus dense de contenu que notre "utopie dévastatrice"; que l'investissement idéologique de l'Université du Québec dépasse de loin en solidité son investissement matériel et que par là, la tactique était supérieure.

Le plancher des vaches

Mais justement. "Ceux qui rentrent" ont un terrain de choix. Il faut détourner l'investissement dans ce qu'il a de plus riche et prendre pied sur le terrain. Non en négociant et en définissant des inéquations qui n'apprennent rien au premier venu mais par la constance de l'ANALYSE. Et je ne me rabats pas ici sur la critique constructive (JEC).

Gilbert Tarrab proposait récemment dans "Le Devoir", (2) une explicitation du concept d'animation auquel il rattachait comme une avant-garde l'école de l'analyse institutionnelle. Je me récrie devant cette affirmation de parenté, comme le ferait sans doute Georges Lapassade, principal promoteur de cette nouvelle science, qui tient à rompre avec l'idéologie "intégrative" de la psychosociologie. L'analyse institutionnelle est un mode d'action qui n'a rien

à voir avec l'animation sinon dans certaines de ses connotations physiques.

"Remplacer la pédagogie instituée par l'analyse de l'institution" (3), c'est choisir comme terrain le quotidien universitaire et lui faire dégorger sa signification. Exemple: si l'on étudie la docimologie (1) L'animation... un fourre-tout ou une éthique? Le Devoir, 25/5/69

(2) LAPASSADE Georges, Procès de l'Université, Ed. Belfond, Paris, p. 157
refuser de s'atteler à l'apprentissage avant d'avoir décortiqué les notions de "mesure, évaluation". L'évaluation, dans ses fondements et telle que pratiquée est un non-sens et ce non-sens brille de tous feux au centre des systèmes universitaires, si libéraux soient-ils. Si les étudiants font cette analyse de base, et insistent pour la faire, ils bloquent tout le processus planifié: programmes, pédagogie, examens, etc.

Ainsi en va-t-il de toute discipline; il y a un à priori politique derrière chaque orientation de programme. On l'oublie délibérément dès que se ferme la porte d'une salle de cours. Sauf allusions parfois, timides, rapides. Mais c'est cet à priori qu'il faut faire ressortir, et les rouages qui en découlent. Prendre le système de revers et l'expliquer tout simplement au lieu de lui proposer une solution de rechange telle l'autogestion qui, dans un contexte universitaire, est la fine pointe de l'idéologie de l'appropriation. Le miroir aux alouettes qui nous tient haletants tandis que les gens sérieux travaillent.

On ne démonte pas une horlogerie compliquée à coups de pied. Il faut être un peu plus subtil sinon sadique: défaire le mécanisme pouce à pouce, l'étaler sur la table. Une bonne illustration peut provoquer cent coups de pied au lieu d'un seul; mais cela au bon moment, moment qui n'appartient pas aux minorités agissantes. Détruire l'université, ce sera alors l'empêcher d'atteindre à stabilité, de s'approprier encore une fois la gérance du savoir, ce sera permettre à la culture parallèle de "s'instituer" à son tour en tenant en échec les projets reformulés de l'élite.

Dans cette lutte où la stratégie proposée ne saurait être que provisoire, il est vain de compter les bons et les méchants, maquisards ou participants, nègres ou blancs libéraux. Ceux qui portent ces distinctions en écharpe et tiennent d'avance à rougir leurs blessures glorieuses devraient aussi être passés à l'analyse. Nous avons besoin de voir derrière la scène et ils sont en voie de devenir un spectacle institutionnel permanent.

Lise Bissonnette U. du Q. à M.
(statut ambigu)

Vous vous souvenez de cette Commission Deschênes, dite "Commission conjointe du Conseil et de l'Assemblée, chargée l'automne dernier d'étudier le rôle de l'Université dans la société québécoise? Il appert qu'elle fonctionne toujours, et serait même sur le point de remettre son rapport bientôt. C'est du moins ce que l'on entend dire entre les branches, car quant à eux les membres de cette commission ne paraissent pas particulièrement bavards.

Quoi qu'il en soit, peu importe pour l'instant le travail de la commission et les résultats de ce travail; plus important nous semble l'un des gestes posés par cette commission: l'enquête sur le milieu étudiant, effectuée l'été dernier. Celle-ci, commandée au Centre de recherches sur l'Opinion publique au prix de quelques dizaines de millions de dollars, nous semble révélatrice à plusieurs égards.

Récapitulons les faits. Dans le cadre de ses travaux, la Commission Deschênes a besoin d'un portrait du milieu étudiant universitaire, de ses attentes et des transformations qu'il semble subir. Faute de lien direct avec le milieu étudiant (qui ne possède plus de porte-parole "attitré"), elle fait appel à une agence de sondages publics, le Centre de recherches sur l'opinion publique, qui élabore trois questionnaires: le premier destiné aux étudiants de l'Université de Montréal, le second à ceux des CEGEP montréalais et le troisième au "public en général". 900 étudiants universitaires, 900 cégepiens et quelques centaines d'autres personnes sont interviewées à partir de juin dernier.

Aux étudiants de l'université et des cegeps on administrait un questionnaire assez élaboré qui portait sur l'appréciation que les gens faisaient de l'université, ou du cegep et des changements qu'ils considéraient comme souhaitables. Une partie assez considérable du questionnaire portait sur l'évaluation par les étudiants des événements d'octobre (occupations et journées d'études); quelques questions portaient en outre sur la perception qu'ont les gens de l'avenir politique du Québec.

A cela, rien à redire. L'enquête se veut objective et impartiale et des précautions sont apparemment prises pour que dans les faits elle apparaisse comme telle: dans les deux questionnaires (Cégep et université) il y a deux sortes de questions: les questions fermées et les questions ouvertes. Pour les questions fermées on propose une gamme de réponses: le répondant doit choisir celle qui lui convient le mieux en fonction de la question posée. Quant aux questions ouvertes, c'est plus

crop, ou le mythe de l'objectivité

simplement la question après laquelle on ménage un espace pour répondre. En principe, le répondant peut refuser de répondre et dans le cas des questions fermées, il peut répondre à sa façon si aucune des réponses proposées ne lui convient. Même qu'à la fin on demande au répondant si à son avis "le questionnaire cerne bien les préoccupations étudiantes."

Au total, nous avons donc en apparence le type même de l'enquête "objective", nuancée à souhait et susceptible de constituer un outil privilégié pour cerner toutes les tendances du milieu étudiant telles qu'elles s'expriment.

Et c'est dans la mesure même où elle se donne une allure objective qu'une telle enquête constitue un instrument magnifique permettant au pouvoir — l'université en l'occurrence — de tirer l'information qu'il veut et d'en faire ce que bon lui semble. Toute la mystification de l'objectivité sociologique se révèle dans une telle enquête, et ce à différents niveaux. Voyons-y de plus près, en analysant comme exemple le questionnaire destiné aux étudiants universitaires.

En gros, le questionnaire se divise en trois parties: d'abord une appréciation de l'université et des changements désirables, ensuite une évaluation des événements qui s'y sont déroulés au mois d'octobre, et enfin, intercalées entre ces deux sections, quelques questions portant sur la façon dont on peut envisager l'évolution du Québec et le rôle des étudiants dans ce cadre. En tout 65 questions.

L'essentiel du questionnaire porte au fond sur le type de changement souhaité par les étudiants: on leur demande ce qu'ils pensent de la situation actuelle, quels changements eux-mêmes introduiraient, que retiennent-ils de la période d'octobre dernier considérée comme un temps fort de remise en question. Il s'agit de sonder la profondeur et l'ampleur de la remise en question et de la volonté de changement. Mais voilà: on privilégie un type de changement particulier. Une question significative à cet égard: "Si vous aviez tous les pouvoirs à l'université, quels changements introduiriez-vous?", suivie de "Qu'est-ce que vous maintiendriez?" etc. Immédiatement ceci place le répondant dans une situation hypothétique de pouvoir (donc, il n'en remet pas en cause les fondements) et le force à adopter une attitude réformatrice: modification pédagogique, plus grande participation, etc. . . .

Au chapitre des événements d'oc-

tobre, toute l'appréciation se trouve orientée de façon utilitariste: on demande si l'occupation a été "très utile", "utile", "inutile", "nuisible" aux étudiants. Quant aux résultats, ils sont évalués en fonction des "choses" acquises face au pouvoir en place. Une question se formule comme suit: "Avez-vous le sentiment que l'occupation ou les journées d'études ont donné des résultats auprès de votre département, de votre faculté, et de l'administration de l'Université?". Ceci porte la plupart des étudiants à indiquer comme "résultats" les quelques bonbons (comités conjoints ou réformes pédagogiques) jetés en pâture par l'administration.

La formule des questions véhicule le fait que l'action étudiante n'a constitué qu'un moyen de pression comme les précédents, qui portait sur la revendication de choses particulières face à un pouvoir en place dont on ne contestait que les défauts extérieurs, mais non pas la nature profonde. Le questionnaire cherche à délimiter le sens critique des étudiants dans cette direction. Il demande par exemple s'ils sont satisfaits des différents services offerts par l'université (bibliothèque, salle de cours, centre sportif, etc.) et comment ils considèrent la gestion des administrateurs de l'université: de la sorte, une telle fragmentation de la critique détourne celle-ci d'une mise en cause des finalités mêmes de l'université pour la faire sortir sur des objets particuliers qui sont modifiables sans toucher à la structure d'ensemble.

En outre, le questionnaire fait se concentrer la critique au domaine proprement universitaire en faisant abstraction de la relation qui existe entre celui-ci et la société québécoise. Comme si l'on pouvait changer de façon significative l'université sans transformer la société. Une seule question touche l'avenir de l'université face à la société, et elle propose trois choix: le statu quo, l'intégration à la société (?), et la "mise à l'écart de la société."

Fondamentalement le mouvement d'octobre a révélé que des gens pouvaient être porteurs de leur propre changement, qu'ils effectuaient à la fois dans les gestes qu'ils posaient et dans leur fonctionnement collectif. Une enquête comme celle-ci ne veut montrer par la formulation de ses questions qu'un mouvement corporatiste de pression et de protestation, exécuté par une collectivité qui attendait du pouvoir en place qu'il effectue des changements pas trop différents de ceux que l'on désirait traditionnellement: changements quantitatifs portant sur des choses parcelaires à modifier sur une nou-

velle répartition du pouvoir.

Autre exemple de questions vicieuses? En voilà: concernant l'orientation du Québec telle que souhaitée par les gens, la question propose un choix entre trois réponses: a) "Le Québec a de plus en plus besoin d'ordre et d'autorité" b) "Le Québec doit chercher à maintenir le statu quo" c) "Le Québec a besoin de la participation collective à la vie politique". Bien évidemment, la plupart des gens choisissent le troisième énoncé, qui ne signifie strictement plus rien.

On pourrait allonger la liste des questions insidieuses de ce genre.

Insidieuse, une telle enquête l'est dans la formulation des questions: l'optique y est carrément réformatrice, et les problèmes soulevés se trouvent fragmentés les uns par rapport aux autres. De la sorte, les répondants sont conditionnés par la logique sous-jacente au questionnaire et l'enchaînement des questions à entrer dans cette optique où seules comptent au fond les modifications partielles à l'intérieur d'un ensemble qui n'est pas remis en question. Les centres d'intérêts se trouvent détournés des fins vers les moyens: on demande à l'étudiant-consommateur s'il est satisfait des différents services qu'on lui offre pour sa "formation".

Une telle enquête est également insidieuse par l'interprétation que l'on en fait...et qui découle logiquement de son mode d'application. On cherche à tirer des données une série de pourcentages, de moyennes, de fréquences quant à l'appréciation de chacune des questions posées. Et de ce qui n'est qu'une fréquence statistique accolée à une question mal posée, on veut faire une "loi de la majorité", indépendamment des facteurs de changement (que l'on ne cherche pas à déceler) et indépendamment de ce qui ne peut pas être compilé par un tel mode de recherche, et qui demeure pourtant tout aussi significatif.

En fait, il s'agit de rechercher le portrait stéréotypé d'une moyenne stable du milieu étudiant. Portrait statique s'il en est, qui correspond bien plus à ce que l'on veut voir de la réalité qu'à la réalité elle-même.

A qui la faute? Sûrement pas au questionnaire de l'enquête; ce n'est pas en modifiant celui-ci qu'on obtiendrait quelque chose de plus satisfaisant. En fait le problème réside beaucoup plus dans la conception de la sociologie qu'il véhicule, et, d'une façon pratique, dans les institutions qui se servent d'une telle sociologie. Au fond, le problème c'est CROP.

Richard Brunelle
Anthropo, U. de M.

La société CROP-SMA (Centre de Recherches sur l'opinion publique - Société de mathématiques appliquées) n'en est pas à sa première étude. L'importance qu'on lui accorde dans les milieux gouvernementaux et privés ainsi que l'expansion considérable qu'elle a connue depuis peu (soulignons l'acquisition d'un centre d'information à la Place Victoria et son accession récente aux tableaux de la Bourse Canadienne) suffisent à mesurer sa trajectoire. Aussi, règle générale les réactions habituelles en sont de respect et même pour plusieurs de fierté devant un succès bien de chez-nous dans un secteur de pointe. Certains y voient l'avant-pointe de la société post-industrielle, d'autres vont persister à croire qu'il s'agit là enfin d'une réalisation majeure qui trouve à peine son égal aux U.S.A. Nous ne croyons pas qu'il faille se satisfaire de vues aussi simplistes, nous considérons plutôt que d'une part la situation d'ensemble du contrôle de l'information au Québec requiert de préciser les nouvelles forces développées par cette société, et que d'autre part, sans s'opposer béatement à ces acquis technologiques, il importe de se poser la question qui à nos yeux est devenue primordiale, à savoir l'utilité sociale de cette technologie, c'est-à-dire plus précisément: les intérêts de qui sert-elle?

Le groupe de recherches C.R.O.P. - SMA représente une phase de développement caractéristique des pays industriels avancés: celle du contrôle et de la vente des connaissances dites "sociales". Ses moyens de production se résument à deux points: une équipe multidisciplinaire (sociologues, mathématiciens, psychologues, programmeurs...) et un cadre de traitement des données qui fait appel à l'informatique. Il va sans dire qu'une telle entreprise au Québec se spécialisant dans le sondage de l'opinion publique et dans la consultation administrative allait recevoir un accueil "soulageant" de la part des gouvernements et de l'entreprise privée lesquels pourraient enfin introduire leur mesure avec le moindre mal et améliorer leurs connaissances d'un marché "si peu anglais".

Aussi verrons-nous ce groupe de recherches sociales, hiérarchisé en actionnaires et sous-actionnaires, se développer à un rythme excessivement rapide avec à la fois une rationalité méthodologique peu commune et irrationalité sociale étonnante.

C. Wright Mills disait de ces nouveaux techniciens ambitieux et

crop:une nouvelle forme de contrôle

énergiques amputés de leur imagination: "Leurs problèmes ne sont plus les mêmes: ce ne sont plus eux qui les choisissent mais leurs nouveaux clients." Certes ces "professionnels" affirment avec le plus grand sérieux qu'on ne peut être efficace et bien vivre à la fois. Par ailleurs en autant qu'ils ont opté pour l'efficacité, n'ont-ils pas gagné leur pari? En effet nous pouvons témoigner de leur expansion considérable, mais le souffle en vaut-il la chandelle?

L'absence de tout scrupule, de tout choix sélectif dans la détermination des projets d'étude qui leur sont soumis nous amène à croire que leurs tendances soit-disant "libérales" sont bien plus le lot d'une nouvelle petite bourgeoisie intellectuelle plus soucieuse de remplacer l'ancienne par souci d'efficacité que de s'inscrire dans un véritable projet collectif visant la libération d'un monde déjà trop longtemps exploité.

Citons ici pour référence minimale certains projets qui leur ont été source de revenu:

- sondage d'opinion sur les attitudes des Québécois face au Vietnam (gouvernement fédéral)
- sondage d'opinion sur les réactions à la régionalisation scolaire (ministère de l'Éducation)
- recherche sur la mobilité de la main d'œuvre dans l'industrie de la chaussure (patronat et gouvernement)
- sondage sur les attitudes en rapport aux hebdomadaires (Trans-Canada)
- Québec sait faire (ministère de l'Industrie et du Commerce)
- innombrables sondages sur les

- campagnes électorales, les courses au leadership (gouvernements)
- commission royale sur le Bilinguisme et le Biculturalisme
- marques de bière
- la publicité
- la vie universitaire (la Commission Deschênes)
- etc...

Nous laissons à chacun le soin de penser les intérêts en cause dans cette consommation étourdissante d'enquêtes, tout comme nous laissons imaginer les sommes investies dans cette démocratie "indirecte".

Mais au-delà des rapports de connivence avec la classe dirigeante pour qui S.M.A. - C.R.O.P. recueille ces informations, il nous faut pousser notre critique au niveau de la validité même de ces informations en tant que mode d'approche de la réalité sociale.

L'emploi unique du questionnaire nous paraît une aberration scientifique de premier ordre pour celui qui s'efforce de saisir la réalité dans son expression totale, et nos réticences se doublent quand nous considérons que la part laissée à l'analyse théorique consiste en un effort tout à fait infécond pour interpréter des corrélations établies par la machine. Cette démarche scientifique, dans laquelle l'événement rare ou non qualifiable est tenu pour négligeable, codé "autre", vise beaucoup plus à statuer sur des moyennes, c'est-à-dire en définitive sur ce qui est le moins significatif, le moins déterminant dans une optique de changement social ou autre. Mais encore ici la logique y trouve son compte et nous devons mettre en étroite relation cette vive préoc-

cupation de "ce que pense la moyenne" et les intérêts de la clientèle qui pour sa part se soucie prioritairement du maintien du statu quo et très peu de l'introduction d'un changement significatif dans le milieu qu'elle domine.

Une autre lacune fondamentale de ces recherches quantitatives consiste à fonctionner dans un cadre théorique très étroit et jamais reformulé. Ainsi ne serait-ce que cette constante primordiale que la science sociale met de l'avant: "Ce que les gens disent ne peut être séparé de ce qu'ils ne disent pas". Cette constante nous amène à nier que le questionnaire soit en lui-même un instrument suffisant, et ce à plus forte raison quand nous voulons comprendre l'univers de l'homme québécois, à moins bien sûr que notre désir soit de maintenir cet univers.

Si ces gens refusent tout exposé sur la société moderne qui n'a pas été "broyée sous la fine meule du cérémonial statistique", il en demeure que leurs techniques d'échantillonnage et de sondage sur l'opinion publique s'est perfectionnée à un haut point. De telle sorte que ces résultats en tant qu'image imparfaite mais opératoire d'une réalité, deviennent des instruments de contrôle et de manipulation efficaces par leur clientèle. Cette alliance étroite d'une nouvelle caste d'intellectuels avec les pouvoirs tant publics que privés doit être reliée dans notre esprit au monopole outré de l'information au Québec, mais surtout à une dénonciation de tous ces scientifiques sociaux qui continuent à croire qu'une société aussi bien qu'une science peuvent s'édifier sur un amoncellement de questionnaires, ignorant ce qu'il y a de plus élémentaire dans les processus de la création individuelle et collective.

Il n'est pas bien ardu de porter une telle critique sur les opérations de S.M.A. - C.R.O.P. mais il y aurait beaucoup à dire en approfondissant les principaux secteurs que nous avons exposés et en précisant d'autres facettes; du problème telles la fonctionnement du Service d'animation de S.M.A. ou encore la signification réelle de S.G.C. (Société générale de cinéma) à l'intérieur de ce groupe. Il nous intéresserait de même de penser les alternatives offertes à un groupe de chercheurs intéressés à de semblables regroupements bien que pour des intérêts fort divergents, mais ce sont là des sujets voués à d'autres développements que nous espérons voir surgir.

Pierre-Paul Gareau

AU FOND, LE PROBLÈME C'EST CROP!

CARRIÈRES CHEZ CGE

pour

Ingénieurs et Gradués en Science

LE PROGRAMME DE FORMATION POUR INGÉNIEURS GRADUÉS de Canadian General Electric offre une voie d'entrée pour se faire une carrière dans le traitement de l'information, la fabrication, la mise en marché, la recherche, la conception et la réalisation et les relations intérieures.

Les occasions se présentent continuellement si vous désirez poursuivre une formation professionnelle. La grande diversification de la Compagnie et sa décentralisation créent une ambiance dynamique pour la formation personnelle. Pendant votre carrière, vous aurez l'occasion de progresser, non seulement à l'intérieur du secteur où vous êtes actuellement assigné, mais aussi dans d'autres domaines.

Les membres de notre bureau de recrutement visiteront votre université pour une entrevue le :

12, 13, 14 nov.



CANADIAN GENERAL ELECTRIC

La Compagnie Ford du Canada, Limitée

VOUS OFFRE L'OCCASION
DE FAIRE CARRIÈRE

Des entrevues auront lieu dans le campus

LE 4 NOVEMBRE 1969

Pour les étudiants en dernière année du baccalauréat ès sciences (mécanique, chimie, métallurgie).

Les postes disponibles sont en Ontario et comportent la possibilité de faire carrière en génie appliqué à la construction mécanique et aux installations, au contrôle de la qualité, à la production et aux fonctions connexes.

Sur ce sujet, vous trouverez des prospectus illustrés à votre bureau de placement. Procurez-vous en et rencontrez notre représentant à la date ci-haut mentionnée.

ATTENTION, FUTURS DIPLOMÉS

Si vous êtes sur le point d'obtenir votre diplôme universitaire. Si vous êtes dynamique et ambitieux, le représentant de Noranda Mines aimerait s'entretenir avec vous.

Il vous expliquera pourquoi vous auriez avantage à faire partie de l'une ou l'autre des compagnies du Groupe Noranda. Il vous démontrera l'ampleur de cette entreprise canadienne qui n'a cessé de progresser depuis sa fondation. Il vous dira pourquoi, grâce à la diversité de ses activités et grâce à sa politique de promotion interne, Noranda Mines offre au jeune professionnel désireux d'aller de l'avant, la possibilité d'atteindre un poste de commande à la mesure de ses ambitions; de voyager et d'acquérir une formation hautement spécialisée.

Un représentant du Groupe Noranda sera à l'Ecole Polytechnique le 12 novembre afin de rencontrer les candidats intéressés parmi les futurs diplômés. On peut prendre rendez-vous en s'adressant au Service de placement de l'école, au numéro de téléphone 739-2451 ext. 221.

LES COMPAGNIES DU GROUPE NORANDA



ENTREVUES POUR EMPLOI

Nos représentants visiteront les campus suivants:

Ecole Polytechnique - les 19, 20 et 21 novembre

pour interviewer les étudiants graduant des disciplines suivantes:

Génie chimique (Baccalauréat seulement)
Génie mécanique (Baccalauréat et Maîtrise)
Génie électrique (Baccalauréat seulement)
Génie industriel (Baccalauréat)

**Ecole des Hautes Etudes Commerciales -
les 24 et 25 novembre**

pour interviewer les étudiants graduant en

Commerce - Administration et Comptabilité (Baccalauréat)
Marketing
(License - Maîtrise)

Veuillez entrer en communication avec votre bureau de placement pour recevoir les renseignements au sujet des positions disponibles et pour fixer un rendez-vous.

DU PONT AU CANADA LIMITÉE

Division du personnel
Case Postale 660
Montréal 101, Québec

CARRIÈRES EN GÉNIE ET EN MÉTÉOROLOGIE

DIVERS MINISTÈRES DE L'ÉTAT

GÉNIE

DIPLOME D'UNE BRANCHE DU GÉNIE
CIVIL
MÉCANIQUE
ÉLECTRIQUE

MÉTÉOROLOGIE

BACCALAURÉAT AVEC MENTION OU
SPÉCIALISATION EN
PHYSIQUE ET MATHÉMATIQUES
PHYSIQUE, TECHNAPHYSIQUE
DIPLOME GÉNÉRAL DE SCIENCES
PLUS
PHYSIQUE ET MATHÉMATIQUES

**ENTREVUES A L'UNIVERSITÉ
LES 17 - 19 NOVEMBRE 1969**

VOTRE BUREAU DE PLACEMENT VOUS
DONNERA TOUT RENSEIGNEMENT
COMPLÉMENTAIRE.



Fonction
publique
du
Canada

ENTREVUES

CARRIÈRES ET PROFESSIONS

INTERROGATOIRE DES ÉTUDIANTS EN VUE D'UN EMPLOI

Cominco Ltd. invite les étudiants qui poursuivent des études universitaires ou post-universitaires en **génie minier** à faire une demande d'emploi permanent.

Il existe aussi des possibilités d'emploi permanent, ou pour l'été seulement, pour ceux qui poursuivent des études universitaires ou post-universitaires en **géologie**; et des possibilités d'emploi pour l'été de 1971 seulement, pour les étudiants de cette année-là en **géologie**.

**Dates des entrevues avec les
représentants de Cominco:**

**14 NOVEMBRE 1969 -- Ingénieurs miniers
21 NOVEMBRE 1969 -- Géologues**

Pour plus de renseignements, voir le Bureau d'Orientation professionnelle.



CARRIÈRES EN SCIENCES

DIVERS MINISTÈRES DE L'ÉTAT

BACCALAURÉAT AVEC
MENTION OU
SPÉCIALISATION DANS
UNE SCIENCE

**ENTREVUES
À
L'UNIVERSITÉ
LES
20-21
NOVEMBRE
1969**

VOTRE BUREAU DE
PLACEMENT VOUS DONNERA
TOUT RENSEIGNEMENT
COMPLÉMENTAIRE.



Fonction
publique
du
Canada

Discutez de votre avenir avec le représentant de la compagnie Bell: il sera à l'université

**LE 3, 4 ET 5 NOVEMBRE
À L'ÉCOLE POLYTECHNIQUE**

FUTURS DIPLÔMÉS EN

GENIE (électrique, civil, mécanique
et industriel)

Procurez-vous des dépliants d'information
à votre Bureau de Placement et demandez
un rendez-vous aujourd'hui même.



Bell Canada

ASSURANCE AUTOMOBILE

Nous représentons
21 compagnies

Taux de flotte pour professeurs, employés et certaines catégories d'étudiants.

L.M. DÉSILETS

Assurances

Montréal: 467-9311
Québec: 872-7186
Mtl. Métrop.: 861-5395



SUCO

Polytechnique

Entrevues personnelles: 12 nov.

au: Service de Placement

Ecole Polytechnique
chambre: A-421
à partir de 9 hres a.m.

Pour toutes les Facultés

Entrevues personnelles: 13 nov.

au: Service de Placement

2101 Edouard Montpetit

Responsable: Mlle Thérèse Wera

COURS D'INITIATION À LA DÉCORATION INTÉRIEURE

JOUR OU SOIR

Sous la direction des
**ARTISANS DU
MEUBLE
QUÉBÉCOIS**



Les inscriptions devront
être faites au:

88 est, rue St-Paul,
Vieux-Montréal 866-1836



PHOTOS & CAMÉRAS

735-4575

3549 RUE LACOMBE

— CAMÉRAS
— FILMS COULEURS
& NOIR ET BLANC
ACIDES & PAPIERS

SERVICE DE
DÉVELOPPEMENT
OU LA PLUS
GRANDE
ATTENTION SERA
PORTÉE A
VOS FILMS

ESCOMPTE
TRES
AVANTAGEUX
POUR ÉTUDIANTS

ENTREUVES CARRIÈRES ET PROFESSIONS



Voyez loin.

Exigez plus qu'un emploi.

Pensez carrière.

Pensez direction.

Un poste de commande.

Une grande banque.

Pensez-y. Voyez-y.

Entrevues . . .

**Mar., Mer.
18, 19 nov.**

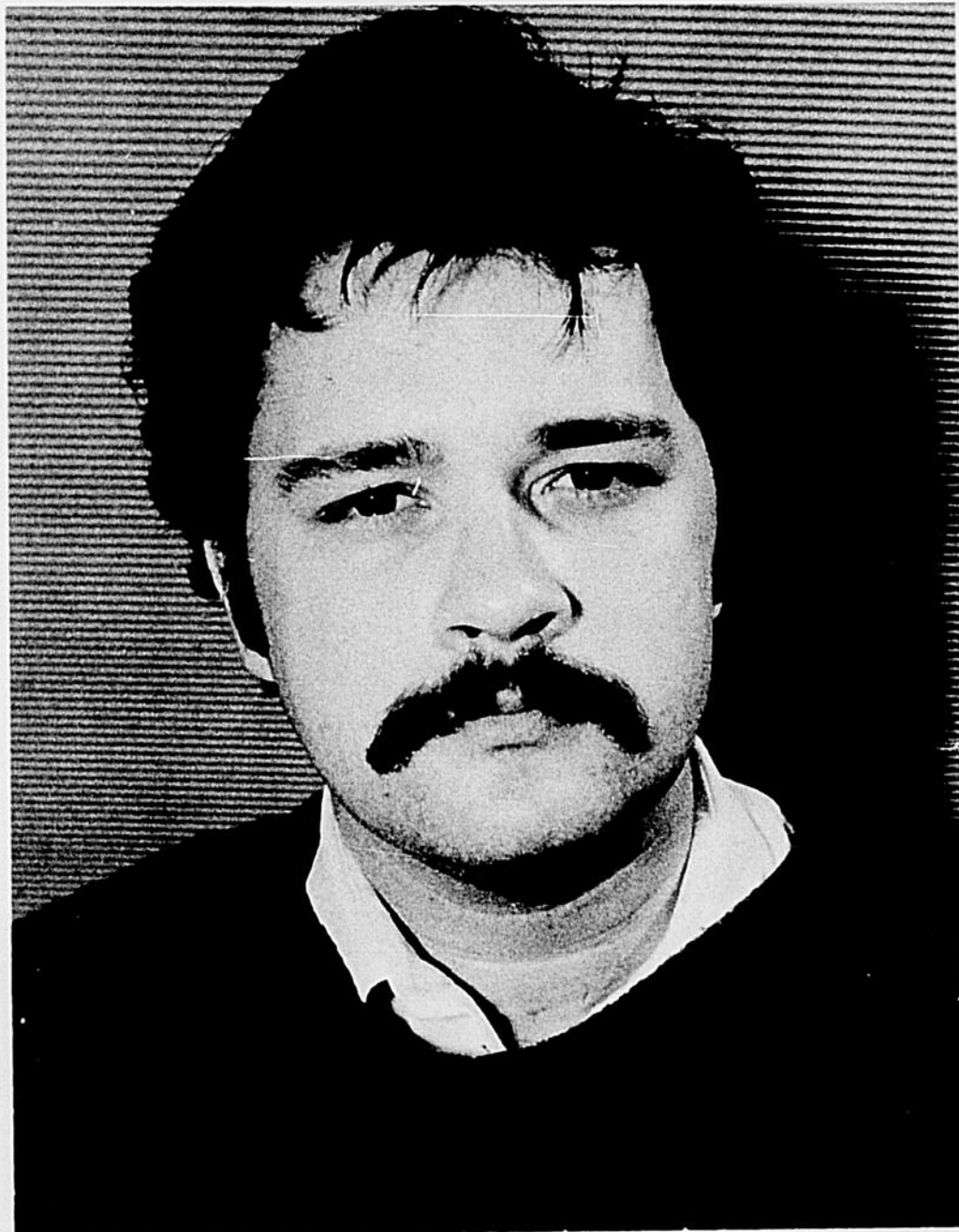
*Pour en savoir davantage, renseignez-vous
auprès de votre bureau de placement.*



Banque de Montréal

La Première Banque au Canada

***jacques doré
peut
vous faire
parvenir
le quartier latin**



*directeur de la diffusion

739-4777

2222 édouard-montpetit, no 608, Montréal 250, P.Q.

123 raisons pour annoncer dans le quartier latin



Il y a plus précisément 216,145 lecteurs possibles du quartier latin : 73,500 dans les universités du Québec, 42,645 dans les cegeps et 100,000 au niveau secondaire.